MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

-=-=-=-=-=-

SECRETARIAT GENERAL

-=-=-=-=-=-

DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE ET DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE 2013/2014

Mars 2014

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX I

SIGLES ET ABREVIATIONS II

INTRODUCTION 1

1. FAITS SAILLANTS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE 2

2. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2013-2014 3

2.1. SITUATION PLUVIOMETRIQUE 3
2.2. SITUATION HYDROLOGIQUE 3
2.3. SITUATION PHYTOSANITAIRE 3

3. PRODUCTIONS AGRICOLES DEFINITIVES 4

3.1. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE D'ESTIMATION DES PRODUCTIONS DEFINITIVES 4
3.1.1. La collecte des données *4*
3.1.2. Traitement des données *4*
3.1.3. La procédure d'évaluation des productions définitives *4*
3.1.4. La validation des résultats prévisionnels *4*
3.2. PRESENTATION DES PRODUCTIONS DEFINITIVES 5
3.2.1. La production céréalière *5*
3.2.2 La production des cultures de rente *6*
3.3. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DES RESULTATS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 7
3.3.1. Taux de réalisation avec les objectifs de production du PNSR *7*
3.3.2. Impact de la production agricole sur le PIB et la pauvreté *8*
3.3.2.1. Impact sur le PIB global et agricole 8
3.3.2.2. Impact sur le revenu des ménages 9
3.3.2.3. Impact sur la pauvreté 10

4. SITUATION ALIMENTAIRE 11

4.1. LES DISPONIBILITES 11
4.1.1. Bilans céréaliers *11*
4.1.2. Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces *11*
4.1.3. Autonomie de couverture des besoins céréaliers des ménages *13*
4.1.3.1. Autonomie de couverture des besoins céréaliers 14
4.1.3.2. Précarité céréalière des ménages agricoles 16
4.1.3.3. Analyse de l'évolution du taux de couverture, de l'autonomie et de la précarité 17
4.1.4. Bilan alimentaire national *18*
4.1.5. Proxys caloriques disponibles *18*
4.2. ACCES A L'ALIMENTATION 19
4.2.1. Demandes potentielles *19*
4.2.1.1. Demande des ménages ruraux 19
4.2.1.2. Demande des ménages urbains 20
4.2.1.3. Demande non solvable des ménages agricoles 21
4.2.2. Offre potentielle de céréales commercialisables *21*
4.3. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES MENAGES 23
4.3.1. Situation alimentaire des ménages *23*
4.3.2. Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans *23*
4.3.2.1. Prévalence de la malnutrition aiguë (Poids/Taille) 23
4.3.2.2. Prévalence de la malnutrition chronique 24
4.3.2.3. Prévalence de l'insuffisance pondérale 25
4.3.2.4. Tendances des prévalences de la malnutrition 25

5. ANALYSE DES MARCHES 26

5.1. NIVEAU DE L'OFFRE 26
5.1.1. Offre en céréales et cultures de rente *26*
5.1.2. Etat et cartographie des stocks *26*
5.1.2.1. Stocks commerçants 26

5.1.2.2. Stocks intentionnels 27
5.1.3. Offre en bétail *27*
5.2. NIVEAU DE LA DEMANDE 28
5.2.1. Demande en produits végétaux *28*
5.2.2. Demande en bétail *28*
5.3.TENDANCES DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET DU BETAIL 29
5.3.1.Tendance des prix des céréales *29*
5.3.2.Tendances des prix des produits de rente *30*
5.3.3.Tendance des prix du bétail *31*
5.4. TERMES DE L'ECHANGE BETAIL/CEREALES 31
5.5. EVOLUTION DES FLUX TRANSFRONTALIERS DES PRODUITS AGRICOLES 32
5.5.1. Produits agricoles *32*
5.5.2. Bétail *33*
5.6. EVOLUTION DES COURS MONDIAUX 33
5.6.1. Cours du maïs *33*
5.6.2. Cours du riz *34*
5.6.3. Cours du blé *34*
5.6.4. Comparaison des prix des céréales par rapport à la moyenne quinquennale *34*
5.6.5. Comparaison des prix de certains produits par rapport à la moyenne des cinq dernières années ... *35*

6. SITUATION ALIMENTAIRE ET SANITAIRE DU BETAIL 36

6.1. SITUATION ALIMENTAIRE 36
6.2. SANTE ANIMALE ET MOUVEMENT DES ANIMAUX 36

7. ZONES ET POPULATIONS A RISQUE IDENTIFIEES 36

7.1. ANALYSE DE LA VULNERABILITE AVEC LE CADRE HARMONISE 36
7.1.1. Approche méthodologique *36*
7.1.2. Résultats de l'analyse *37*
7.1.2.1. Situation actuelle de mars à juin 2014 37
6.1.2.2. Situation projetée au 30 septembre 2014 38
7.2. RESULTATS PROVISOIRES DE L'ANALYSE DE LA VULNERABILITE EN MILIEU URBAIN 40
7.2.1. Méthodologie *40*
7.2.2. Résultats de l'enquête *40*
7.2.2.1. Caractéristiques générales des ménages 40
7.2.2.2. Une insécurité alimentaire ressentie par les ménages 40
7.2.2.3. Une insécurité alimentaire liée à l'occupation 40
7.2.2.4. Une insécurité alimentaire liée au type d'activité exercée 41
7.2.2.5. La diversité alimentaire liée à l'occupation 41
7.2.2.6. La diversité alimentaire liée à l'activité principale exercée 41
7.3. PERSPECTIVES ALIMENTAIRES 41

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 42

ANNEXES 44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Comparaison des productions céréalières 5
Tableau 2: Comparaison des productions de rente..... 6
Tableau 3: Comparaison des productions des autres cultures vivrières..... 7
Tableau 4: Taux de réalisation par rapport aux objectifs de production du PNSR..... 7
Tableau 5: Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces (en %)..... 12
Tableau 6: Solde entre l'offre et la demande 22
Tableau 7: Disponibilité des produits alimentaires (tonnes)..... 27
Tableau 8: Terme de l'échange bétail/céréales 31

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Impact sur le Produit Intérieur Brut (PIB)..... 8
Figure 2: Impact sur les facteurs de production 9
Figure 3: Impact sur le revenu des ménages 9
Figure 4: Impact de la hausse de la production céréalière et cotonnière sur la pauvreté..... 10
Figure 5 : Impact sur la pauvreté selon le type de localité..... 10
Figure 6: Impact sur la profondeur et la sévérité de la pauvreté 11
Figure 7: Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces et des régions..... 13
Figure 8: Ménages non autonomes..... 14
Figure 9: Comparaison des superficies des ménages autonomes et non autonomes..... 15
Figure 10: Comparaison de rendement entre les ménages autonomes et non autonomes 16
Figure 11 : Proportion de ménages en situation de précarité alimentaire par région..... 17
Figure 12: Evolution de l'autonomie, précarité et taux de couverture..... 18
Figure 13: Disponibilités caloriques par province 19
Figure 14: La demande des ménages ruraux en milliers de tonnes..... 20
Figure 15: La demande des ménages urbains en milliers de tonnes 20
Figure 16 : Demande de céréales non solvable y compris les stocks en tonnes..... 21
Figure 17: Solde offre/demande en tonnes par région (tonnes) 22
Figure 18: Prévalence de la malnutrition aigue..... 24
Figure 19: Prévalence de la malnutrition chronique 24
Figure 20: Prévalence de l'insuffisance pondérale 25
Figure 21: Tendance de la malnutrition au niveau national selon les références OMS 2006 .. 26
Figure 22: Evolution des prix hebdomadaires des principales céréales de décembre 2013 à février 2014 29
Figure 23: Evolution des prix aux détails des céréales 30
Figure 24 : Evolution du prix du maïs de janvier 2004 à janvier 2014..... 30
Figure 25: Evolution des prix du maïs. 33
Figure 26 : Evolution des prix du riz..... 34
Figure 27: Evolution des prix du blé. 34
Figure 28: Evolution comparée des prix des céréales de 2013 par rapport à 2012 et à la moyenne des cinq dernières années 35
Figure 29 : Evolution comparée des prix de certains produits de 2013 par rapport à 2012 et à la moyenne des cinq dernières années..... 35
Figure 30: Situation de la vulnérabilité actuelle..... 38
Figure 31: Situation de la vulnérabilité projetée au 30 septembre 2014..... 39

SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CPSA	Comité de Prévision de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle
CT-CNSA	Comité Technique du Conseil National de Sécurité Alimentaire
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DIAPER	Diagnostic Permanent
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
EPA	Enquête Permanente Agricole
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS NET	Famine Early Warning System Network
GTP	Groupe de Travail Pluridisciplinaire
MASA	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MAG	Malnutrition Aigue Globale
NDVI	Normalized Difference Vegetation Index
ONG	Organisation non Gouvernementale
OXFAM	Oxford committee for Famine relief
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNSR	Programme National du Secteur Rural
PTF	Partenaire Technique et Financier
SISA	Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire
SISANAP	Service de l'Information sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de l'Alerte Précoce
SONAGESS	Société Nationale de Gestion du Stock de Sécurité alimentaire
SPAI	Sous Produits Agro Industriels
TCBC	Taux de Couverture des Besoins Céréaliers
USAID	United State Agency for International Development

INTRODUCTION

Le processus de caractérisation de la situation alimentaire courante et prévisionnelle au Burkina Faso innové depuis 2008, s'est inscrit dans une approche participative caractérisée par une grande implication des structures du Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire (SISA).

En effet, l'estimation des récoltes nationales et les bilans céréaliers sont réalisés par les services des statistiques agricoles du Ministère en charge de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire. Le dispositif a été construit progressivement depuis les années 1980 par le projet du Diagnostic Permanent (DIAPER) dans le but de renseigner les indicateurs de sécurité alimentaire et de prévenir les crises alimentaires au niveau des pays du Sahel. Cette initiative adoptée par les pays du CILSS permet d'apprécier les perspectives de récolte en septembre et de donner les résultats prévisionnels de la campagne agricole en octobre-novembre à des fins d'alerte précoce. Les résultats définitifs interviennent en février-mars pour consolider les prévisionnels.

Au niveau du Burkina le dispositif de l'enquête permanente agricole évalue la production agricole deux (2) fois par an. Il donne respectivement les résultats prévisionnels de la campagne agricole au cours du mois d'octobre et les résultats définitifs au mois de février de chaque année en conformité avec le dispositif régional (CILSS). Le dispositif de l'enquête permanente agricole (EPA) couvre les 45 provinces du pays avec un échantillon de 673 villages et 3610 ménages. La production prévisionnelle est estimée à partir d'une combinaison de données relevées par satellite et de l'interview des producteurs échantillons de l'enquête permanente agricole, dans toutes les 45 provinces du pays et consolidée par la mission CILSS/FAO/FEWSNET. Quant aux résultats définitifs, ils sont obtenus suite aux mesures des superficies cultivées, aux poses puis aux pesés des récoltes des carrés de rendement sur l'ensemble des parcelles de l'échantillon.

Les estimations des productions, les bilans céréaliers et alimentaires prévisionnels et définitifs sont élaborés au sein d'un Comité de Prévision de la Situation Alimentaire et Nutritionnelle (CPSA) impliquant tous les acteurs nationaux impliqués dans le suivi de la campagne agricole et la situation alimentaire (Gouverneurs de région, directions régionales en charge de l'agriculture, des ressources animales, de la santé, de l'action sociale, des structures centrales et déconcentrées de plusieurs départements ministériels, les partenaires techniques et financiers, les Organisations des producteurs et les ONG). Les experts des organisations telles que CILSS, FAO, PAM et de FEWSNET prennent également part à cet comité.

Les travaux de la première session 2014 du Comité de Prévision de la Situation Alimentaire se sont déroulés les 17 et 18 mars et a eu pour mission de:

- Valider des données des superficies, des rendements et des productions ;
- Elaborer de manière participative des différents agrégats (bilans céréaliers ex-post et définitif, taux de couverture des besoins) ;
- Analyser la situation alimentaire et nutritionnelle courante et les perspectives ;
- Formuler les recommandations à l'endroit des décideurs en vue d'une meilleure gestion de la situation alimentaire du pays.

Le présent rapport suivra le canevas ci-dessous :

- Faits saillants de la situation alimentaire et nutritionnelle ;
- Déroulement de la campagne agricole ;
- Productions agricoles définitives ;
- Situation alimentaire;
- Situation alimentaire et sanitaire du bétail ;
- Zones et populations à risque identifiées;
- Recommandations.

1. FAITS SAILLANTS SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

- Tenue des sessions du Comité de Prévision de la Situation Alimentaire en octobre 2013 et en mars 2014.
- La campagne agricole a connu une installation précoce à normale dans la majeure partie du pays qui s'est soldée par un cumul pluviométrique en majorité similaire à très excédentaire par rapport à la normale, avec quelques poches de sécheresse au cours des mois de juin et septembre.
- La plupart des barrages présentent des excédents de remplissage qui vont de 70 mille m^3 (Lobi ou Boudadiougou) à 2,29 millions de m^3 (Ziga). Toutefois quelques retenues accusent un déficit de remplissage allant de 70 mille m^3 (Titao) à 506,00 millions de m^3 (Bagré) en octobre 2013.
- La mise en œuvre d'opérations de vente de céréales à prix social à partir de juillet 2013 dans les communes à risque d'insécurité alimentaire et des boutiques témoin à partir d'octobre 2013 dans les chefs lieu de province et de région.
- La mise à disposition des producteurs, surtout ceux des zones à risque des semences améliorées et des intrants subventionnés avant le mois de juin par l'Etat et ses partenaires.
- La mise à disposition à prix subventionné de SPAI dans les régions du Sahel, du Nord.
- La mise en œuvre d'actions de soutien à la production fourragère, la sensibilisation pour la fauche et la conservation du fourrage, la réhabilitation et la construction de points d'eau et l'appui à la vaccination afin d'assurer une sécurité alimentaire durable pour le bétail.
- Un plan de résilience et de soutien aux populations vulnérables aux crises alimentaires a été élaboré en octobre 2014.
- Le plan national d'organisation et de coordination des secours d'urgences et de réhabilitation relu a été proposé.

2. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2013-2014

2.1. Situation pluviométrique

Le début de la campagne agropastorale 2013/2014 a connu des irrégularités du point de vue pluviométrique sur l'ensemble du pays, entraînant un retard dans la mise en place des cultures par rapport à la campagne précédente.

Après les pluies précoces enregistrées au cours du mois d'avril, dans la moitié sud du pays, une irrégularité spatio-temporelle de la pluviosité a été observée en mai, juin et juillet. Elle a eu pour conséquences la survenue de longues séquences sèches sur la majeure partie du pays, notamment dans des localités de la Boucle du Mouhoun et du Sahel.

Par la suite, le regain de l'activité pluviométrique amorcé depuis le mois de juillet s'est maintenu tout le mois d'août sur l'ensemble du pays. La bonne répartition spatio-temporelle des pluies au cours de ces deux mois a permis de combler quelque peu le retard dans la mise en place des pluies utiles au développement des semis. Le caractère régulier de l'activité pluviométrique, en dépit des hauteurs d'eau moins élevées par rapport à la campagne 2012-2013, a contribué au bon développement végétatif des cultures.

A la fin du mois de septembre la pluviométrie a été marquée par le maintien de l'activité de la mousson qui a été faible à modérée sur l'ensemble du pays. Des formations orageuses ou pluvio-orageuses éparses d'intensité faible à modérée, quelquefois accompagnées de vents forts ont été observées sur l'ensemble du pays. Ces manifestations pluvio-orageuses ont permis de cueillir des quantités d'eau variables qui ont été moindres par rapport au mois d'aout tant en qualité dans sa répartition spatio-temporelle qu'en quantité. En effet ces cumuls pluviométriques durant cette période ont été disparates aussi bien dans les régions que dans les provinces.

2.2. Situation hydrologique

De façon générale, les volumes enregistrés dans les différents barrages sont satisfaisants à la date du 03 septembre 2013.

En effet, la plupart des barrages présentent des excédents de remplissage qui vont de 70 mille m^3 (Lobi ou Boudadiougou) à 2,29 millions de m^3 (Ziga). Toutefois quelques retenues accusent un déficit de remplissage allant de 70 mille m^3 (Titao) à 506,00 millions de m^3 (Bagré). Ainsi par rapport à la capacité de remplissage des 18 retenues d'eau suivies on note :

- neuf (9) retenues d'eau déversent : Il s'agit des retenues d'eau de Ziga, Lac Bam, Titao, Dourou, Tougou, Goinré, Vy, Liptougou, Tapoa.
- sept (07) retenues ont un bon taux de remplissage : Il s'agit des barrages de Toussiana (98,36%), Loumbila (97,77%), Lobi (95,26%), le Sourou à Yaran (95,19%), Moussodougou (92,93%), Ouaga 2+3 (92,72%) et Seytenga (91,10%);
- le barrage de Bagré (72,99%) a enregistré un taux moyen de remplissage ;
- le faible taux de remplissage (volume inférieur à 50% de la capacité totale du barrage) a été enregistré au barrage de Kompienga (34,83%).

Cependant, compte tenue de l'envasement progressif et des autres usages croissants, les volumes actuels ne peuvent satisfaire tous les besoins en eau. De plus certaines retenues d'eau suivies sont occupées par des plantes envahissantes. C'est le cas des barrages de Ouaga 1-2 et 3 (ou le plan d'eau est totalement envahi), le barrage de Dourou et celui de Yaran

2.3. Situation phytosanitaire

La situation phytosanitaire est restée calme et normale dans toutes les régions. Toutefois la présence d'oiseaux granivores a été signalée dans le Nord (Passoré et Loroum) et le Sahel

(Kelbo, Diguel, Nassoumbou, Koutougou et Baraboulé) sans dégâts majeurs. Par ailleurs des opérations de captures des oiseaux avec les filets japonais ont été entreprises**.**

3. PRODUCTIONS AGRICOLES DEFINITIVES

3.1. Rappel de la méthodologie d'estimation des productions définitives

Les données utilisées pour estimer les productions définitives proviennent de l'Enquête Permanente Agricole (EPA) qui est une enquête de panel (échantillon constant sur une période donnée, généralement 5 ans) réalisée à chaque campagne agricole par la direction en charge des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA). Cette enquête mobilise un dispositif terrain au niveau décentralisé composé de 13 superviseurs régionaux, 15 statisticiens régionaux, 45 superviseurs provinciaux, 100 contrôleurs et près de 800 enquêteurs. Le calendrier de l'enquête suit celui de la campagne agricole et les différents modules sont administrés selon ce calendrier.

3.1.1. La collecte des données

Les données collectées pour estimer les productions définitives sont celles relatives aux superficies emblavées en début de campagne et celles liées aux rendements issus des pesées des récoltes sur les carrés de rendements posés également en début de campagne. Selon le calendrier de l'EPA, le module destiné à recueillir les données sur les rendements définitifs des récoltes sur les carrés de rendement a été administré en fin de campagne pendant la période des récoltes.

3.1.2. Traitement des données

La direction en charge des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire (MASA) est chargée de la conception des programmes de saisie, de la formation des agents et des contrôleurs de saisie. Le contrôle de la saisie des fiches de chaque région est assuré par le superviseur et le statisticien régional, appuyés par l'équipe centrale.

Les incohérences constatées dans les fiches sont éditées au niveau central, vérifiées et éventuellement corrigées.

Après ce premier niveau d'apurement, les fichiers subissent un second niveau d'apurement en vue de déceler et corriger les éventuelles erreurs qui n'ont pu l'être au premier niveau. Ce dernier niveau de traitement consiste en des contrôles d'intégrité, des tests de cohérence, à la mise à jour des fichiers de référence, aux redressements des paramètres d'extrapolation.

Après cette phase de traitement, intervient l'édition des tableaux de résultats (productions, superficies, rendements).

3.1.3. La procédure d'évaluation des productions définitives

Contrairement aux productions prévisionnelles estimées en combinant l'espérance des paysans sur leurs récoltes futures et l'évolution de l'indice de végétation différentiel normalisé (NDVI) obtenu par imagerie satellitaire, les productions définitives de la campagne agricole sont obtenues par mesure objective des rendements mesurés sur l'ensemble des parcelles des ménages échantillons.

Ces résultats sont complétés par des données de sources administratives pour prendre en compte les prévisions de production de maïs et de riz sur les plaines et les bas-fonds aménagés, aussi bien en saison hivernale qu'en saison sèche.

3.1.4. La validation des résultats prévisionnels

Après le traitement des données et la tabulation, une rencontre de validation a lieu avec l'ensemble des Directeurs régionaux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Au cours de cette rencontre les données (productions, superficies et rendements) par province et par culture sont passées en revue et chaque directeur régional apporte ses commentaires par

rapport à la situation de la campagne. A l'issue de cette étape, les résultats sont validés techniquement et transmis au Comité de Prévision de la Situation Alimentaire, instance officielle de validation des résultats de la campagne regroupant l'ensemble des structures membres du dispositif de sécurité alimentaire (y compris les partenaires au développement et la société civile).

3.2. Présentation des productions définitives

3.2.1. La production céréalière

La production céréalière définitive de la campagne agricole 2013-2014 est évaluée à 4 869 723 tonnes, en légère baisse de 0,6% par rapport à la campagne agricole 2012/2013, mais en hausse de 15,3% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

En considérant les différentes spéculations céréalières, il ressort que :

- le mil enregistre une production de 1 078 570 tonnes relativement stable par rapport à la campagne passée, soit +0,02%, et en hausse de 2,1% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le sorgho blanc a une production de 1 427 747 tonnes, en baisse de 3,6% par rapport à la campagne passée, mais en hausse de 8,7% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le sorgho rouge enregistre une production de 452 718 tonnes, en hausse de 2,3% par rapport à la campagne passée, et en quasi stabilité de +0,6% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le maïs connaît une production de 1 585 418 tonnes, en hausse de 1,9% par rapport à la campagne passée et de 39,7% par rapport à la moyenne quinquennale;
- le riz a une production de 305 382 tonnes, en baisse de 4,4% par rapport à la campagne passée, mais en forte hausse de 23,2% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- le fonio, avec une production de 19 887 tonnes connaît une baisse de 3,7 % comparée à la campagne passée, et une légère hausse de 0,3% par rapport à la moyenne quinquennale.

On note, par rapport à la moyenne quinquennale, une hausse importante de la production de maïs et du riz respectivement de 39,7% et 23,2% et une quasi stabilité de la production de toutes les autres cultures céréalières. Certaines provinces comme la Tapoa, le Noumbiel, et le Sanmatenga connaissent une baisse importante de production supérieure à 25%. En revanche, les régions à fortes potentialités de production céréalière telles que la Boucle du Mouhoun et les Hauts Bassins enregistrent des hausses de l'ordre de 10%.

Tableau 1: Comparaison des productions céréalières

	Mil	Maïs	Riz	Fonio	Sorgho blanc	Sorgho rouge	Ensemble
Production 2013/2014	1 078 570	1 585	305	19 887	1 427 747	452 718	4 869 723
Variation 2013/2014 par rapport à 2012/2013	0,02%	1,9%	- 4,4%	- 3,7%	-3,6%	2 ,3%	-0,6%
Variation 2013/2014 par rapport à la moyenne	2,1%	39,7%	23,2%	0,3%	8,7%	0,6%	15,3%

Source : MASA/DGESS, mars 2014

3.2.2 La production des cultures de rente

Globalement la production des cultures de rente, estimée à 1 274 367 tonnes, a connu une hausse de 22,2% par rapport à la campagne passée et de 30,7% par rapport à la moyenne quinquennale. Par spéculation, la situation se présente comme suit :

- la production de l'arachide, estimée à 349 688 tonnes, a connu une hausse 12,5% par rapport à la campagne agricole écoulée et une hausse de 9,7% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production cotonnière estimée à 766 221 tonnes enregistre des hausses de 26,2% et de 37,7% respectivement par rapport à la campagne dernière et à la moyenne quinquennale ;
- la production de soja est de 21 773 tonnes, soit une baisse de 10,4% par rapport à la campagne dernière et de 5,0% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production de sésame estimée à 136 686 tonnes, est en hausse de 36,0% par rapport à la campagne écoulée et de 77,9% par rapport à la moyenne quinquennale.

Tableau 2: Comparaison des productions de rente

	Arachide	Coton	Soja	Sésame	Ensemble
Production 2013/2014	349 668	766 221	21 773	136 686	1 274 367
Variation 2013/2014 par rapport à 2012/2013	12 ,5%	26,2%	-10,4%	36,0%	22,2%
Variation 2013/2014/ par rapport à la Moyenne quinquennale	9,7%	37,7%	-5,0%	77,9%	30,7%

Source : MASA/DGESS, mars 2014

3.2.3. La production des autres cultures vivrières

La production des autres cultures vivrières (igname, niébé, patate, voandzou) de la campagne agricole 2013/2014 est estimée à 915 485 tonnes. Comparée à la campagne passée et à la moyenne quinquennale, la production est respectivement en hausse de 5,3% et de 19,0%.
La situation se présente comme suit par spéculation :

- la production d'igname est de 91 577 tonnes, en baisse de 19,2% par rapport à la campagne passée, mais en hausse de 5,3% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production du niébé est estimée à 599 804 tonnes, soit une quasi stabilité (+0,2%) par rapport à la campagne passée, mais en hausse de 12,9% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production de patate est estimée à 167 550 tonnes, soit une forte hausse de 80,5% par rapport à la campagne passée et de 74,5% par rapport à la moyenne quinquennale ;
- la production de voandzou s'élève à 56 555 tonnes, correspondant à une baisse de 13,1% par rapport à la campagne passée et une hausse de 3,3% par rapport à la moyenne quinquennale.

Tableau 3: Comparaison des productions des autres cultures vivrières

	Niébé	Vouandzou	Igname	Patate	Ensemble
Production 2013/2014	599 804	56 555	91 577	167 550	915 485
Variation 2013/2014 par rapport à 2012/2013	0,21%	-13,15%	-19,21%	80,52%	5,25%
Variation 2013/2014/ par rapport à la Moyenne quinquennale	12,87%	3,34%	5,29%	74,49%	19,03%

Source : MASA/DGESS, mars 2014

3.3. Analyse de la performance des résultats de la campagne agricole

3.3.1. Taux de réalisation avec les objectifs de production du PNSR

Globalement, les objectifs de production du PNSR sont atteints pour les autres produits vivriers et les cultures de rente au regard du niveau atteint de la production de la campagne agricole 2013/2014. Cependant les objectifs des céréales sont atteints à hauteur de 89%.

Tableau 4: Taux de réalisation par rapport aux objectifs de production du PNSR

TYPES DE PRODUCTIONS	**Objectifs PNSR**	**Résultats définitifs 2013/2014**	**Taux de réalisation**
Maïs pluvial	1 537 780	1 564 384	102%
Maïs irrigué	7 939	21 034	265%
Mil	1 281 636	1 078 570	84%
Sorgho	2 172 062	1 880 465	87%
Riz pluvial	364 405	128 677	35%
Riz irrigué	72 737	176 706	243%
Fonio	20 602	19 887	97%
Productions céréalières	**5 457 161**	**4 869 723**	**89%**
Niébé	688 870	599 804	87%
Voandzou	62 627	56 555	90%
Igname	100 812	91 577	91%
Patate	95 787	167 550	175%
Autres produits vivriers	**847 284**	**915 485**	**108%**
Coton graine	535 016	766 221	143%
Arachide	343 103	349 688	102%
Sésame	92 121	137 347	149%
Soja	22 854	21 773	95%
Cultures de rente	**993 094**	**1 275 029**	**128%**

Source : MASA/DGESS, mars 2014

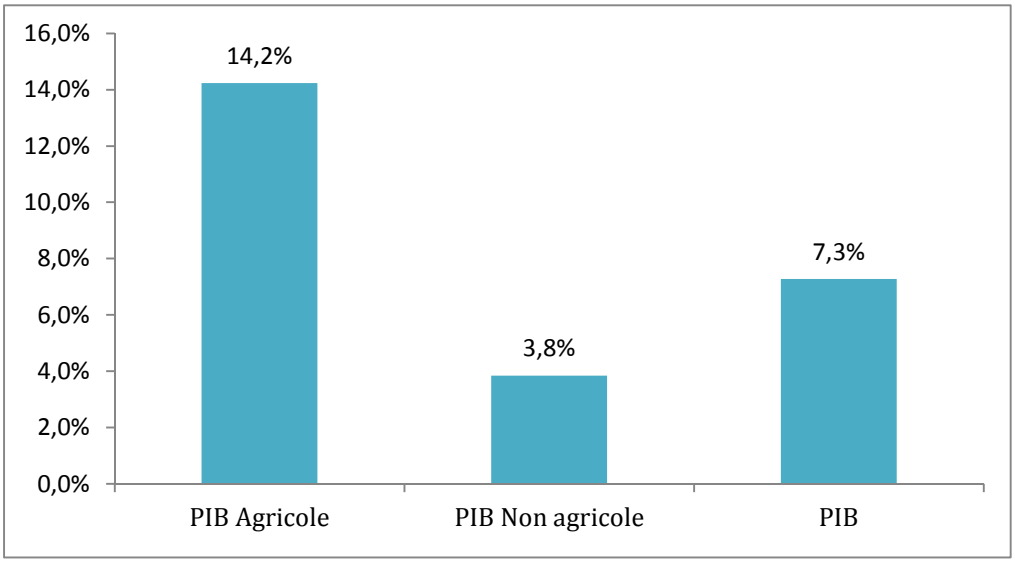
Ces performances de la production agricole ont été obtenues grâce en partie au soutien de l'Etat et de ses partenaires au développement. En effet, l'appui du Gouvernement a augmenté de 20 à 30% par rapport à la moyenne annuelle des soutiens des cinq (5) dernières années (13 000 tonnes d'engrais, 8 600 tonnes de semences et 30 000 unités d'équipement agricole). Les partenaires au développement ont aussi déployé des efforts considérables à travers l'appui en semences améliorées (83 tonnes), la récupération de terres dégradées (4 078 ha) et l'aménagement de bas-fonds (24 768 ha).

3.3.2. Impact de la production agricole sur le PIB et la pauvreté

La Matrice de la Comptabilité Sociale (MCS) a été utilisée pour analyser l'impact de la production attendue sur le PIB, la pauvreté, le revenu des ménages, etc. Les données introduites dans la MCS sont les variations de la production agricole de la campagne 2013/2014 par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

3.3.2.1. Impact sur le PIB global et agricole

Le niveau de la production agricole atteint pour la campagne 2013/2014 entrainerait une croissance du PIB de 7,3% contre 14,2% pour le PIB agricole. Le niveau de croissance attendu pour le PIB global est en deçà de la cible de la SCADD (10,7% en 2014).

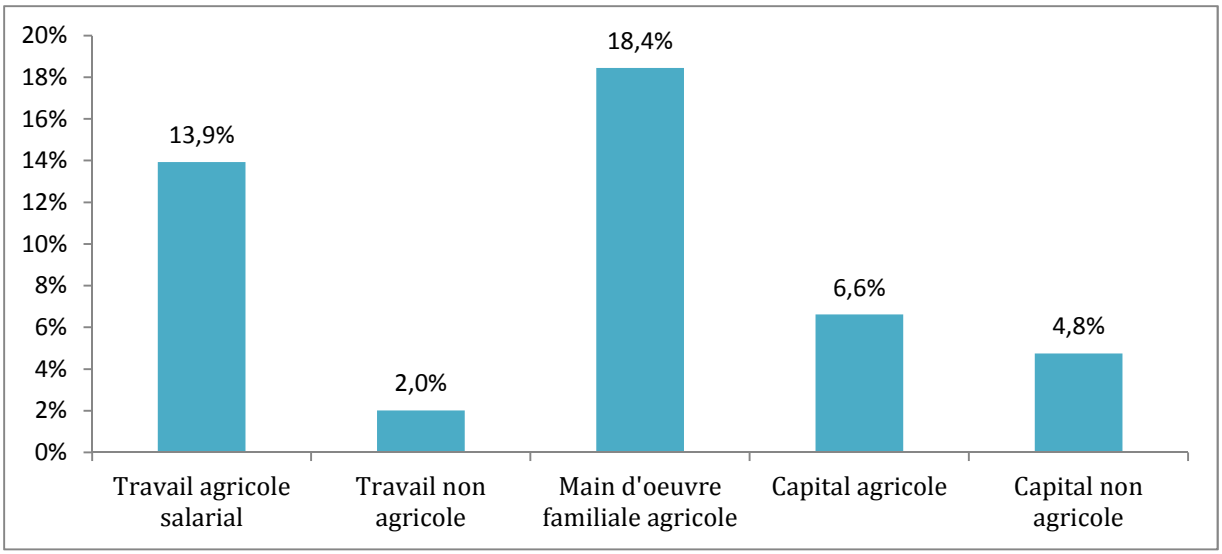


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 1 : Impact sur le Produit Intérieur Brut (PIB)

La valeur ajoutée des céréales est de 358 002 million de FCFA prix constant 1999, soit 31% de la valeur ajoutée agricole.

La hausse attendue du PIB agricole demanderait une hausse des facteurs de production. En effet, la quantité de travail agricole salarial augmenterait de 13,9% contre 2% pour le travail non agricole. La main d'œuvre familiale agricole connaîtrait une hausse importante de 18,4% compte tenu du fait que l'essentiel du travail agricole provient de la main d'œuvre familiale au niveau du secteur rural du Burkina Faso. Pour ce qui est du capital, le capital agricole augmenterait de 6,6% contre 4,8% pour le capital non agricole.

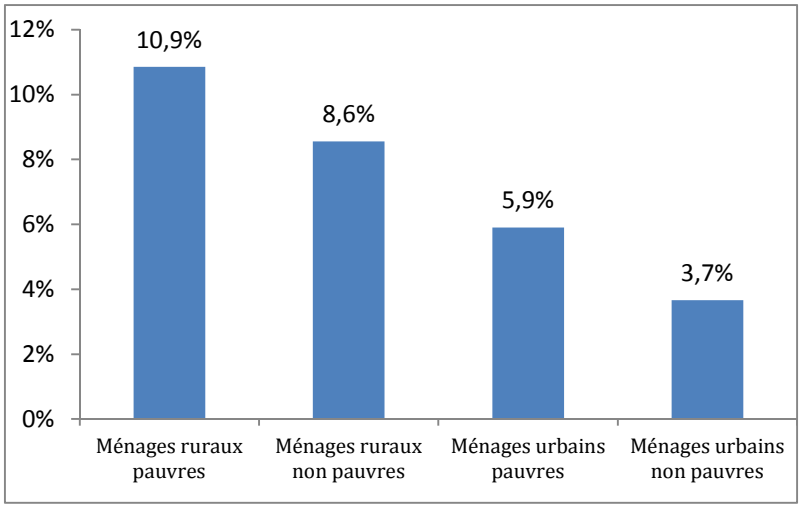


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 2: Impact sur les facteurs de production

3.3.2.2. Impact sur le revenu des ménages

Le niveau atteint de la production agricole pour la campagne 2013/2014 occasionnerait une augmentation globale du pouvoir d'achat des ménages de 7,2%. L'analyse de cette augmentation attendue par type de ménage indique qu'elle serait beaucoup plus importante chez les ménages ruraux pauvres (10,9%) et les ménages ruraux non pauvres (8,6%). Pour ce qui est des ménages urbains pauvres et des ménages urbains non pauvres, la hausse attendue du pouvoir d'achat serait respectivement de 5,9% et 3,7%.

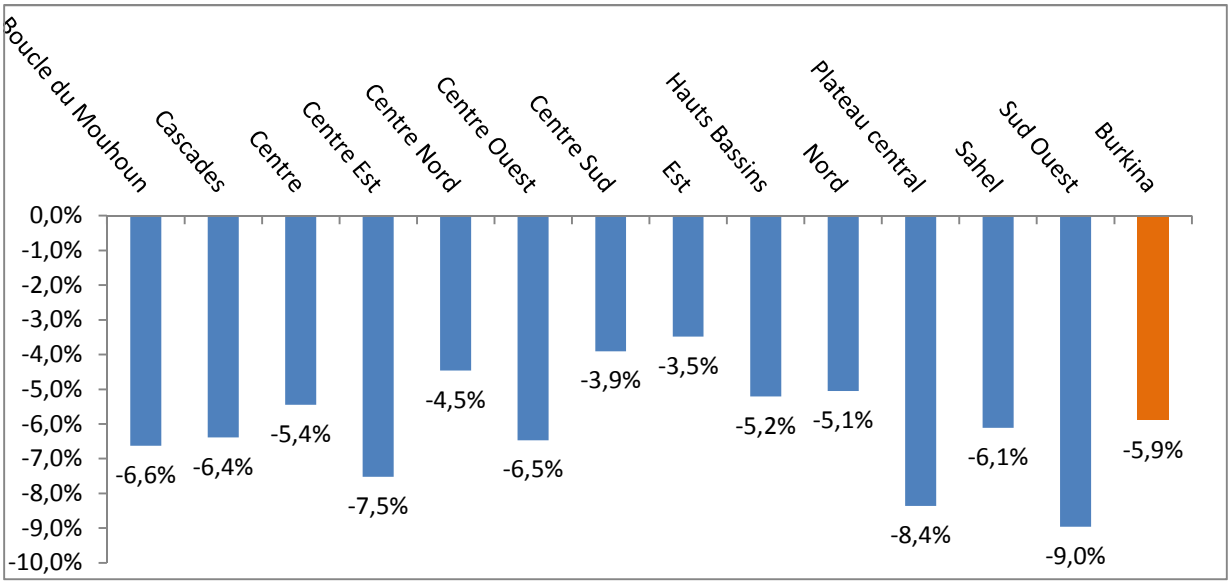


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 3: Impact sur le revenu des ménages

3.3.2.3. Impact sur la pauvreté

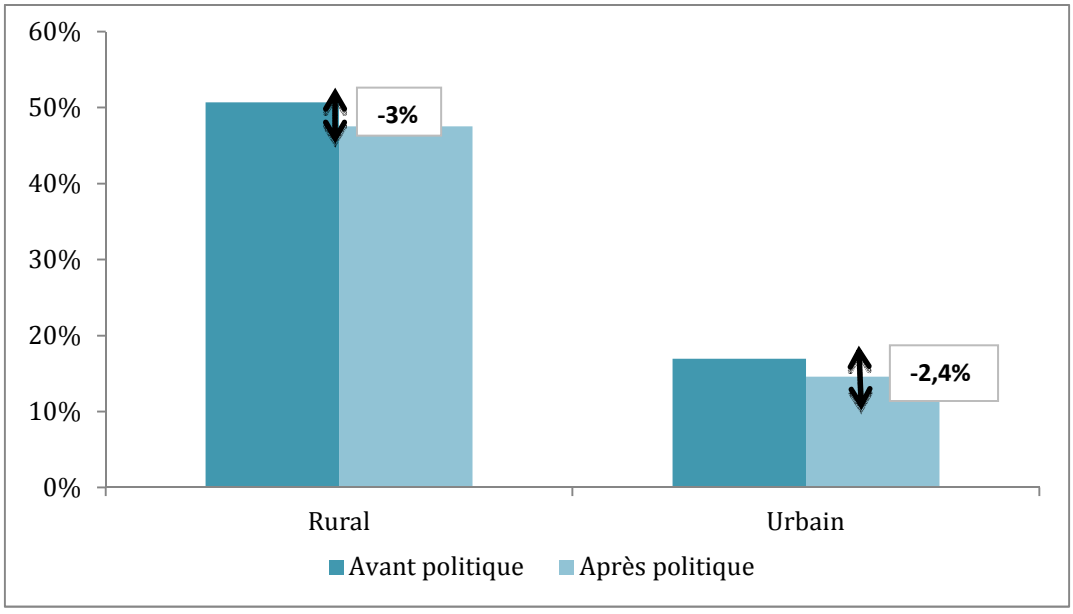
Le niveau de pauvreté connaîtrait une réduction suite à la hausse de la production agricole de la campagne 2013/2014. En effet, le niveau atteint de la production agricole entrainerait une baisse du nombre de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté, de 5,9% au niveau national. Sur le plan régional, le Sud-Ouest et le Plateau Central connaîtraient les plus importantes baisses de la pauvreté respectivement de 9% et 8,4%.



Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 4: Impact de la hausse de la production céréalière et cotonnière sur la pauvreté

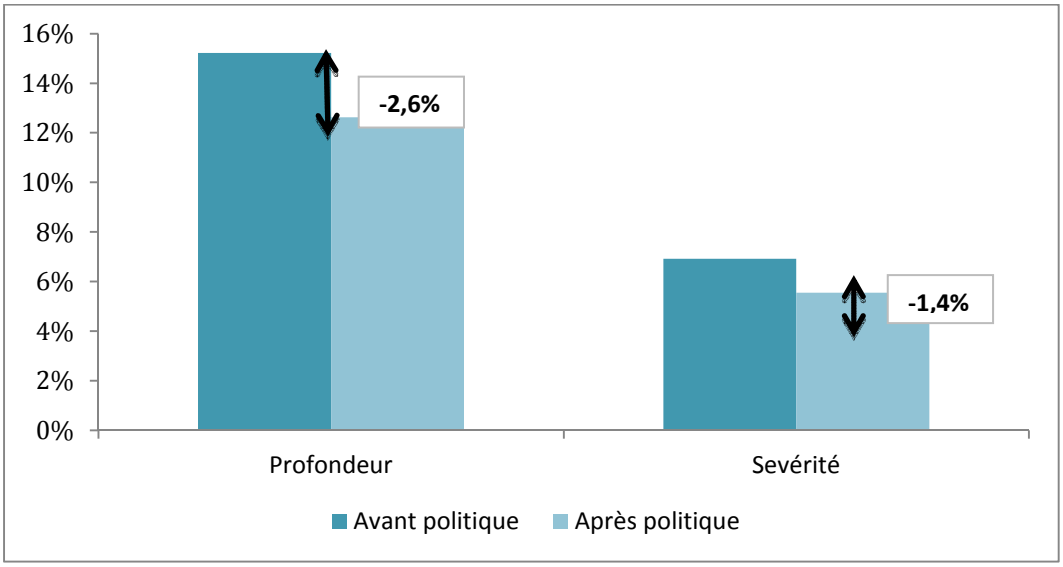
La baisse attendue de la pauvreté serait beaucoup plus importante en milieu rural de 3% contre 2, 4% en milieu urbain. Le niveau de pauvreté s'établirait à 48% en milieu rural alors que le PNSR prévoie une baisse de 11% du niveau de la pauvreté en milieu rural (de 50,7% en 2009 à moins de 40% en 2015).



Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 5 : Impact sur la pauvreté selon le type de localité

Pour ce qui est de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté, elles connaîtront des baisses respectivement de 2,6 points et de 1,4 point de pourcentage.



Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 6: Impact sur la profondeur et la sévérité de la pauvreté

4. SITUATION ALIMENTAIRE

4.1. Les disponibilités

4.1.1. Bilans céréaliers

Pour la période de consommation du 1er novembre 2013 au 31 octobre 2014, le bilan céréalier définitif fait ressortir un excédent brut de 679 120 tonnes, résultant d'un excédent brut des céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) de 1 223 253 tonnes et de déficits bruts respectifs de 443 438 tonnes et 100 695 tonnes pour le riz et le blé. L'excédent céréalier brut dégagé cette campagne équivaut à environ 18,7% des besoins de consommation nationale.
En prenant en compte le solde import/export, le bilan céréalier définitif présente un excédent net de 1 094 517 tonnes, résultant d'un excédent brut des céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs, fonio) de 1 287 327 tonnes et de déficits bruts respectifs de 163 176 tonnes et 29 634 tonnes pour le riz et le blé.
Le disponible apparent par habitant, obtenu en rapportant la somme des disponibilités céréalières nationales et celle du solde import/export à la population totale, est estimé à 265 Kg.

4.1.2. Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces

Le taux de couverture des besoins céréaliers est la comparaison entre la production disponible d'une part, et les besoins de consommation des populations des provinces d'autre part. Le taux de couverture des besoins céréaliers provinciaux établit la balance entre le disponible de production de chaque province, à savoir sa production brute déduite des semences et des pertes, et les besoins de consommation des populations de la province. La production définitive de la campagne agricole 2013/2014 fait ressortir (tableau 5) :

- 10 provinces déficitaires : Kadiogo, Seno, Boulkièmdé, Sanmatenga, Bam, Noumbiel, Kourwéogo, Passoré, Poni, Boulgou ;

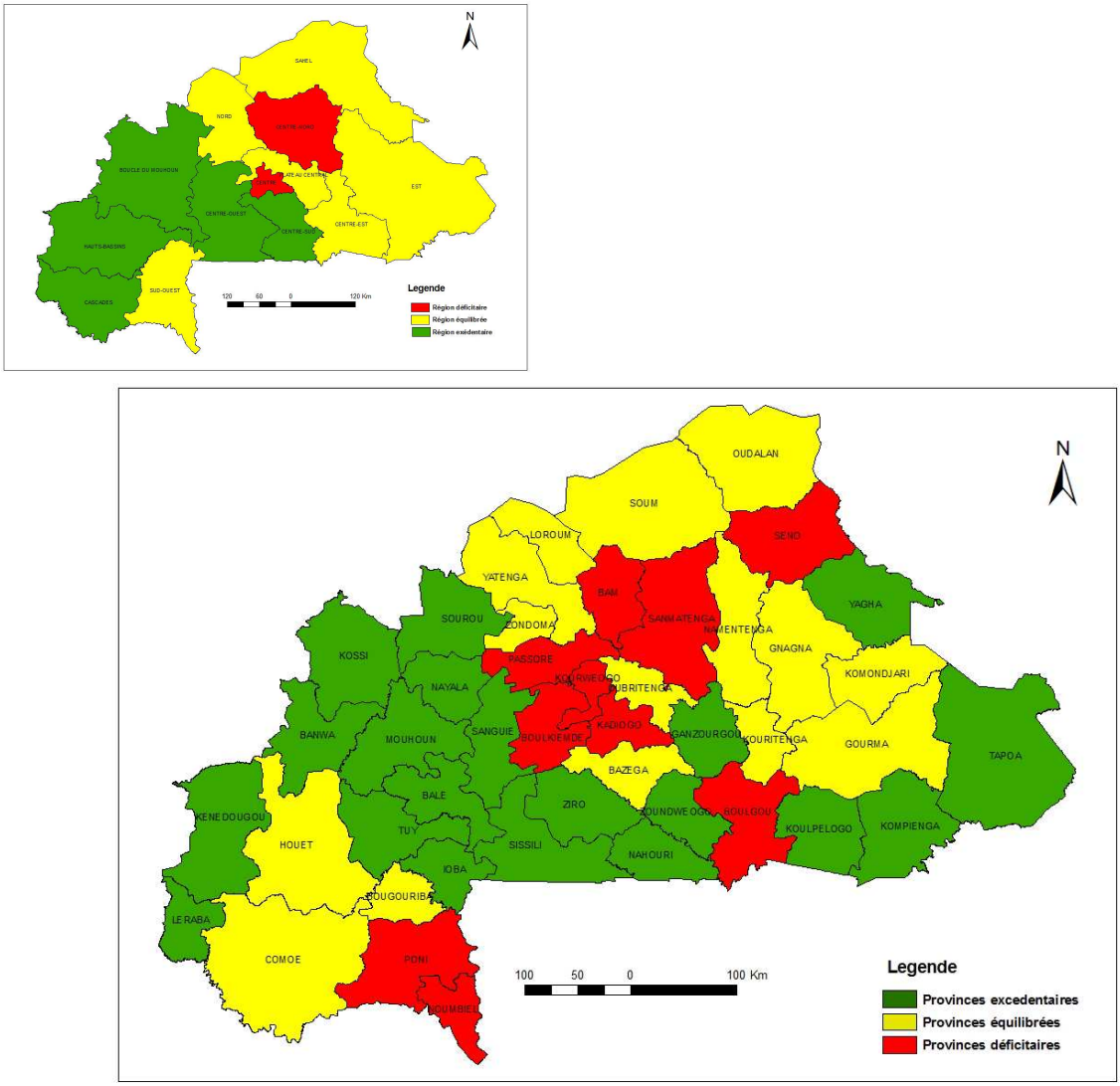
- 15 provinces en situation d'équilibre : Gnagna, Namentenga, Zondoma, Bazèga, Gourma, Soum, Bougouriba, Oudalan, Loroum, Komandjoari, Oubritenga, Kouritenga, Houet, Yatenga, Comoé ;
- 20 provinces excédentaires : Ziro, Ganzourgou, Yagha, Tapoa, Koulpelgo, Nahouri, Zounwéogo, Sanguié, Ioba, Nayala, Kompienga, Mouhoun, Léraba, Sourou, Banwa, Sissili, Kossi, Balé, Kénédougou, Tuy.

Tableau 5: Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces (en %)

DEFICITAIRE TCBC < 90%			EQUILIBRE 90 > TCBC <120%			EXCEDENTAIRE TCBC >120%		
N°	Provinces	TCBC1314	N°	Provinces	TCBC1314	N°	Provinces	TCBC1314
1	KADIOGO	13%	1	GNAGNA	91%	1	ZIRO	124%
2	SENO	49%	2	NAMENTENGA	92%	2	GANZOURGOU	126%
3	BOULKIEMDE	64%	3	ZONDOMA	94%	3	YAGHA	129%
4	SANMATENGA	66%	4	BAZEGA	98%	4	TAPOA	130%
5	BAM	72%	5	GOURMA	99%	5	KOULPELGO	138%
6	NOUMBIEL	77%	6	SOUM	101%	6	NAHOURI	143%
7	KOURWEOGO	80%	7	BOUGOURIBA	102%	7	ZOUNDWEOGO	156%
8	PASSORE	85%	8	OUDALAN	103%	8	SANGUIE	167%
9	PONI	85%	9	LOROUM	104%	9	IOBA	180%
10	BOULGOU	90%	10	KOMANDJOARI	105%	10	NAYALA	217%
			11	OUBRITENGA	108%	11	KOMPIENGA	220%
			12	KOURITENGA	108%	12	MOUHOUN	220%
			13	HOUET	110%	13	LERABA	238%
			14	YATENGA	113%	14	SOUROU	239%
			15	COMOE	114%	15	BANWA	263%
						16	SISSILI	267%
						17	KOSSI	286%
						18	BALE	317%
						19	KENEDOUGOU	322%
						20	TUY	364%

Source : MASA, DGESS mars 2014

La carte ci-dessous (figure 7) présente le taux de couverture des besoins céréaliers au niveau des provinces du Burkina.



Source : MASA, DGESS mars 2014

Figure 7: Taux de couverture des besoins céréaliers des provinces et des régions

4.1.3. Autonomie de couverture des besoins céréaliers des ménages

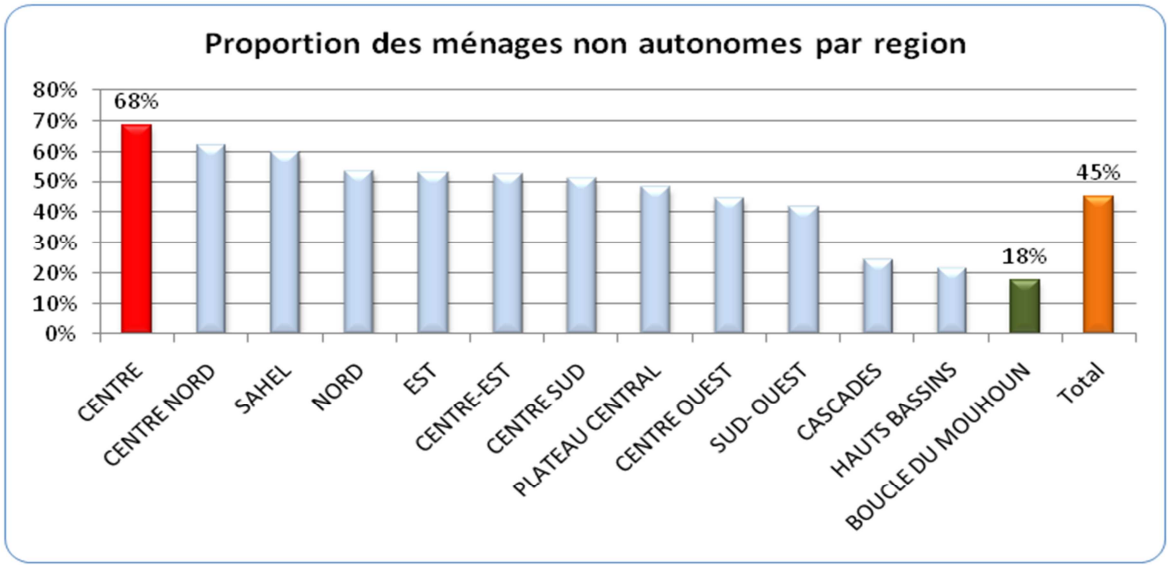
Les récentes crises alimentaires de 2008 et de 2011 ont mis en évidence la nécessité d'appuyer la résilience des ménages en vue d'une résolution durable des situations d'insécurité alimentaire. Pour atteindre ce but, les acteurs doivent s'appuyer sur une évaluation de la situation alimentaire au niveau ménage car les excédents (ou déficits) évalués aux niveaux national, régional ou provincial cachent très souvent des disparités. Elles ne permettent pas de bien apprécier la situation des populations vulnérables. Un effort visant à nuancer la portée des excédents et des déficits céréaliers s'impose, dans l'optique d'évaluer la proportion des ménages dont les productions demeurent insuffisantes au regard de leurs besoins céréaliers évalués à partir de la norme de consommation céréalière.

Les leçons apprises des différentes interventions publiques pendant les crises ont révélé l'importance de la localisation géographique des offres de céréales commercialisables. Les opérations de collecte des céréales durant la crise de 2011 ont été une réussite grâce à cet exercice d'identification de l'offre potentielle commercialisable et des demandes de consommation des ménages.

4.1.3.1. Autonomie de couverture des besoins céréaliers

L'élaboration de la pauvreté céréalière, la détermination de la demande totale de céréales et de l'offre céréalière commercialisable vise à combler ces deux insuffisances.

Plus de 45 % des ménages agricoles burkinabè n'arriveraient pas à couvrir leurs besoins céréaliers avec leur production de la campagne présente. Cependant une grande variabilité existe entre les régions. En effet, la proportion de ménages non autonomes varie de 68 % au Centre, 62 % au Centre Nord et 60 % au Sahel. Dans les régions du Centre, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Centre-Sud, de l'Est, du Nord, du Plateau Central, du Sahel, la proportion de ménages non autonomes est au dessus de la moyenne nationale. On constatera que l'autonomie de couverture nationale sera largement en deçà de la moyenne. Ce qui se traduira par un défi de la production et du rendement en ensemble.

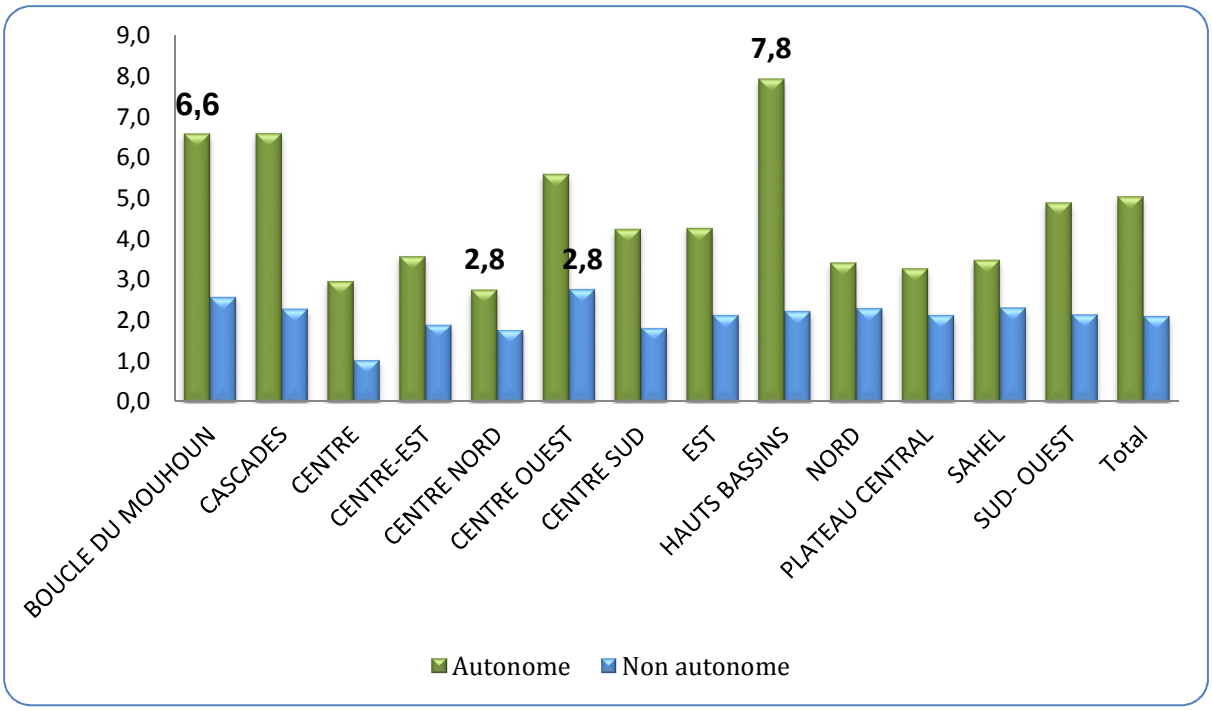


Source : MASA/ DGESS, mars 2014

Figure 8: Ménages non autonomes

❖ **Comparaison des superficies des ménages autonomes et non autonomes**

La comparaison des superficies des ménages autonomes et non autonomes montre que les ménages autonomes dans toutes les régions ont des superficies emblavées plus grandes que les ménages non autonomes. Les ménages autonomes exploitent en moyenne 2.8 ha au minimum (région du Centre Nord) pendant que les ménages non autonomes exploitent en moyenne 2.8 ha au plus (région du Centre Ouest). Les différences sont plus prononcées dans les régions des zones agro climatiques les plus favorables. En effet le différentiel de superficies emblavées atteint 5.7 ha dans les Hauts –Bassins et 4 ha dans la Boucle du Mouhoun. Globalement, les ménages autonomes ont des superficies par tête plus élevées que ceux non autonomes. Une régression Logit montre que l'augmentation de la superficie du ménage d'un ha augmente la probabilité d'être autonome de 0.15%. Cela traduit certainement que les ménages autonomes ont un nombre d'actif et un niveau de mécanisation beaucoup plus élevé pour exploiter une superficie.

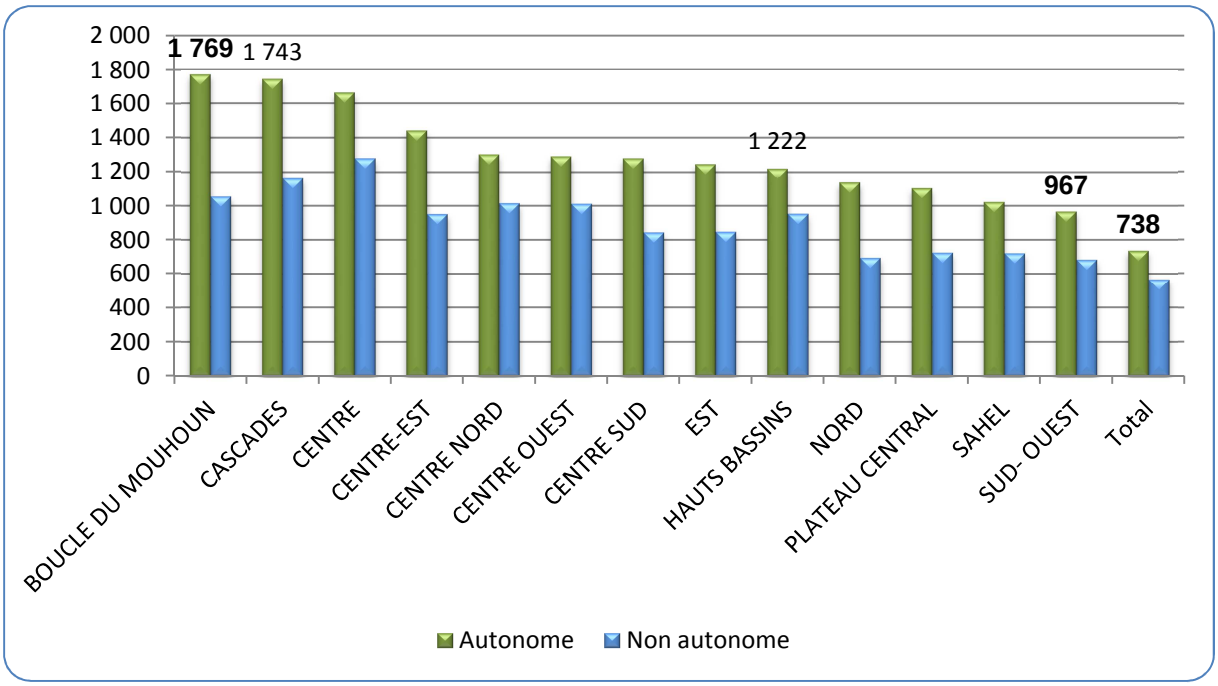


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 9: Comparaison des superficies des ménages autonomes et non autonomes

❖ **Comparaison des rendements des ménages autonomes et non autonomes**

La comparaison de rendement entre les ménages autonomes et non autonomes présente la même structure que celle des superficies. En effet, les ménages autonomes ont des rendements moyens plus élevés que ceux des ménages non autonomes dans l'ensemble des régions. Les rendements moyens les plus élevés des ménages autonomes s'observent dans les régions à fortes potentialités agricoles comme la Boucle du Mouhoun, les Cascades et les hauts-Bassins où elles atteignent respectivement 1,769 ; 1,743 et 1,222 tonnes à l'hectare. Le rendement le plus élevé au niveau des ménages non autonomes s'observe dans la région du Centre et se situe à 1,283 tonnes à l'hectare.



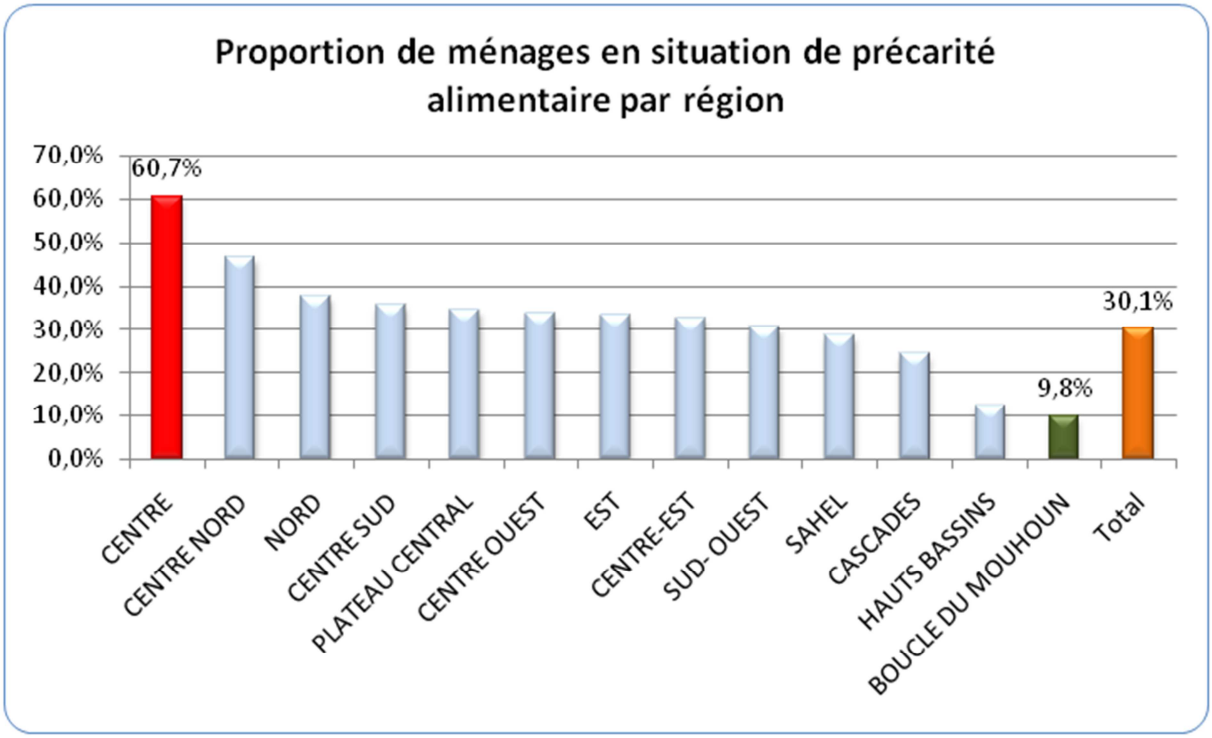
Source : MASA/DGESS mars 2014

Figure 10: Comparaison de rendement entre les ménages autonomes et non autonomes

4.1.3.2. Précarité céréalière des ménages agricoles

Le terme de précarité céréalière est un terme utilisé pour désigner la situation des ménages dont la production par tête reste inférieure à celle d'un ménage non autonome à la fin d'une campagne agricole que nous aurons choisie comme référence (la campagne agricole 2006-2007 est prise pour référence). La campagne 2006-2007 étant une bonne campagne du point de vue de la production, un ménage autonome ayant produit moins qu'un ménage non autonome à la fin de la campagne 2006-2007 se trouve dans une situation très préoccupante, d'où le terme « précarité céréalière».

Plus de 30 % des ménages risqueraient de tomber dans la précarité céréalière. Le niveau de précarité reste cependant très variable d'une région à l'autre. Ainsi, dans les régions, la plus forte proportion de ménages en situation de précarité céréalière est enregistrée au Centre (60,7 %) et les plus faibles proportions se rencontrent dans les régions de la Boucle du Mouhoun (9,8 % des populations des ménages) et des Hauts Bassins (12,2 %). Dans les régions du Sud-Ouest, du Centre-Est, de l'Est, du Centre-Ouest, du Plateau central, du Centre-Sud, du Centre-Nord et du Centre, la proportion de ménages en situation de précarité céréalière est au dessus de la moyenne nationale. Comparant la précarité céréalière de l'année précédente (23%) à la proportion des personnes en situation de précarité augmentera de 7,1%.



Source: MASA/DGESS mars, 2014

Figure 11 : Proportion de ménages en situation de précarité alimentaire par région

La faible autonomie de ménages de même que le taux de précarité constaté sont essentiellement liés à la forte dépendance de l'agriculture burkinabè à la pluviométrie ainsi qu'à la faible capacité de diversification des sources de revenus des ménages ruraux. Par conséquent, un meilleur accès aux facteurs de production, aux techniques améliorées, aux services d'appuis, et aux marchés environnants est nécessaire.

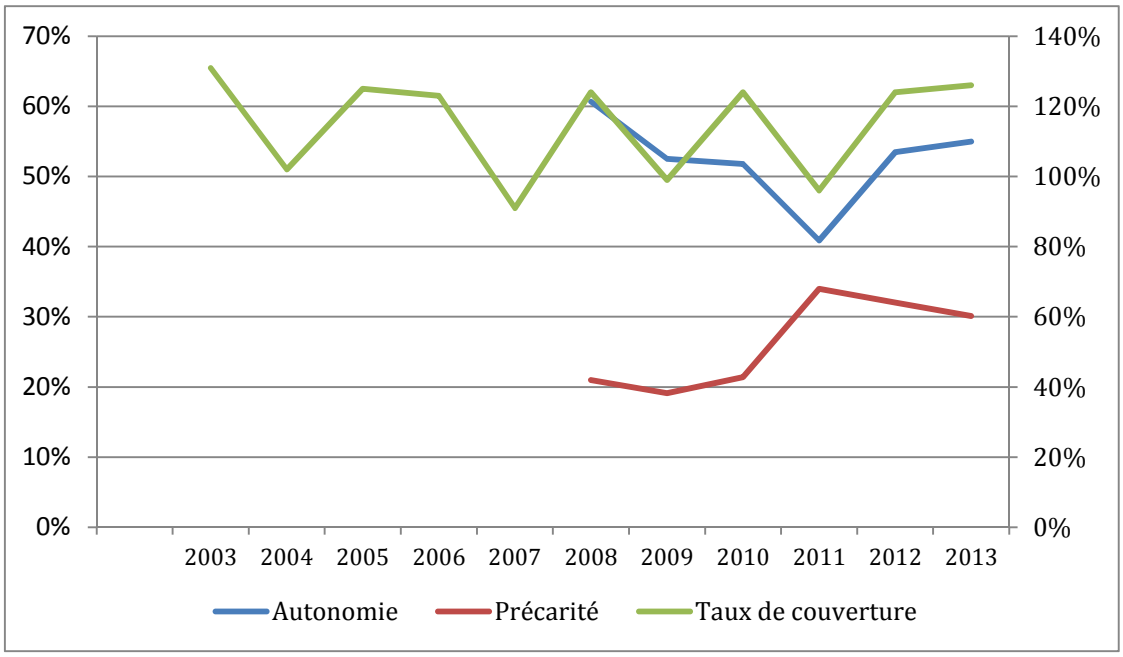
La persistance de l'insécurité alimentaire, malgré une production suffisante, est à rechercher également dans les facteurs déterminants l'accessibilité physique et financière des ménages aux denrées disponibles, qu'elles soient importées ou nationales. Dans cette optique, les politiques de stockage et de régulation des marchés agricoles pourraient être des leviers importants pour amoindrir les effets de cette insécurité alimentaire persistante.

4.1.3.3. Analyse de l'évolution du taux de couverture, de l'autonomie et de la précarité

L'analyse de la structure du taux de couverture montre que celui-ci est en moyenne supérieur à 100% sur les dix dernières années (2003-2013) sauf pour les années 2007, 2009 et 2011. Ces faibles taux de couverture sont la plupart imputables à de mauvaises campagnes suite à de mauvaises répartitions des pluies.

Quant à l'analyse de l'autonomie des ménages il ressort que le niveau de l'autonomie céréalière a connue une baisse les cinq dernières années passant ainsi de 61% en 2008 à 55% en 2013 avec un niveau très faible en 2011 (41%) imputable à la mauvaise campagne agricole connue la dite année.

En ce qui concerne la précarité céréalière, la courbe ci-dessous montre que son niveau est faible lorsque l'autonomie céréalière est élevée et inversement. En effet, ces deux courbes évoluent en sens inverse comme l'indique le graphique ci-dessous. Ainsi la précarité céréalière a atteint 34%, son niveau le plus élevé lorsque l'autonomie était à son faible niveau 41%.



Source : MASA/DGESS mars 2014

Figure 12: Evolution de l'autonomie, précarité et taux de couverture

4.1.4. Bilan alimentaire national

L'analyse du bilan alimentaire définitif 2014 montre que les besoins en produits végétaux sont couverts à 210,9% et ceux en produits animaux à 178,7%. L'analyse révèle par ailleurs qu'au cours de cette même période, les besoins en fruits, en légumineuses et en sucre, en céréales, en tubercules et oléagineux sont couverts. Par ailleurs, le burkinabé a consommé annuellement en moins 0.2 kg d'œuf.

Les disponibilités (disponibilité potentielle) en calories par personne et par jour sont estimées à 5 179,8 kilocalories. Les disponibilités par personne et par jour en protéines, en lipides et en glucides représentent respectivement 215,2 g, 121 g et 724 g. Ainsi la teneur respective en protéines, lipides et glucides de l'alimentation burkinabè serait respectivement de 20%, 11% et 68%.

Les céréales traditionnelles et les boissons contribuent beaucoup plus à l'apport calorique avec respectivement 50% et 29%. Les fruits contribuent très faiblement, avec 1%, à la formation des apports caloriques.

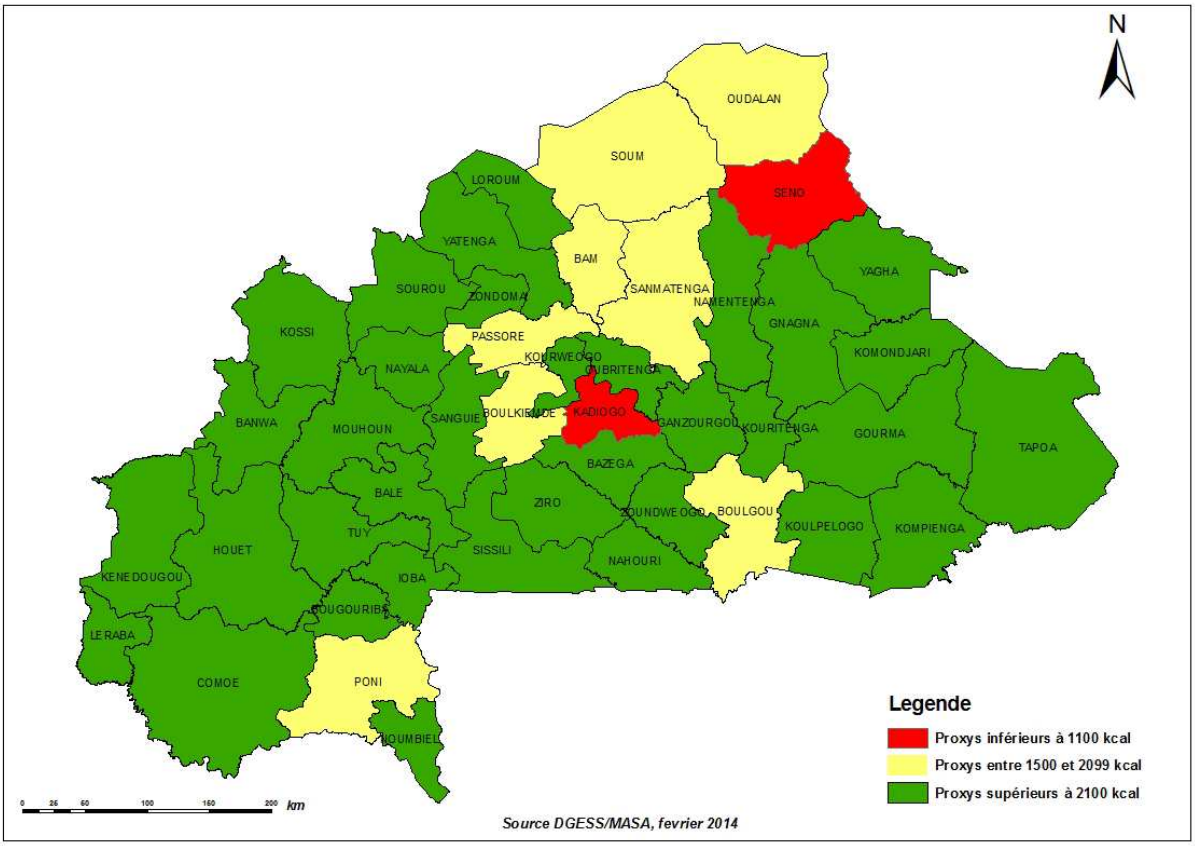
La moitié des apports en protides est constituée principalement des céréales traditionnelles 57%. La part des légumineuses représente 17%. Les autres produits tels que les poissons les légumes etc, contribuent très peu, moins de 5%.

4.1.5. Proxys caloriques disponibles

En prenant en compte les céréales, les tubercules, les légumineuses etc., les proxys caloriques disponibles par province selon les différentes classes se présentent comme suit:

- Inférieurs à 1000 kcal : 2 provinces
- Pas de province entre 1000 et 1500 kcal
- Entre 1500 - 2100 kcal : 8 provinces
- Supérieurs à 2100 kcal : 35 provinces

Le disponible calorique apparent est représenté par la figure 13 suivante :



Source : MASA/DGESS, mars 2014

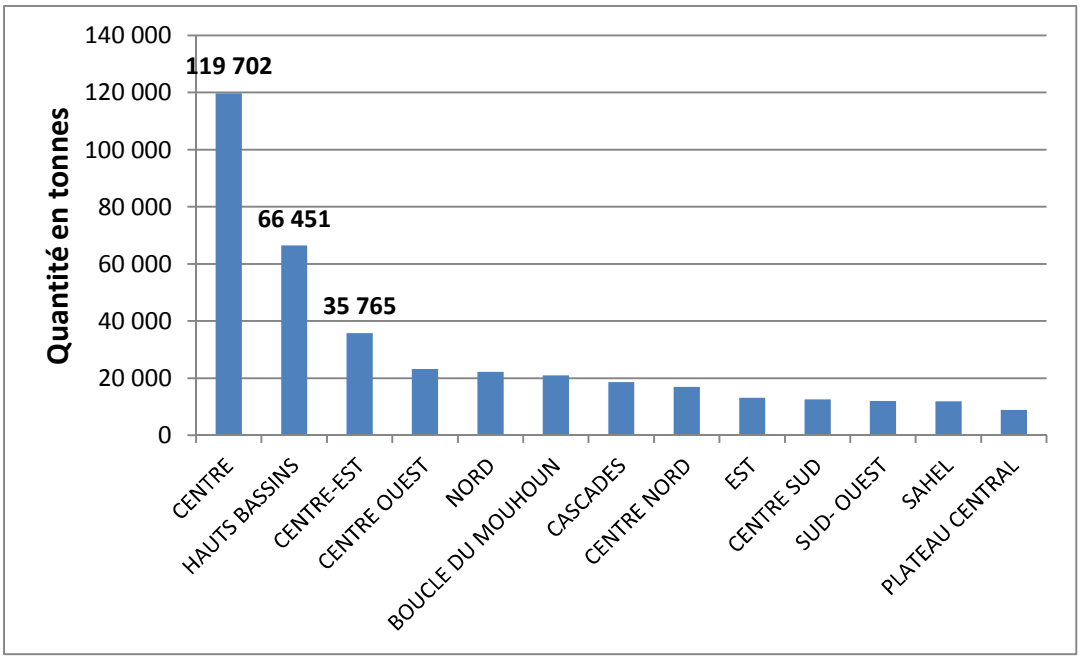
Figure 13: Disponibilités caloriques par province

4.2. Accès à l'alimentation

4.2.1. Demandes potentielles

4.2.1.1. Demande des ménages ruraux

La demande des ménages ruraux est constituée de celle des ménages agricoles non autonomes et de celle des ménages ruraux non agricoles qui doivent s'approvisionner sur le marché. Cette demande est estimée à 700 555 tonnes de céréales contre 879 795 tonnes en 2013. Cette demande rurale renferme des disparités au niveau régional. Les demandes les plus importantes se concentrent dans les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel avec respectivement 14%, 13%, 12%, 11% de la demande rurale nationale. Les régions à plus faibles demandes sont les Cascades et le Sud-Ouest avec respectivement 2% et 4% de la demande rurale nationale.



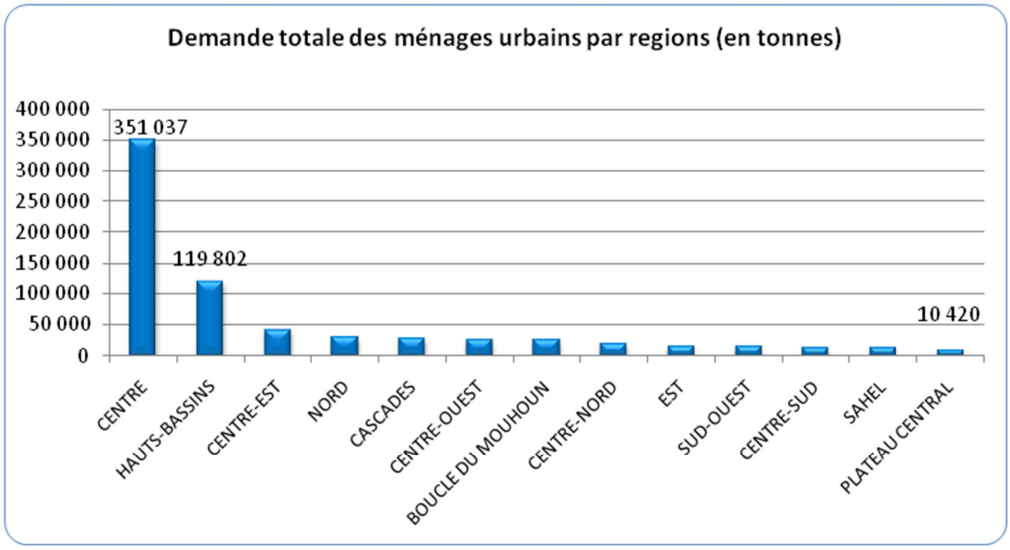
Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 14: La demande des ménages ruraux en milliers de tonnes

4.2.1.2. Demande des ménages urbains

Avec l'urbanisation extensive de nos villes, plusieurs ménages aux périphéries restent principalement agricoles. La demande des ménages urbains est donc la somme de la demande des ménages urbains agricoles et non agricoles. Les villes ayant de fortes croissances démographiques constituent des pôles de forte demande pour les produits agricoles qui bénéficient ainsi d'un important marché potentiel.

Le volume de la demande urbaine potentielle de céréales est de 720 415 tonnes de céréales. Cette demande urbaine se concentre essentiellement dans les grands centres urbains que sont le Centre avec une demande de céréales de plus de 351 000 tonnes (49% de la demande urbaine nationale) et les Hauts Bassins avec une demande de l'ordre de 119 000 tonnes (16% de la demande urbaine nationale).



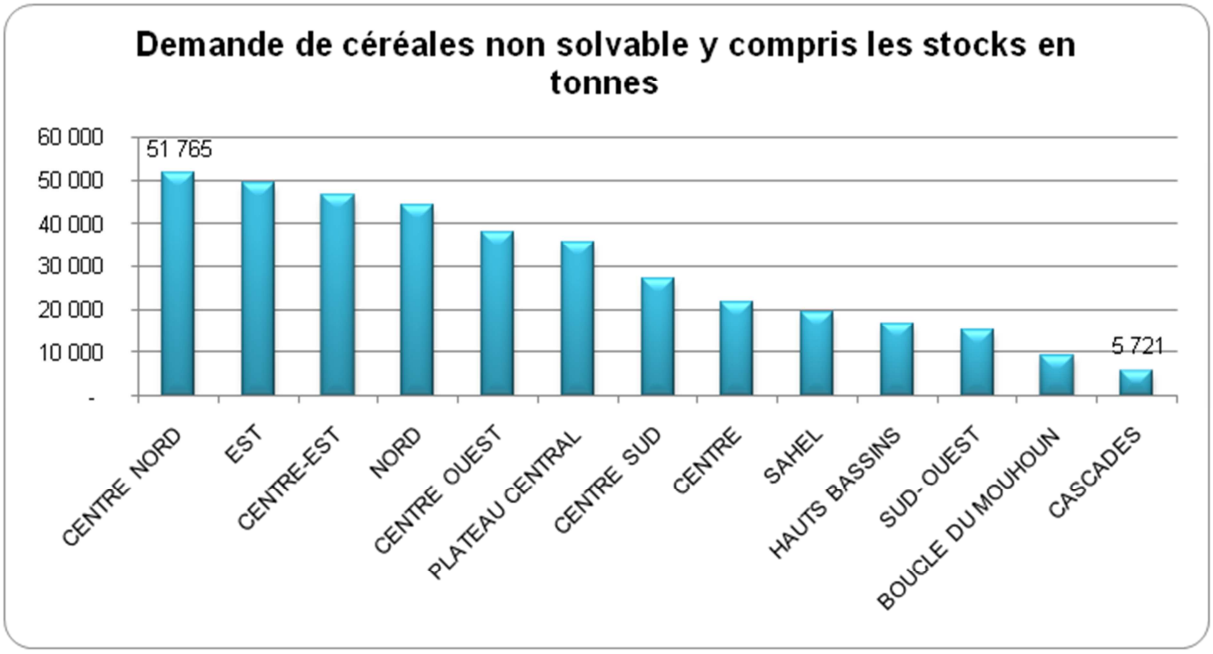
Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 15: La demande des ménages urbains en milliers de tonnes

La combinaison de la demande de céréales des populations urbaines et celle des populations rurales donne la demande de céréale nationale. Pour cette année de consommation, la demande nationale de céréales est de 1 420 970 tonnes. Les demandes urbaines correspondent à 51% de la demande totale nationale contre 49% pour la demande rurale.
Cette demande nationale totale de céréales est concentrée dans les régions du Centre, du Centre Nord, du Nord et des Hauts-bassins. La demande la plus élevée s'observe dans la région du Centre avec 396 520 tonnes soit 28% de la demande céréalière nationale. Les régions des Cascades et du Sud-ouest présentent les plus faibles volumes de céréales demandées (moins de 42 602 tonnes).

4.2.1.3. Demande non solvable des ménages agricoles

La demande non solvable des ménages agricoles non autonomes représente la quantité de céréales nécessaires permettant à ces ménages d'atteindre le seuil de consommation de 190 Kg / personne / an. Elle est estimée à 379 611 tonnes avec des disparités inter régionales. Les plus fortes demandes non solvables sont enregistrées dans les régions du Centre Nord, de l'Est et du Centre-Est avec respectivement 14%, 13% et 12% de la demande nationale non solvable. Ces trois régions totalisent à elles seules 40% de la demande nationale non solvable de céréales. Cela traduit l'importance du marché dans l'approvisionnement des ménages de ces régions en céréales.



Source : MASA/DGESS, mars 2014

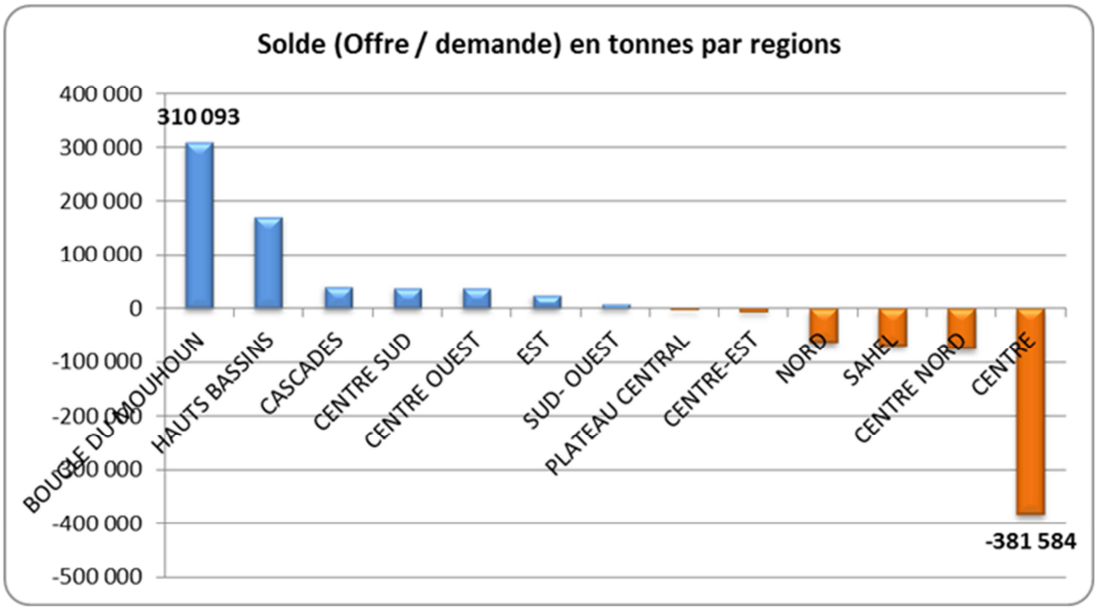
Figure 16 : Demande de céréales non solvable y compris les stocks en tonnes

Au niveau national, plus de 35% des ménages ruraux agricoles ont des demandes de consommation céréalière non solvables. En termes de populations, il s'agit d'un effectif de plus de 6,6 millions d'individus qui se retrouvent dans une situation de demande non solvable. Avec une importation moyenne de 288 869 tonnes de céréales par an, la demande non solvable serait couverte à 68%. Si les mesures à gain rapide pour la campagne sèche 2014-2015 étaient réalisées pour la campagne sèche 2013-2014, la demande non solvable des ménages seraient totalement couverte**.**

4.2.2. Offre potentielle de céréales commercialisables

Au niveau national, la quantité de céréales potentiellement commercialisable est de 1 458 911 tonnes contre une demande potentielle totale de 1 358 406 tonnes. Ce qui fait ressortir un taux

de couverture de 107,4 % de la demande potentielle. Néanmoins, la situation varie d'une région à l'autre. Ainsi les régions où l'offre potentielle de céréales excède la demande sont la Boucle du Mouhoun (615,55%), les Cascades (201,49%), le Sud Ouest (120,73%), le Centre-Ouest (145,59%), Centre-sud (179,31), les Hauts Bassins (213,45%) et l'Est (124%).



Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 17: Solde offre/demande en tonnes par région (tonnes)

Les régions excédentaires dégagent un solde d'offre potentiellement commercialisable et la demande potentielle à hauteur de 635 277 tonnes dont près de 49% sont localisés dans la région de la Boucle du Mouhoun et 27% dans les Hauts Bassins.

Tableau 6: Solde entre l'offre et la demande

Régions	**Solde (offre / demande)**	**Pourcentage**
Boucle du Mouhoun	310 093	49%
Hauts Bassins	171 659	27%
Cascades	41 443	7%
Centre Sud	38 938	6%
Centre Ouest	38 389	6%
Est	25 924	4%
Sud- Ouest	8 832	1%
TOTAL	***635 277***	***100%***

Source : MASA/DGESS, mars 2014

La reconstitution des stocks paysans et institutionnels (publics et organismes internationaux), les exportations, l'approvisionnement de l'industrie, l'alimentation des animaux sont des données à prendre en considération dans l'analyse de l'évolution du marché.
Les agrégats céréaliers sont à un niveau macro et pourraient cacher la vulnérabilité quotidienne de nombreux ménages. La localisation, même grossière de l'offre commercialisable est également importante pour une meilleure planification des différentes

reconstitutions des stocks. La présente analyse a l'avantage de combler ces insuffisances en renseignant mieux sur le niveau de vulnérabilité des ménages. Pour un meilleur ciblage des interventions visant le renforcement de la résilience des ménages et des ménages vulnérables, une analyse plus fine des moyens d'existence des ménages est nécessaire.

4.3. Situation alimentaire et nutritionnelle des ménages

4.3.1. Situation alimentaire des ménages

Au niveau des ménages la situation alimentaire est généralement satisfaisante dans l'ensemble avec une bonne production de la saison pluvieuse, une bonne disponibilité des produits sur les marchés et un niveau de prix stable pouvant favoriser l'accès aux ménages. Grâce aux revenus tirés des cultures de rentes (coton, arachide, niébé et sésame) qui ont connu également une bonne production cette campagne, les ménages ont peu ou pas recours aux marchés.

Toutefois dans la région du Sahel, il est noté une anticipation des ménages pour l'achat des céréales en prévision des difficultés alimentaires futures.

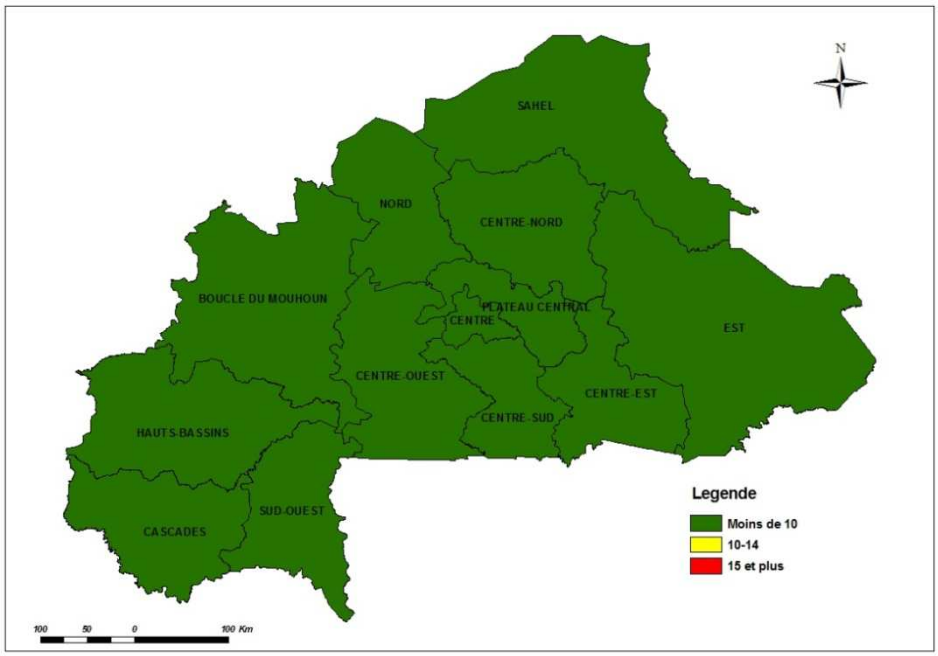
Dans les zones à risque, la situation est caractérisée par une baisse de revenus (Sahel, Centre Ouest, Nord, Centre Est…) du fait de la baisse du cour de l'or et de la baisse des prix des produits maraichers. On note une faible disponibilité des céréales sur les marchés, une stabilité ou une hausse des prix. De ce fait on relève déjà une dépendance des ménages aux marchés dans certaines communes et un fort engouement autour des boutiques témoins où les prix sont assez abordables.

La situation pourrait se dégrader en cas de forte demande étrangère qui réduirait la disponibilité au niveau des ménages et des marchés.

4.3.2. Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans

4.3.2.1. Prévalence de la malnutrition aiguë (Poids/Taille)

Sur le plan national la prévalence de la malnutrition aiguë est de 8,2 % dont 1,7% de forme sévère. Au regard des résultats, aucune région n'a enregistré de prévalence supérieure à 10% (seuil critique selon la classification de l'OMS). Elle varie de 5,5% dans la région du Centre Est à 9,7% dans la région du Sud Ouest. Cependant, il existe des disparités de prévalences parfois importantes à l'intérieur de la même région. L'écart de la prévalence de la malnutrition aiguë entre provinces varie de 1,4% (Sissili (8,8%) et Sanguié (10,2%) dans la région du Centre Ouest) à 9,2% (Poni (4,8) et Ioba (14,0) dans la région du Sud Ouest).

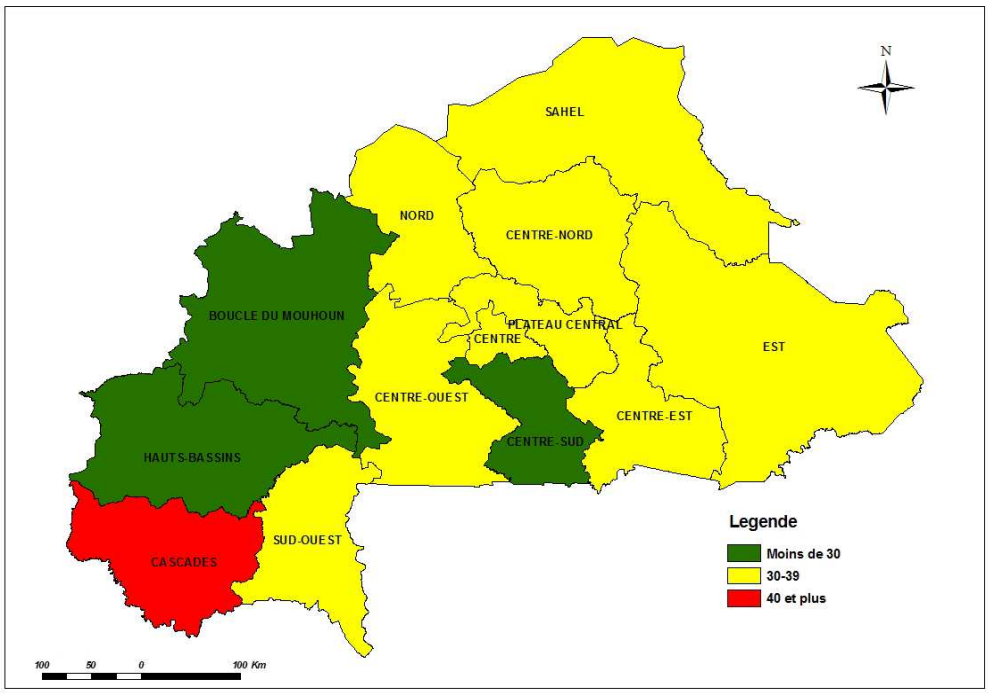


Source : MS/DN, octobre 2013

Figure 18: Prévalence de la malnutrition aigue

4.3.2.2. Prévalence de la malnutrition chronique

La prévalence nationale de la malnutrition chronique est de 31,5% dont 9,2% de forme sévère selon la référence OMS 2006. Elle varie selon les régions de 17,2% dans la région du Centre à 40,9% dans la région des Cascades. A l'exception des régions du Centre, du Centre Sud, des Hauts Bassins et de la Boucle du Mouhoun, toutes les autres régions présentent une prévalence dépassant le seuil de l'endémie sévère qui est de 30% selon l'OMS. La région des Cascades (40,9%) présente une prévalence dépassant 40% qui est le seuil d'urgence selon l'OMS.

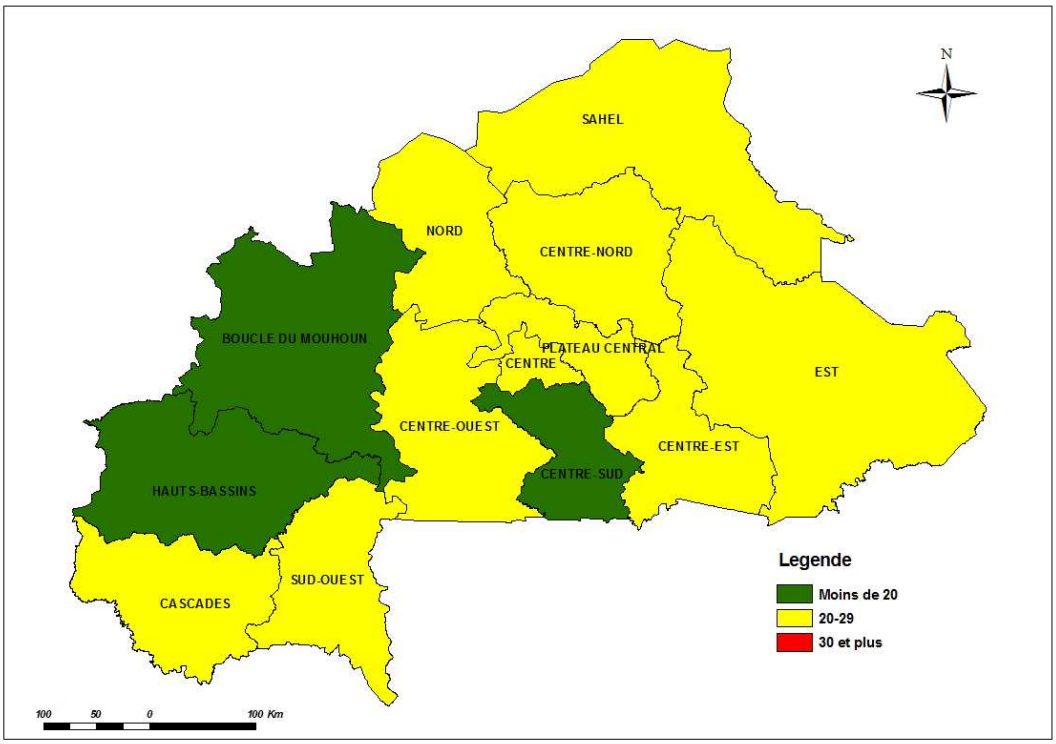


Source : MS/DN, octobre 2013

Figure 19: Prévalence de la malnutrition chronique

4.3.2.3. Prévalence de l'insuffisance pondérale

.En 2013, la prévalence nationale de l'insuffisance pondérale est de 21,0% dont 4,5% de forme sévère. Elle varie de 12,7% dans la région du Centre à 26,5% dans la région de l'Est. Toutes les régions présentent une prévalence dépassant le seuil d'endémie sévère défini par l'OMS (20%) hormis celles des Hauts bassins, du Centre Sud, du Centre et de la Boucle du Mouhoun. Aucune région ne présente une prévalence supérieure au seuil d'endémie très sévère qui est de 30% selon l'OMS. Cependant, on observe des disparités à l'intérieur des régions à signification provinciale. La plus remarquable est observée dans la région du Sud Ouest entre les provinces du Poni (16,3%) et du Ioba (36,4%), soit un écart de 20,1%.

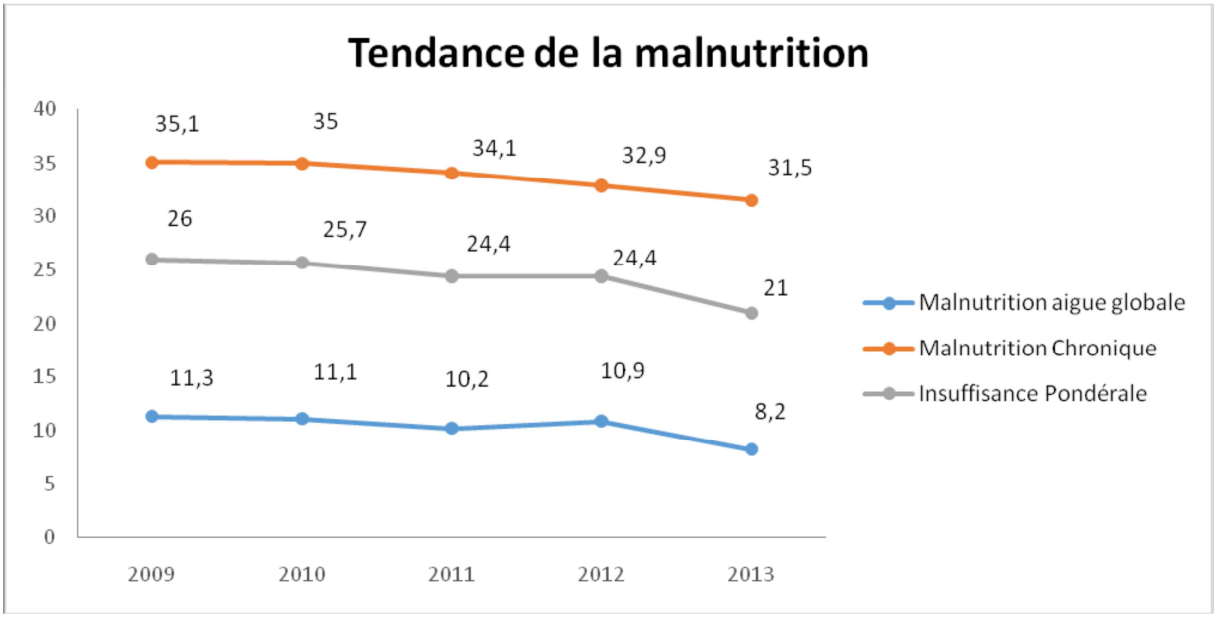


Source : MS/DN, octobre 2013

Figure 20: Prévalence de l'insuffisance pondérale

4.3.2.4. Tendances des prévalences de la malnutrition

Les prévalences de la malnutrition aigüe, de la malnutrition chronique et de l'insuffisance pondérale sont en baisse par rapport à celles de l'année précédente. En effet la malnutrition aigue est passée de à 10,9% en 2012 à 8, 2% en 2013. Celle de la malnutrition chronique est passée de 32,9% à 2012 à 31,5% en 2013. Quant à l'insuffisance pondérale, sa prévalence est passée de 24,4% en 2012 à 21% en 2013.



Source : MS/DN, octobre 2013

Figure 21: Tendance de la malnutrition au niveau national selon les références OMS 2006

5. Analyse des marchés

5.1. Niveau de l'offre

L'offre décrite est composée des produits agricoles (céréales et cultures de rente) et du bétail relevée au cours de la période de février 2014.

5.1.1. Offre en céréales et cultures de rente

En ce début de l'année 2014, l'offre céréalière est abondante sur l'ensemble des marchés surtout pour le sorgho et le maïs. Cette situation est liée au bon niveau de production des céréales et des produits de rente exception faite des communes à risque;

Le mil est particulièrement abondant à Djibasso (Kossi). D'autres produits tels que l'arachide, les amandes de karité, le voandzou, les grains d'hibiscus sont également présents sur le marché.

L'igname et la patate sont aussi disponibles sur tous les marchés et en plus grande quantité dans les zones de production (Sissili, Poni, Noumbiel, Comoé).

Par ailleurs les produits maraîchers sont importants dans les régions du Plateau Central, du Nord, du Centre- Nord des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre Ouest, du Centre et du Centre-Est. Par contre la disponibilité est faible à l'Est, au Centre-Sud, au Sud Ouest…Toutefois, on note un accroissement des superficies exploitées pour la tomate au détriment de l'oignon et de la pomme de terre (cas de Titao et de Kongoussi). En effet, les prix élevés de la campagne passée et les premières ventes de décembre 2013, ont motivé les producteurs à privilégier la tomate.

5.1.2. Etat et cartographie des stocks

5.1.2.1. Stocks commerçants

Les commerçants disposent en effet d'importants stocks de céréales qui varient de 1500 à 12 000 tonnes selon leurs capacités. La plupart des commerçants grossistes possèdent un dispositif de collecte sur les marchés de moindre envergure sur lesquels ils gardent une bonne partie de leurs stocks en attendant d'éventuelles commandes importantes. D'autres sont en

contact avec des semi-grossistes afin de pouvoir renouveler ou renforcer leurs stocks en cas de besoin.
Cette offre est globalement supérieure à celle de 2013 à la même période pour la plupart des céréales.
Au Sahel, on note un accroissement de l'offre (126 tonnes contre 40 tonnes en 2013) du fait de l'augmentation des infrastructures de stockage et du nombre d'acteurs (10 grossistes contre 7 l'an dernier, plus de 50 détaillants contre une vingtaine l'an dernier).
Dans la partie nord, les greniers de sécurité alimentaire (GSA) contribuent à renforcer l'offre dans les zones d'intervention du groupement NAAM, notamment dans les régions du Nord et et du Sahel (Soum).
Les commerçants et les organisations membres du CIC-B disposent actuellement d'importants stocks de produits qui attendent d'être écoulés.

Tableau 7: Disponibilité des produits alimentaires (tonnes)

	Mil	**Sorgho**	**Mais**	**Niébé**
FNZ/ Léo	-	-	1050	-
UPPA/HB	-	-	87,8	-
UGCPA/BM	8,4	348,6	137,3	200
Ets Velègda /Sankaryaré	1000	3000	5000	1000
Ets Téra /Bobo-Dioulasso	6000	7000	12000	3500
Ets Zoungrana /Gounghin	40	80	2000	500
Total	***7 048,4***	***10 428,6***	***21 275,1***	***5 200***

Source : MASA/DGESS, mars 2014

Les cultures de rente disponibles sur le marché sont surtout le sésame, le niébé, l'arachide et le soja. L'UGCPA dispose actuellement d'environ 500 tonnes de sésame.

5.1.2.2. Stocks intentionnels

Le stock national de sécurité alimentaire de 50 000 tonnes de céréales est en reconstitution. Il en est de même pour le stock d'intervention qui est reconstitué à 35 000 tonnes.
Par ailleurs, les stocks des autres organismes et institutions sont également en cours de reconstitution. La bonne disponibilité au niveau des marchés devrait favoriser cette reconstitution.

5.1.3. Offre en bétail

Sur l'ensemble des marchés, le niveau d'approvisionnement est jugé important exception faite des grands marchés d'exportations tels que Pouytenga, Fada N'Gourma et Guelwongo.
Sur les marchés sahéliens (Kaya, Dori, Gorom Gorom et Djibo) des hausses globales de 37% chez les bovins, de 58% chez les ovins sahéliens et de 86% chez les caprins sahéliens ont été enregistrées comparativement à l'année passée à la même période.
Par rapport à la moyenne quinquennale l'offre est en hausse sur l'ensemble des marchés avec une tendance prononcée chez les petits ruminants.
L'offre des bovins est dominée par des vieilles vaches et taurillons et d'animaux engraissés (Kaya, Pouytenga, Guelwongo) et celle des petits ruminants par des mâles.
Cette offre importante de bétail reflète le début des difficultés alimentaires et pastorales surtout dans les zones où le bétail constitue la principale source de revenus (Sahel, Est). Ainsi on constate que les éleveurs en plus de la transhumance ont adopté une stratégie de déstockage des animaux de mauvaise conformation pour prévenir la période de difficultés alimentaires et sécuriser leur cheptel en achetant des céréales et les SPAI. On note également

que les éleveurs moyens et aisés, mieux organisés et prévoyants préfèrent vendre leurs animaux avant que leur état d'embonpoint ne se dégrade davantage.

5.2. Niveau de la demande

5.2.1. Demande en produits végétaux

La demande céréalière reste faible à stable dans la plupart des marchés.

Cette baisse de la demande est particulièrement ressentie pour le maïs, dont les transactions sont assez rares selon les acteurs du marché. Cette situation résulte des bonnes productions enregistrées dans l'ensemble du bassin. Par conséquent, depuis les récoltes, les paysans disposent de leurs propres stocks et/ou des revenus issus des cultures de rente qui leur permettent de reconstituer leurs stocks céréaliers. Ils s'approvisionnent très peu sur les marchés en cette période pour leur alimentation (exception faite de Tangassogo dans la commune de Tiébélé au Centre Sud).

La demande étrangère en céréales est fortement en baisse, en raison également de la bonne production observée dans la sous-région. Toutefois, des échanges sont observés pour le mil, le niébé et le fonio en direction du Mali par Djibasso et en retour du sésame et des produits ligneux comme les noix d'acajou et les amendes de karité vers le Burkina Faso qui héberge des sites (marchés) de transit comme Bobo Dioulasso.

On note aussi des flux d'environ 300 tonnes de céréales par jour de marché en direction du Niger à travers le marché de Namounou (Tapoa). Les commerçants de Sankaryaré s'apprêtent à livrer environ 45.000 tonnes de céréales dans le cadre d'un appel d'offres de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN).

Quelques exceptions peuvent être mentionnées en l'occurrence dans les localités comme Dédougou où la demande en sorgho est en légère hausse compte tenu de son utilisation dans la préparation de la bière locale. La demande du sésame a été par contre exceptionnelle en raison d'une forte demande des firmes étrangères. Au Sahel la demande en céréales est surtout forte au niveau des boutiques témoins. Cette situation serait liée au faible pouvoir d'achat des ménages.

En effet, les ménages ont d'abord recours au marché pour les besoins en mil ou en sorgho, mais lorsque les prix y sont élevés, ils se retournent alors vers les boutiques témoins pour acheter le maïs qui pourtant n'est pas dans leur habitude alimentaire. A court et moyen termes, on pourrait assister à une modification des habitudes alimentaires notamment pour la population du Sahel.

La demande de niébé est restée constante tout comme les exportations vers le Mali malgré la baisse des flux externes des produits agricoles.

Cette réduction des volumes commercialisés a un impact également sur l'activité d'autres acteurs du marché notamment les collecteurs ou les détaillants.

5.2.2. Demande en bétail

De façon générale, la demande en bétail est stable sur l'ensemble des marchés visités avec des taux de vente supérieur à 75%. Elle varie toutefois en fonction des types d'animaux et des destinations des achats.

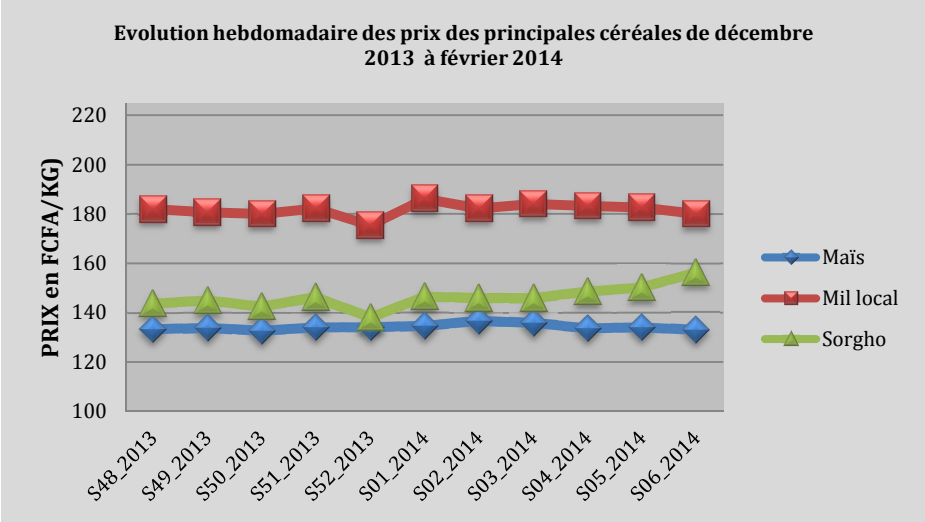
En ce qui concerne la demande intérieure, elle est faible et orientée surtout vers les taurillons pour le remplacement des bœufs de trait et les petits ruminants de boucherie pour la consommation locale en raison de la faiblesse des revenus de l'orpaillage, des produits maraichers et des cultures de rente.

Sur les marchés d'exportation la baisse pourrait s'expliquer par la faible demande due à la baisse du taux de change entre le franc CFA et le CEDI.

5.3. Tendances des prix des produits agricoles et du bétail

5.3.1.Tendance des prix des céréales

Les prix des principales céréales présentent une stabilité depuis le mois de décembre 2013 avec une légère baisse des prix du sorgho et du mil local observé dans la dernière semaine de l'année qui coïncide avec les fêtes de fin d'année. Cette baisse qui n'a duré qu'une semaine pourrait s'expliquer par la mise en marché de stocks paysans pour des besoins de fêtes.



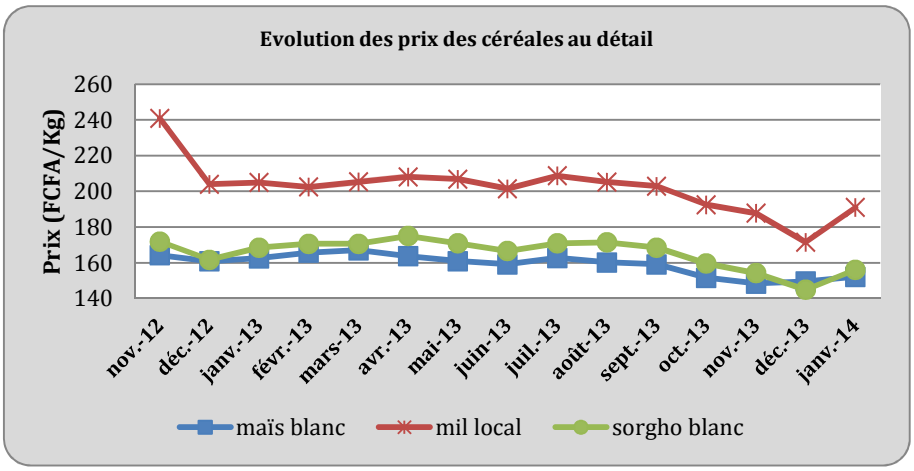
Source : SONAGESS, Février 2014

Figure 22: Evolution des prix hebdomadaires des principales céréales de décembre 2013 à février 2014

Dans les centres de consommation ainsi que dans les zones à risque, les prix présentent une légère hausse, notamment ceux du mil. La présence des boutiques témoins permet d'atténuer cette faible accessibilité des ménages au marché d'où un fort engouement autour de cette opération quand bien même elle ne prend pas en compte les habitudes alimentaires de ces régions. Par contre, l'on enregistre une mévente dans les boutiques témoins des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins et des Cascades, du fait que les prix du marché sont souvent inférieurs au prix social proposé.

L'analyse comparée des prix des céréales par rapport à la même période de 2013 fait ressortir une tendance à la baisse. Cette baisse est plus accentuée dans les zones de productions et concerne principalement le maïs qui a enregistré des baisses respectives de 14% et 6% respectivement sur les marchés de collecte et ceux de détail. Le mil et le sorgho quant à eux, ont enregistré des baisses respectives de 11% et 7%. Ces baisses se justifient par l'importance de l'offre face à la faiblesse de la demande enregistrée.

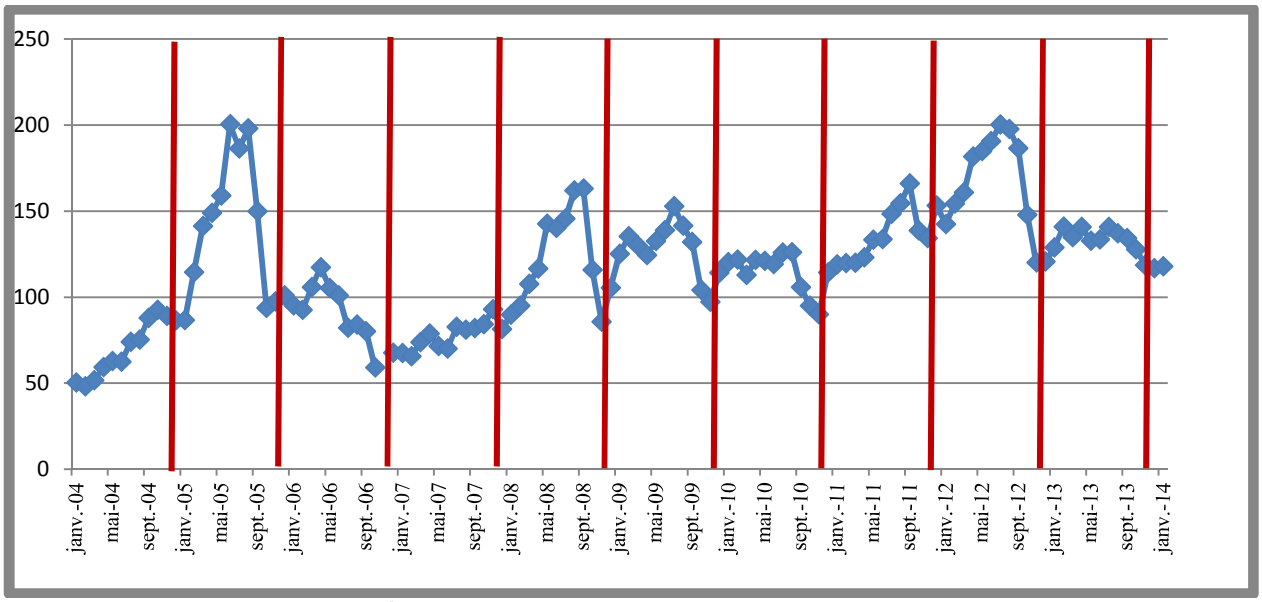
Par rapport à la moyenne quinquennale, les prix des céréales ont connu une hausse avec des taux atteignant 19% pour le mil local et 10% pour le sorgho sur les marchés de détail. Le maïs quant à lui a connu une baisse de l'ordre de 13% sur les marchés de collecte.



Source : SONAGESS, Février 2014

Figure 23: Evolution des prix aux détails des céréales

L'analyse du graphique ci-dessous montre une volatilité des prix du maïs depuis 2004 avec des pics en 2005, 2008, 2009, 2011 et 2012. Les prix les plus élevés ont été relevés en 2005 et en 2012 qui correspondent respectivement à des périodes d'achat institutionnel pour faire face aux crises alimentaires qu'a connu le pays. En effet en 2005, l'invasion acridienne au Sahel a amené l'Etat à constituer un stock d'intervention pour faire face à la crise. En 2012, l'opération CZE (collecte dans les zones excédentaires) a permis de faire face au déficit de certaines régions notamment celles du Sahel, du Centre-Nord... Il faut noter par ailleurs que bien qu'étant en baisse par rapport à l'année précédente, le prix actuel du maïs reste supérieur au double de son prix en janvier 2004 (avec une hausse de 134%). Plusieurs raisons pourraient expliquer cette hausse, les plus évidentes restent l'évolution du niveau de vie et la hausse du coût de production agricole.



Source : SONAGESS, Février 2014

Figure 24 : Evolution du prix du maïs de janvier 2004 à janvier 2014

5.3.2.Tendances des prix des produits de rente

Les prix des produits de rentes tels que le niébé, l'arachide et le sésame sont sujets à une forte volatilité. Le prix du sésame a connu une hausse sans précédent cette année, due à une forte

demande externe notamment les commandes chinoises et indiennes dont les points de collectes sont implantés dans les grands centres urbains. La variation annuelle du prix du sésame est de +45%. Le prix du niébé quant à lui est en baisse par rapport à janvier 2013. En effet, les taux enregistrés sont de l'ordre de -14% pour le prix à la collecte et de -12% pour le prix au détail. Cette baisse est une conséquence de la baisse de la demande (interne et externe).
La comparaison avec la moyenne quinquennale présente des hausses du prix du niébé de 3% et 6% respectivement sur les marchés de collecte et de détail.
La baisse de la demande externe de l'arachide a également influencé son prix qui a subi une baisse de 8% par rapport à l'année précédente.
Par ailleurs, il convient de souligner que les prix des produits maraichers subissent une forte variabilité. En effet, si le prix de l'oignon et du haricot vert n'ont pas connu de variation significative, le prix de la tomate a connu en revanche une baisse drastique (le prix est passé de 110 000 F CFA à 6 000 F CFA la caisse).

5.3.3.Tendance des prix du bétail

Sur l'ensemble des marchés domestiques visités les prix des animaux ont baissé pour toutes les espèces par rapport à l'année précédente. Ainsi il a été enregistré sur l'ensemble des marchés des baisses globales de 2% pour le taureau zébu, 15% pour le bélier mossi, 5% pour le bélier sahélien, 2% pour le bouc mossi et 7% pour le bouc sahélien. Cette baisse des prix est due à l'état d'embonpoint moyen consécutif au déficit fourrager enregistré cette année et la faiblesse des revenus des ménages.
Quant aux marchés d'exportation on note une baisse de 3 % pour les bovins, une hausse de 6% pour le bélier et une stabilité pour le bouc.
Sur les marchés d'exportation la baisse pourrait s'expliquer par la faible demande due à la baisse du taux de change entre le franc CFA et le CEDI.
Comparativement à la moyenne quinquennale, on note une légère hausse des prix du bétail sur tous les marchés.

5.4. Termes de l'échange bétail/céréales

Malgré la baisse du prix du bétail, les termes de l'échange calculés à partir des données collectées restent néanmoins à la faveur des éleveurs. Ils varient de 1,10 à Kaya à 2,94 à Pouytenga (tableau 8).

Tableau 8: Terme de l'échange bétail/céréales

Marchés	Espèces	Céréales	Termes de l'échange bétail/céréales
Djibo	Bouc sahélien	mil	1,72
Dori	Bouc sahélien	mil	1,76
Gorom	Bouc sahélien	mil	1,13
Kaya	Bouc mossi	sorgho	1,10
Youba	Bouc sahélien	mil	1,91
Pouytenga	Bouc sahélien	sorgho	2,94
Fada N'Gourma	Bouc mossi	sorgho	1,96
Guelwongo	Bouc mossi	sorgho	1,36

Source : MRAH/DGESS, février 2014

5.5. Evolution des flux transfrontaliers des produits agricoles

5.5.1. Produits agricoles

Les flux internes et externes des produits agricoles et du bétail ont baissé d'intensité comparativement à l'année passée du fait de la baisse de la demande des ménages sur les marchés ordinaires (avec la présence des boutiques témoins) d'une part et d'autre part à cause des taux de change qui ne sont pas à la faveur des principaux acheteurs que sont le Ghana (pour le niébé et le bétail) et le Nigeria (pour le bétail).

Les circuits internes de commercialisation n'ont pas changé par rapport à 2013. Les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins et des Cascades constituent des sources d'approvisionnement pour les grands centres de regroupement du pays, notamment les marchés de Pouytenga et de Ouagadougou et les zones structurellement déficitaires (régions du Nord, du Centre Nord et du Sahel). Les transactions entre les différents marchés se déroulent sans entraves majeures, exceptés les prélèvements opérés par les postes de contrôle (police, gendarmerie, douane).

Sur les flux transfrontaliers, on observe aussi une baisse des exportations vers les pays voisins par rapport à l'année passée. Néanmoins, les flux restent normaux pour les céréales:

- Avec le **Niger**, les exportations portent principalement sur les céréales (300 tonnes par jour de marchés à travers le marché de Namounou). Des quantités importantes de céréales (principalement du maïs) transitent par les postes de Niangoloko (frontière avec la Côte d'Ivoire), de Koloko (frontière avec le Mali) avec comme principale destination le Niger. En plus les commerçants de Sankaryaré s'apprêtent à livrer 45.000 tonnes de céréales dans le cadre d'un appel d'offres de l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN).
- Avec le **Ghana**, on observe des faibles flux sortant de niébé, de sorgho rouge et de tomate. Pour le niébé en particulier, le taux de change GHS/ F CFA (200 FCFA pour 1 CEDI), n'est pas favorable pour les acheteurs Ghanéens. En revanche, le maïs et l'igname du Ghana approvisionnent les marchés de Guelwongo (plus de 1000 tonnes d'igname en janvier) et de Léo (284 tonnes d'igname et 106 tonnes de maïs en janvier). Toutefois on note des difficultés majeures dans le suivi des flux transfrontaliers des céréales avec le Ghana à partir de Hamélé, liées surtout à la position géographique avancée du poste phytosanitaire.
- Avec le **Mali**, les niveaux de prix des céréales sont similaires de part et d'autre de la frontière. De ce fait, les échanges se limitent aux produits de rente: entrée du sésame, des noix de cajou des amandes de karité ainsi que du poisson à travers les marchés de Djibasso et Koloko, la baisse des flux au poste de Farama est liée aux tracasseries sur cet axe vers Bamako, où l'on signale de nombreux postes de contrôle. En retour, ces marchés approvisionnent le Mali en niébé dont la majeure partie transite par Djibasso. Les exportations de céréales à travers les axes Djibo-Ombori et Ouahigouya-Koro ne sont plus importantes comme l'année passée.
- Avec la **Côte d'Ivoire**, on enregistre des entrées de maïs (385 tonnes en janvier) sur le marché de Banfora, en provenance du marché de Kadarbougou. Les exportations de niébé dans ce pays se heurtent à la concurrence du niébé malien, jugé moins cher.
- Le sésame est principalement exporté vers la Chine, l'Inde et les Pays Bas. Les marchés du Burkina Faso constituent à cet effet, des marchés de transits pour certains produits provenant du Mali.

5.5.2. Bétail

Le flux externe et interne du bétail a également baissé au cours de cette campagne. En effet, les fonctionnements des marchés à bétail et ceux des céréales sont étroitement liés.

En général, les transporteurs de bétail qui se rendent sur les marchés, apportent des céréales et autres marchandises diverses. Les échanges commerciaux à l'intérieur du pays se font des marchés des zones d'élevage (zone de production) vers les marchés de Pouytenga, de Fada N'Gourma et de Ouagadougou à partir desquels se font les exportations vers le Togo, le Nigéria et le Benin. On note aussi une baisse du bétail malien sur les marchés de la région du Sahel, en raison du retour progressif des réfugiés qui étaient présents dans la zone avec leur bétail.

Les pays d'exportation du bétail demeurent le Nigeria, le Ghana, le Benin, le Niger et la Côte d'Ivoire. Le taux de change des monnaies (CEDI et NAIRA) influence négativement les transactions commerciales en direction du Ghana et du Nigeria. Il est aussi signalé une baisse des exportations de bétail vers la Côte d'Ivoire du fait de la concurrence avec les exportations du Mali.

La plupart des animaux achetés sont convoyés par des transporteurs burkinabé afin de réduire les frais de transport liés aux prélèvements illégaux effectués par les postes de contrôles. Par contre, le bétail est convoyé à pieds vers le marché de Tera au Niger.

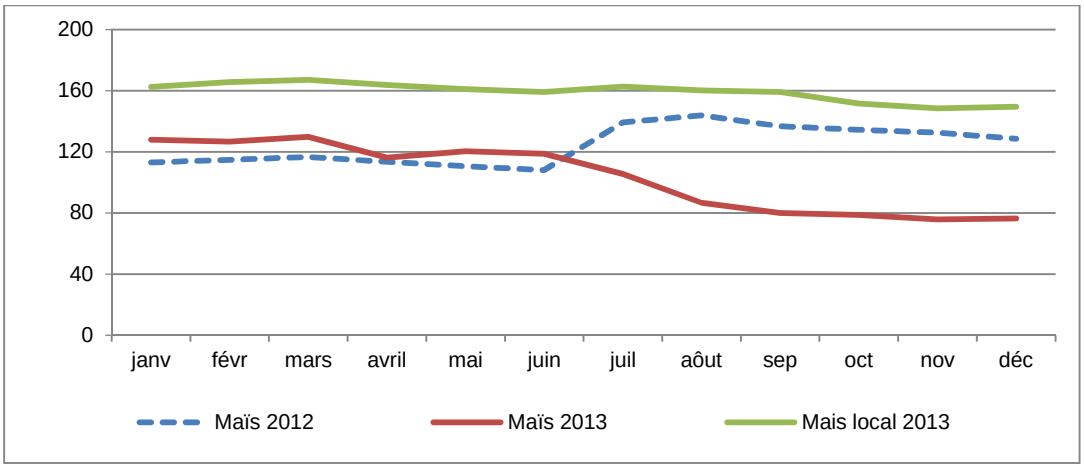
5.6. Evolution des cours mondiaux

Cette partie est une suite du rapport sur les cours mondiaux du CPSA d'octobre 2013. Elle fait donc ressortir une comparaison du niveau des prix de certains produits agricoles et alimentaires de l'année 2013 par rapport à l'année 2012 d'une part et par rapport à la moyenne des cinq dernières années d'autre part. Ces prix proviennent de la Banque Mondiale de Données (BDM) et de la SONAGESS.

De façon générale, les prix des denrées alimentaires augmentent proportionnellement avec la croissance démographique, mais la bonne production de la campagne 2012 a eu une influence déterminante sur la fixation des prix mondiaux.

5.6.1. Cours du maïs

En 2013, le prix du maïs présentait une tendance baissière par rapport à celui de l'année 2012. On observe que le prix le plus bas a été ressenti en novembre et décembre soit une variation de -75% par rapport à décembre 2012 et de -64%par rapport à la moyenne des prix de 2012. Aussi, au niveau national, on observe en général une tendance de baisse des prix

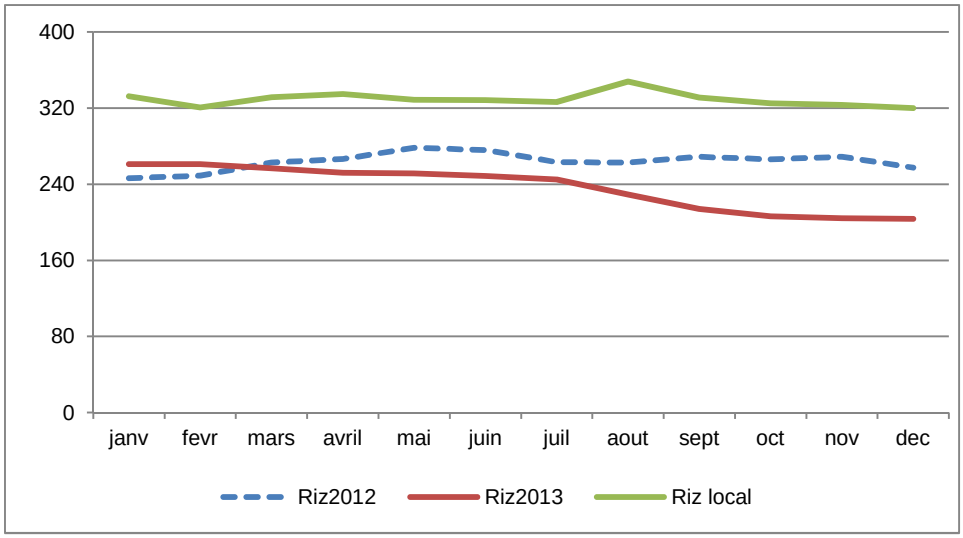


Source: MASA/DGESS, mars 2014

Figure 25: Evolution des prix du maïs.

5.6.2. Cours du riz

Le prix du riz à l'international a baissé et à partir du mois de mars, ce prix est resté inférieur par rapport au prix moyen de l'année 2012. On note en décembre une importante baisse des prix soit 26% par rapport au même mois de l'année 2012 et de 30% par rapport à la moyenne de 2012. On observe aussi une tendance à la baisse pour le prix du riz local.

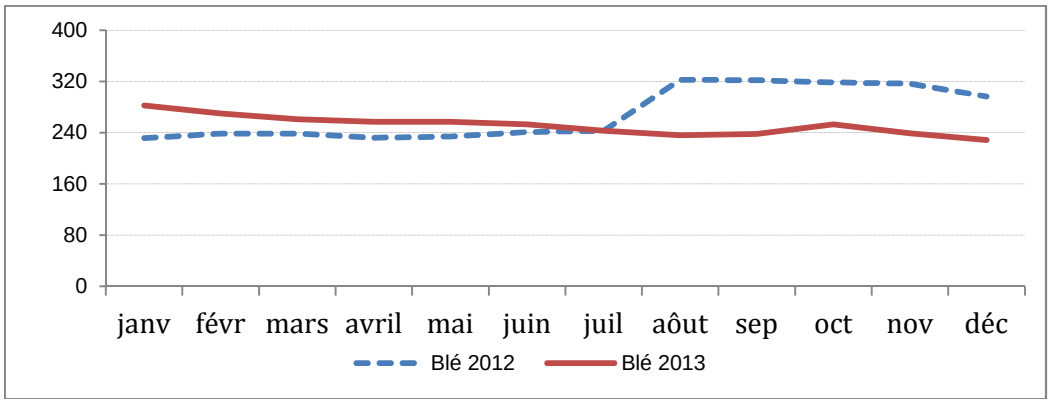


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 26 : Evolution des prix du riz.

5.6.3. Cours du blé

Concernant le blé on observe une tendance à la baisse des prix mais le niveau reste élevé par rapport à celui durant les six premiers mois de l'année 2013.

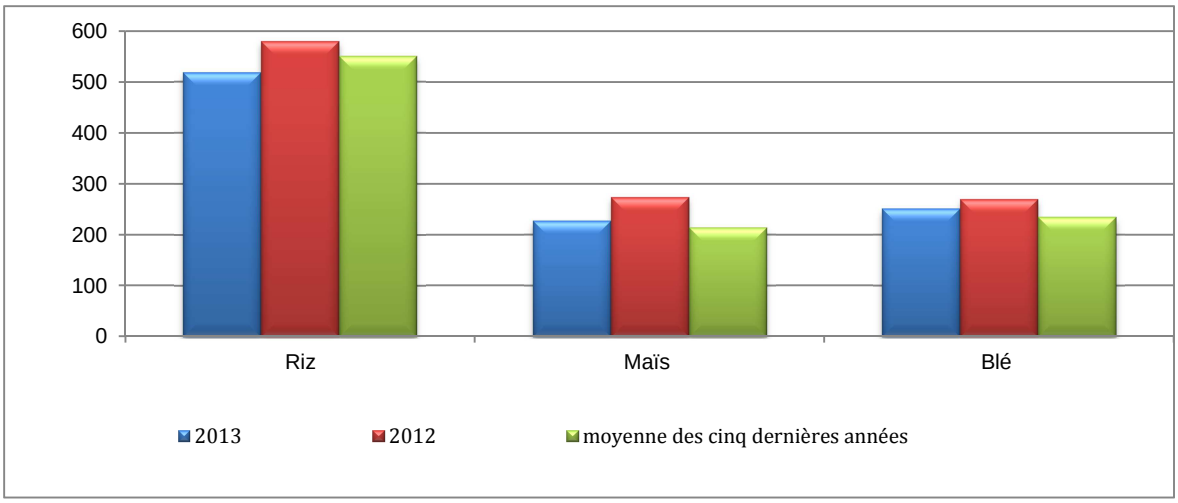


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 27: Evolution des prix du blé.

5.6.4. Comparaison des prix des céréales par rapport à la moyenne quinquennale

Malgré la bonne production de la campagne 2012 qui a contribué à la baisse des prix des céréales au cours de l'année 2013, la figure suivante révèle qu'excepté le prix du riz, où on observe une baisse de 6% par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix moyens du maïs et du blé de l'année 2013 sont plus élevés par rapport à la moyenne des cinq dernières années soit des variations respectives de 6% et 7%.

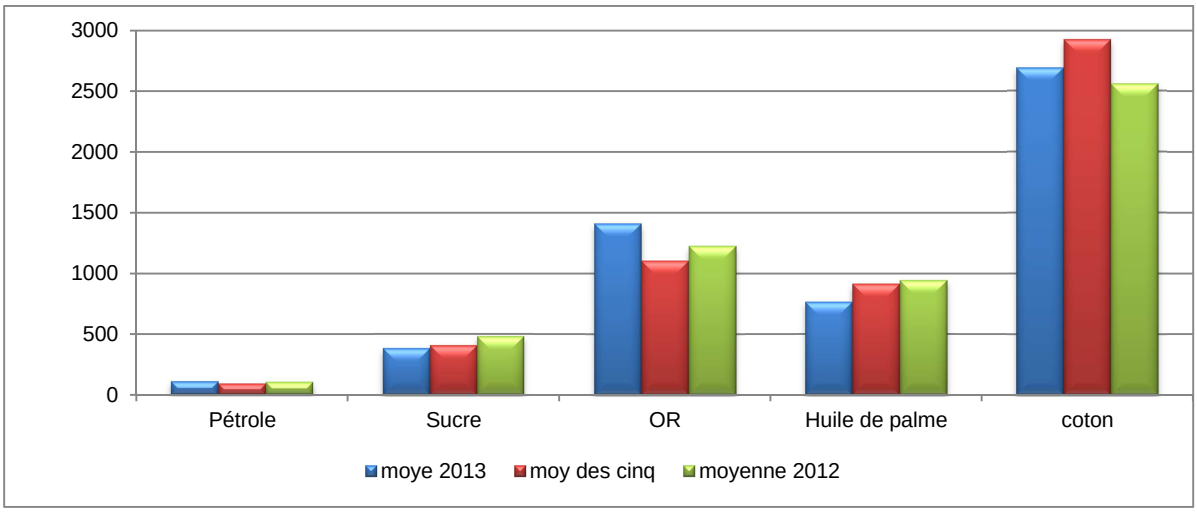


Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 28: Evolution comparée des prix des céréales de 2013 par rapport à 2012 et à la moyenne des cinq dernières années

5.6.5. Comparaison des prix de certains produits par rapport à la moyenne des cinq dernières années

Les prix de certains produits peuvent influencer les prix des denrées agricoles. Pour ce faire, les prix du pétrole, de l'huile de palme, du sucre, du coton et de l'or ont été également suivis. La figure ci-dessous montre qu'en considérant la moyenne de l'année 2013, les prix de l'huile de palme, du sucre et du coton sont moins élevés par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Par contre pour le pétrole et l'or, la moyenne des prix de l'année 2013 est plus élevée que la moyenne des prix des cinq dernières années et même par rapport à la moyenne des prix de 2012. On note cependant une hausse significative du prix de l'or de 22% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.



Source : MASA/DGESS, mars 2014

Figure 29 : Evolution comparée des prix de certains produits de 2013 par rapport à 2012 et à la moyenne des cinq dernières années.

6. SITUATION ALIMENTAIRE ET SANITAIRE DU BETAIL

6.1. Situation alimentaire

Sur le plan pastoral, la situation alimentaire est marquée par une raréfaction précoce des ressources fourragères. L'état d'embonpoint des bovins est jugé mauvais comparativement à l'année passée sur l'ensemble du pays.

Sur tous les marchés, la disponibilité des SPAI (Sous Produits Agro Industriels) a été jugée satisfaisante avec une prédominance du tourteau de coton (SOGOBALO) dont le prix varie entre 5 500 et 6 000 F CFA contre 6000 à 7000 F CFA en Février 2013 soit une variation en baisse de 14 à 17%. Cependant, cette année on assiste à une rareté de l'aliment produit par la SN- CITEC.

Des dispositions sont déjà prises par le département en charge des ressources animales pour la mise en place de stocks d'urgence au niveau des régions. Ainsi, la région du Sahel a reçu 2680 tonnes de SPAI en vente à un prix subventionné de 3000F CFA le sac de 50 kg de tourteau de coton (SOGOBALO) et de 4500 F CFA le sac de 50 kg pour le tourteau SN CITEC.

Le déficit fourrager enregistré a entrainé une hausse de prix des bottes de fourrage. Par exemple, sur le marché de Djibo et par rapport à l'année écoulée, la botte de tige de sorgho est vendue à 75 F CFA contre 50 F CFA et celle de fanes de niébé est passée de 350 à 700 F CFA.

La disponibilité actuelle en eau est satisfaisante mais en perspectives, elle sera très limitée du fait de la pression sur la ressource eau et du tarissement précoce.

6.2. Santé animale et mouvement des animaux

L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant. Sur le plan sanitaire les régions des Hauts-Bassins et du Sahel, connaissent une situation zoo-sanitaire préoccupante.

Au Kénédougou, des cas de fièvre aphteuse et de Peste Porcine Africaine (PPA) ont été relevés dans les villages de Kourinion et Orodara, où respectivement 400 bovins et 500 porcins ont été exposés pour respectivement 150 et 18 cas de morbidité.

Au Sahel depuis le mois de septembre, on relève des suspicions de la PPCB au Soum/Nassoumbou et à l'Oudalan/Déou.

La situation sanitaire est calme dans les autres régions.

Pour le moment, aucun mouvement majeur de bétail n'a été signalé au cours du premier 2014 par contre les préparatifs pour la transhumance sont en cours dans toutes les régions.

7. ZONES ET POPULATIONS A RISQUE IDENTIFIEES

7.1. Analyse de la vulnérabilité avec le cadre harmonisé

7.1.1. Approche méthodologique

L'approche utilisée pour l'estimation des populations vulnérables est celle préconisée par le CILSS à travers l'outil « Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des groupes vulnérables ». Un atelier technique a permis au dispositif national de sécurité alimentaire de dérouler cet outil conduisant à un consensus sur la situation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso pour la période courante et projetée jusqu'en septembre 2014. Les données utilisées pour cette analyse proviennent des principales sources et outils d'analyse existants au niveau national : enquête permanente agricole (EPA), enquête SMART, résultats de l'analyse HEA et des missions conjointes Etats/Partenaires, données SIM sur les prix céréaliers et du bétail, données sur l'accès à l'eau potable, etc.

Cependant, on note quelques difficultés dans l'utilisation des données de la MAG dans l'analyse du phasage. En effet, en cas de phase verte pour l'ensemble des indicateurs sauf la

MAG, il conviendrait de mentionner le nombre d'enfants touchés plutôt que de cibler les très pauvres (TP) car les enfants souffrant de MAG ne se retrouvent pas seulement au sein de cette catégorie de ménages.
En outre, le taux de la MAG n'est pas forcement lié à un déficit de disponibilité calorique, mais peut être lié aux pratiques alimentaires inappropriées, au manque de temps consacré à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, aux pathologies liées entre autre au faible taux d'accès à l'eau potable. De plus les règles d'utilisation de certains indicateurs (proxys caloriques, taux de couverture céréalière) dans les zones peu agricoles et dans le milieu urbain doivent être mieux définies.
Par ailleurs, il manquait des données récentes sur l'échelle de faim des ménages, le score de la diversité alimentaire des ménages, l'indice des stratégies d'adaptation, les informations sur la profondeur de la pauvreté rurale.
L'analyse a bénéficié de la participation effective de spécialistes de la sécurité alimentaire provenant du Système des Nations Unies, de la société civile et de l'appui technique du CILSS qui a assuré l'animation générale à travers deux formateurs.

7.1.2. Résultats de l'analyse

L'analyse du cadre harmonisé permet d'apprécier le niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau géographique 3 (niveau provincial) selon 5 phases :

1. Phase 1 : insécurité alimentaire minimale;
2. Phase 2 : insécurité alimentaire modérée ou phase « sous pression » ou « sous stress »
3. Phase 3 : insécurité alimentaire critique ou crise;
4. Phase 4 : insécurité alimentaire extrême ;
5. Phase 5 : Famine.

Sur la base de cette classification, les résultats de l'analyse par le cadre harmonisé se présentent comme suit :

7.1.2.1. Situation actuelle de mars à juin 2014

Selon cette analyse, la situation alimentaire courante se présente comme suit :

- ***Phase 1 : « minimale »***

26 provinces sont classées dans la phase 1 minimale. Ce sont les provinces du Yatenga, du Loroum, du Sourou, du Nayala, de la Kossi, des Banwa, du Mouhoun, des Balé, du Tuy,du Kénédougou, du Houet, de la Léraba, de la Comoé, de la Sissili, du Ziro, du Nahouri, du Zounwéogo, du Boulgou, du Ganzourgou, de l'Oubritenga, du Kouritenga, de la Gnagna, du Yagha, du Koulpelgo, de la Koumpienga et du Bazèga.
Ces provinces se caractérisent principalement par une bonne disponibilité des céréales et du pâturage, un taux de couverture des besoins céréaliers adéquat et une bonne accessibilité aux aliments de base. Les proxys caloriques disponibles sont supérieurs à 2400 kcal/personne et par jour pour toutes ces provinces. Avec une bonne production céréalière et de culture de rente notamment le sésame, le coton et l'arachide, un niveau de prix acceptable, la plupart des ménages de ces provinces présentent des opportunités d'amélioration de leurs revenus. Cette situation touche environ 82% de la population nationale.

- ***Phase 2 : « sous pression »***

19 provinces sont sous pression : Kourwéogo, Kadiogo, Bam, Namentenga, Sanmatenga, Boulkiemdé, Sanguié, Oudalan, Seno, Soum, Passoré, Zondoma, Ioba, Poni, Bougouriba, Noumbiel, Gourma, Komondjoari et Tapoa.
Les facteurs les plus déterminants dans ces zones sous pression sont liés à l'état nutritionnel, à l'accès à l'eau potable, au taux de couverture des besoins céréaliers, aux proxys caloriques

disponibles ainsi qu'au déficit de production de la campagne 2013/2014. Ce qui conduira à des déficits de consommation alimentaire.
L'ensemble des populations touchées dans ces provinces est estimé à **3 278 949** soit environ 18% de la population totale du Burkina Faso.
Pour ces populations, des actions de résilience sont requises pour protéger les moyens d'existence, traiter et prévenir la malnutrition.
Aucune province n'est classée en 3, 4 ou 5 dans la phase actuelle.

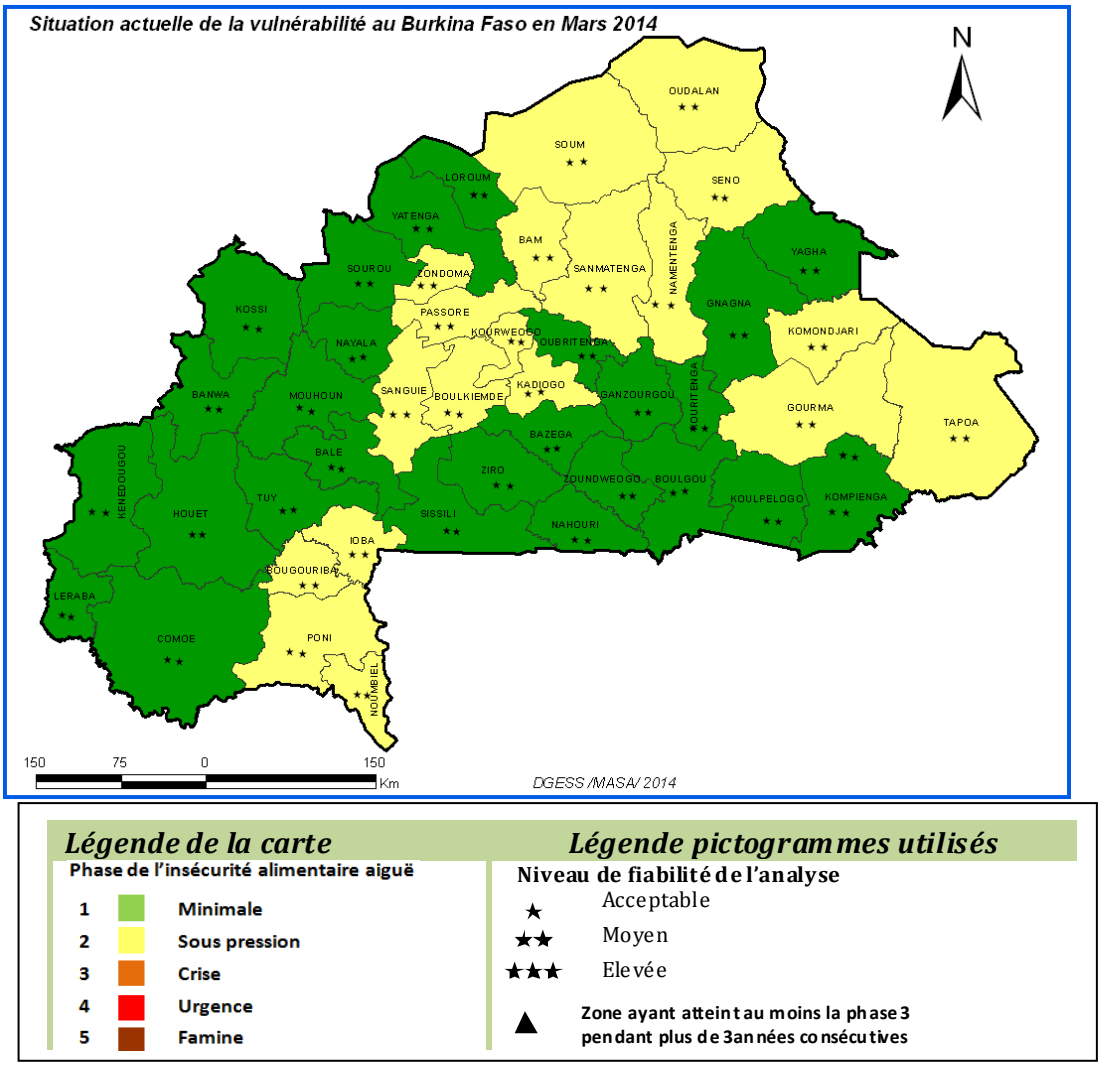


Figure 30: Situation de la vulnérabilité actuelle

6.1.2.2. Situation projetée au 30 septembre 2014

L'analyse projetée de la situation alimentaire au 30 septembre 2014 fait ressortir:

- ***Phase 1 : « minimale »***

19 provinces seront dans cette phase: *Comoé, Léraba, Kénédougou, Houet, Tuy, Banwa, Mouhoun, Balé, Nayala, Sissili, Ziro, Nahouri, Zoundwéogo, Ganzourgou, Oubritenga, Kouritenga, Koulpélgo, Kompienga, Bazèga.*
Dans ces provinces, l'abondance des stocks céréaliers entraînera une stabilité relative des prix. Ce qui devrait garantir une situation alimentaire satisfaisante.

❖ ***Phase 2 : « sous pression »***

20 provinces seront sous pression : *Kossi, Sourou, Bougouriba, Ioba, Poni, Gnagna, Gourma, Tapoa, Bam, Namentenga, Sanmatenga, Boulkiemdé, Sanguié, Yagha, Loroum, Yatenga, Zondoma, Kourweogo, Boulgou et Kadiogo.*

Dans ces provinces, les prix connaîtront une hausse saisonnière normale jusqu'en juin au fur et à mesure que les stocks locaux s'épuiseront et que l'on s'approchera de la période de soudure. Cette hausse s'établira en moyenne à 12% au 2ème trimestre pour toutes les céréales. De plus, du fait du déficit de production prononcé dans certaines de ces provinces, la situation risque de se détériorer à cause de la dépression des stocks paysans et de la baisse de revenus agricoles. La population concernée est de **4 462 758** personnes. Pour ces populations, il convient également de développer des actions de résilience pour protéger les moyens d'existence, traiter et prévenir la malnutrition.

❖ ***Phase 3 « en crise »***

Les provinces de *l'Oudalan, du Seno, du Soum, du Noumbiel, de la Komondjoari et du Passoré* passeront à la phase 3 (crise) si aucune action n'est envisagée.

En effet, certains ménages de ces provinces seront incapables de couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires sans épuiser les avoirs relatifs aux moyens d'existence. La MAG est souvent supérieure à 10%. Cette situation concerne **333 484** personnes.

Pour ces populations il faut mettre en œuvre des mesures d'urgence, protéger les moyens d'existence prévenir et traiter la malnutrition et réduire la mortalité infantile.

Il n'y aura pas de province en phase 4 ou 5 dans la situation projetée.

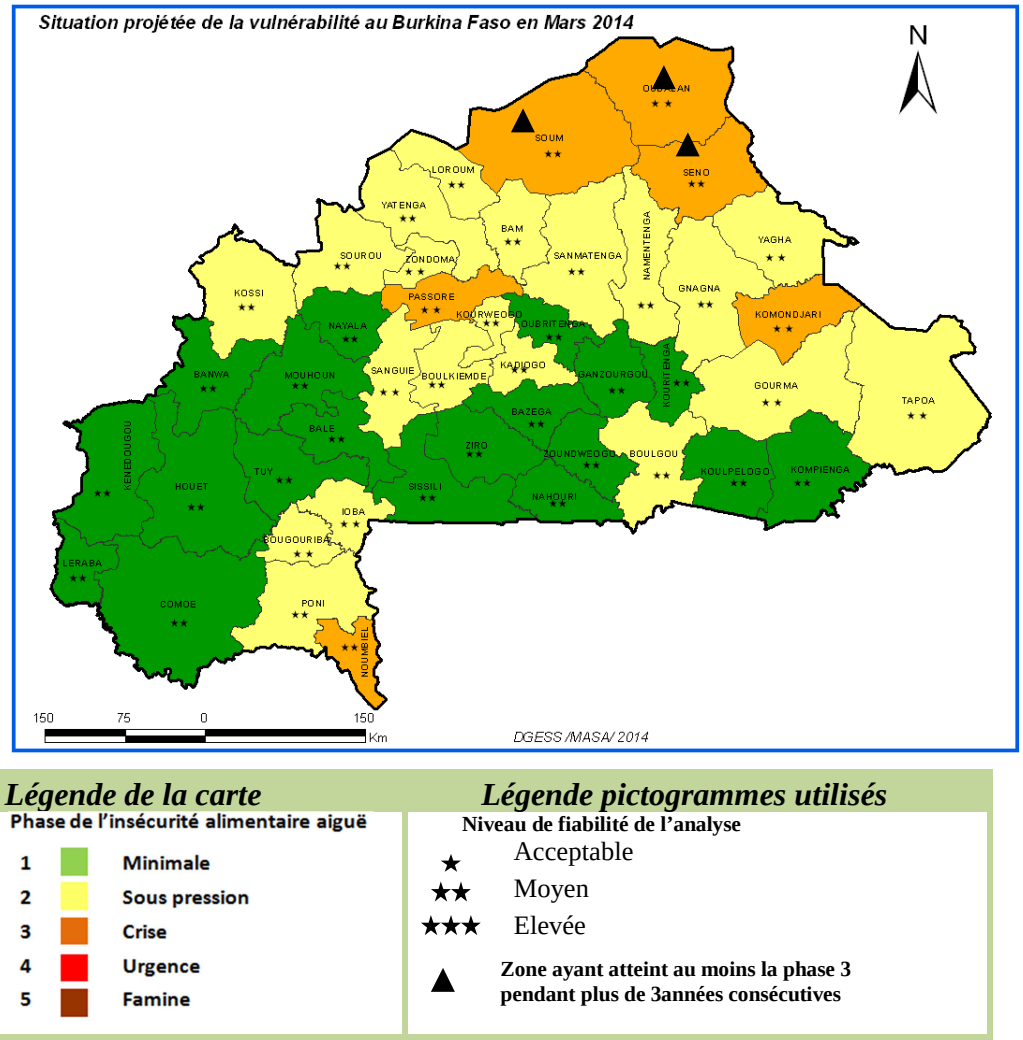


Figure 31: Situation de la vulnérabilité projetée au 30 septembre 2014

Il faut toutefois souligner que l'analyse par le ***c***adre harmonisé met l'accent sur la dimension conjoncturelle de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ; et de ce fait ne permet de décrire que la situation courante et la projection de cette situation sur le trimestre suivant. Cela implique que les estimations de populations ***v***ulnérables qui en sont issues ne prennent pas suffisamment en compte une partie des populations qui souffrent de l'insécurité alimentaire structurelle. Le plan de résilience et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle 2014 en cours d'élaboration devrait tenir compte de cette catégorie de populations et à qui il faudrait toujours apporter un appui pour leur permettre de se relever définitivement de ce choc.

7.2. Résultats provisoires de l'analyse de la vulnérabilité en milieu urbain

L'objectif général de l'enquête est de caractériser la vulnérabilité alimentaire au niveau des ménages dans les villes sahéliennes afin de contribuer aux analyses des systèmes d'alerte précoce nationaux.
Ce qui passe par :

- une détermination et une caractérisation des profils de vulnérabilité urbaine;
- une analyse de la répartition spatiale de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain;
- une description de la situation nutritionnelle des enfants, des femmes et leur corrélation ;
- une participation aux réflexions nationales pour la prise en compte de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain dans les interventions.

7.2.1. Méthodologie

Cette enquête est une étude transversale à visée descriptive et analytique reposant sur une approche essentiellement quantitative. Les populations cibles sont les ménages et les enfants de moins de 5 ans dans la ville de Ouagadougou. L'échantillon est constitué de 1000 ménages /50 ZD. Les informations sont collectées avec des Smart phones et les données traitées avec les logiciels SPSS, ENA et Excel.

7.2.2. Résultats de l'enquête

Il ressort de l'analyse des résultats préliminaires les points suivants :

7.2.2.1. Caractéristiques générales des ménages

Selon les caractéristiques générales du ménage, l'insécurité alimentaire touche plus les familles généralement monogames (64%), les femmes chefs de ménages (13,4%) et une insécurité alimentaire plus ressentie par les « autochtones ». Elle se ressent aussi plus dans les familles ayant résidé 20 ans et plus à Ouagadougou (35%), et encore plus dans les familles qui ont 20 ans et plus dans la même concession (40%).

7.2.2.2. Une insécurité alimentaire ressentie par les ménages

Les ménages qui s'estiment en insécurité alimentaire représentent 58%. Parmi eux, 30% se sentent en insécurité alimentaire grave. Elle est légèrement plus présente dans les familles polygames (37%) et dans les ménages dirigés par les femmes (39%) et touche plus les ménages (52%) qui ne disposent pas de stocks alimentaires et donc qui effectuent des achats au jour le jour.

7.2.2.3. Une insécurité alimentaire liée à l'occupation

Elle touche plus les chefs de ménages à la recherche d'emploi (72%), les chefs de ménage au foyer ou à la maison (43%), les chefs de ménages élèves ou étudiants (36%).

7.2.2.4. Une insécurité alimentaire liée au type d'activité exercée

Elle touche 72% des chefs de ménages dont l'activité principale est issue de la production ou vente de produits agro-sylvo-pastoraux, 42% des chefs de ménages ouvriers ou employés non qualifiés et 61% des chefs de ménages sans profession.
Selon la diversité alimentaire dans les ménages on retient :

- Une alimentation faiblement diversifiée pour 44% des ménages ;
- Une diversification surtout faible chez les ménages (62%) qui ne disposent pas de stocks alimentaires et donc qui effectuent des achats au jour le jour ;
- Dans 67% des cas, lorsque le ménage se sent en insécurité alimentaire grave, il a aussi une alimentation faiblement diversifiée.

Par ailleurs on distingue une insécurité alimentaire selon :

7.2.2.5. La diversité alimentaire liée à l'occupation

- 54% des chefs de ménages à la recherche d'emploi ;
- 59% des chefs de famille au foyer/maison ;
- 58% des chefs de familles élèves ou étudiants.

7.2.2.6. La diversité alimentaire liée à l'activité principale exercée

- 79% des chefs de ménages dont l'activité principale est issue de la production ou vente de produits agro-sylvo-pastoraux ;
- 47% des chefs de ménage ouvriers ou employés non qualifiés ;
- 63% des chefs de ménage sans profession ;
- 50% des chefs de ménage retraités ;
- 42% des chefs de ménages exerçant une activité indépendante informelle et non du secteur agricole.

Tout comme l'insécurité alimentaire ressentie, la diversité alimentaire est fonction des caractéristiques de l'habitat. Ainsi, elle est faible dans :

- Les ménages (80%) dont la toiture de la maison est en banco, en paille ou en seccos ;
- Les ménages (88%) dont les murs des maisons sont faits en matériaux rudimentaires (carton, contreplaqué, bambou/pierre avec boue, tôle) et ceux (64%) dont les murs sont en matériaux naturels (terre-battue/banco/bois/paille) ;
- Les ménages (64%) dont les sols des maisons sont en terre battue.

La part des dépenses alimentaires des ménages est inversement proportionnelle à leur niveau de richesse : les dépenses alimentaires des ménages très pauvres et pauvres représentent respectivement 62 % et 53% de leurs dépenses totales.
En outre on note un lien entre la diversité alimentaire et l'insécurité alimentaire ressentie et le niveau de richesse des ménages. En effet, plus on est pauvre et plus on se sent en insécurité alimentaire et moins on diversifie son alimentation.

7.3. Perspectives alimentaires

Les perspectives alimentaires sont jugées bonnes dans l'ensemble pour les ménages moyens. En effet, les marchés resteront bien approvisionnés jusqu'à l'entrée de la campagne agricole en juin du fait de l'existence de stocks paysans. De plus l'offre en produits frais de la saison sèche sera importante jusqu'en juin 2014.
Toutefois, la situation pourrait se dégrader en cas de forte demande étrangère qui réduirait la disponibilité au niveau des ménages et des marchés.
Malgré la disponibilité des SPAI sur les marchés la situation alimentaire du bétail sera de plus en plus difficile avec la raréfaction précoce des ressources fourragères.

Sans l'intervention de l'Etat et des partenaires, l'accès des ménages pauvres à l'alimentation sera réduit. Cela pourrait avoir une conséquence négative sur l'état nutritionnel des populations et également sur les moyens d'existence.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans l'ensemble, les marchés resteront bien approvisionnés. Toutefois, il est prévu dans une vingtaine de provinces, une hausse moyenne de 12% des prix des céréales à partir du 2ème trimestre. En outre, à cause du déficit de production prononcé dans certaines communes, la situation risque de se détériorer du fait de la dépression des stocks paysans et de la baisse des revenus agricoles. Sur le plan pastoral, malgré une disponibilité des SPAI sur les marchés, la situation alimentaire du bétail restera difficile avec la raréfaction précoce des ressources fourragères.

Sans l'intervention de l'Etat et de ses partenaires, l'accès des ménages pauvres à l'alimentation sera réduit dans les zones à risque identifiées plus haut.

En vue d'anticiper sur les éventuels risques d'insécurité alimentaire et nutritionnelle relevés ci-dessus et améliorer le dispositif de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle, la session a, aux termes de ses travaux, formulé les recommandations suivantes :

❖ Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

1. Renforcer le système d'information sur les cours mondiaux des produits de rente (notamment le sésame) afin d'informer les producteurs à temps des risques de détérioration des prix mondiaux ;
2. Renforcer les interventions de l'Etat par la mise en œuvre diligente du plan de résilience et des programmes en filets sociaux (transferts monétaires, la vente à prix social ou la distribution des vivres) ;
3. Généraliser la pratique de l'irrigation d'appoint ;
4. Conduire une réflexion sur la pertinence de la norme de consommation de 190kg/personne et par an ;
5. Opérationnaliser l'enlèvement d'une partie de la production du maïs Bondofa par la SONAGESS sur les différents sites de production ;
6. Veiller à la mise en œuvre diligente des mesures à gains rapides identifiées pour le secteur agricole.

❖ Ministère des Ressources Animales et Halieutiques

7. Mettre en place un stock institutionnel pour l'aliment bétail.

❖ Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement

8. Intensifier les efforts visant l'augmentation de l'accès à l'eau potable.

❖ Ministère de la Santé

9. Renforcer la sensibilisation sur l'éducation nutritionnelle ;
10. Renforcer la prise en charge de la malnutrition aiguë.

❖ Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération régionale

11. Vulgariser davantage les textes sur la libre circulation des personnes et des biens et veiller à leur application effective.

❖ **Partenaires Techniques et Financiers**

12. Renforcer les appuis dans la prise en charge de la malnutrition aiguë;
13. Intensifier les interventions préventives et promotionnelles (ANJE);
14. Contribuer au renforcement des capacités (ressources humaines et matérielles) pour le traitement régulier des modules sécurité alimentaire et de nutrition de l'EPA ;
15. Appuyer la mise en œuvre de l'enquête VAMU (vulnérabilité alimentaire en milieu urbain) dans les autres villes.

ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX DES RESULTATS ET METHODOLOGIE DE L'EPA 2013/2014

-Décret n°2007-390/PRES promulguant la loi n°012-2007/AN du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques
-Enquête Permanente Agricole (EPA)
VISA STATISTIQUE N°AP2008002CNSCS4

Tableau 37 : Superficie définitive (en ha) totale de céréales - EPA 2013/2014

Rég/prov	MIL	MAÏS*	RIZ*	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	CEREALES
Centre	**14 764**	**6 724**	**1 743**	**-**	**21 442**	**12 123**	**56 795**
Kadiogo	14 764	6 724	1 743	-	21 442	12 123	56 795
Plateau Central	**59 963**	**21 148**	**5 152**	**-**	**76 925**	**41 219**	**204 408**
Ganzourgou	11 882	13 918	2 954	-	29 100	26 585	84 440
Oubritenga	26 726	6 396	1 266	-	28 768	12 296	75 453
Kourwéogo	21 355	834	932	-	19 056	2 338	44 515
Centre Nord	**74 213**	**13 834**	**3 368**	**-**	**189 727**	**1 912**	**283 053**
Bam	20 409	3 780	936	-	45 137	-	70 263
Namentenga	24 767	4 745	1 413	-	56 778	111	87 813
Sanmatenga	29 037	5 309	1 019	-	87 812	1 801	124 977
Centre Ouest	**116 590**	**80 726**	**8 006**	**-**	**183 667**	**48 577**	**437 566**
Boulkièmdé	40 754	3 558	2 003	-	63 285	19 364	128 963
Sanguié	58 689	3 192	1 721	-	71 765	7 125	142 493
Sissili	6 640	58 340	3 151	-	31 179	10 800	110 111
Ziro	10 507	15 635	1 130	-	17 438	11 288	55 999
Centre Sud	**41 644**	**42 782**	**8 603**	**-**	**35 935**	**51 367**	**180 330**
Bazèga	18 325	11 336	1 205	-	14 837	13 393	59 096
Nahouri	4 888	17 083	3 554	-	1 875	17 248	44 648
Zoundweogo	18 431	14 362	3 844	-	19 222	20 726	76 586
Sahel	**325 804**	**4 881**	**953**	**121**	**86 220**	**75**	**418 054**
Oudalan	94 282	82	79	-	8 562	75	103 080
Séno	54 265	1 105	231	-	19 781	-	75 382
Soum	152 682	2 097	475	121	20 787	-	176 162
Yagha	24 575	1 597	168	-	37 089	-	63 429
Boucle du Mouhou	**328 782**	**151 962**	**28 056**	**12 233**	**264 566**	**34 084**	**819 683**
Kossi	163 249	13 119	497	11 710	27 419	19 647	235 641
Mouhoun	51 959	30 306	1 790	-	55 841	1 044	140 940
Sourou	40 731	8 218	2 078	-	60 388	98	111 513
Balé	16 828	35 228	4 623	-	33 913	11 591	102 183
Banwa	21 059	63 007	17 862	524	41 532	1 494	145 478
Nayala	34 955	2 084	1 207	-	45 473	210	83 928
Est	**65 993**	**76 802**	**10 763**	**-**	**188 905**	**27 768**	**370 230**
Gnagna	27 295	9 204	1 470	-	78 659	212	116 841
Gourma	20 056	21 075	2 570	-	28 956	19 206	91 863
Tapoa	6 948	29 267	4 204	-	57 340	2 318	100 078
Komandjoari	3 703	2 149	489	-	20 503	904	27 748
Kompienga	7 990	15 108	2 029	-	3 445	5 128	33 700
Centre Est	**64 032**	**67 655**	**24 873**	**-**	**26 278**	**94 000**	**276 838**
Boulgou	31 469	31 938	13 679	-	7 488	23 986	108 559
Kouritenga	16 922	4 395	3 429	-	10 395	47 073	82 215
Koulpélgo	15 640	31 322	7 765	-	8 395	22 941	86 064
Nord	**145 010**	**8 065**	**3 243**	**413**	**175 204**	**5 793**	**337 728**
Passoré	11 915	1 018	676	-	49 196	4 103	66 908
Yatenga	93 780	4 788	1 563	-	82 444	-	182 576
Loroum	34 005	971	533	413	11 504	-	47 426
Zondoma	5 309	1 288	471	-	32 060	1 690	40 818
Sud Ouest	**38 456**	**70 591**	**7 047**	**-**	**33 176**	**55 054**	**204 323**
Bougouriba	5 241	11 077	650	-	4 195	8 452	29 615
Poni	9 759	23 272	1 039	-	8 184	12 517	54 771
Ioba	19 860	25 123	3 322	-	13 291	32 265	93 861
Noumbiel	3 595	11 120	2 036	-	7 507	1 819	26 076
Hauts Bassins	**48 390**	**268 654**	**24 474**	**10 160**	**108 687**	**33 169**	**493 535**
Houet	22 100	87 549	14 691	7 136	42 104	24 122	197 701
Kénédougou	8 758	109 966	5 312	3 025	31 668	2 786	161 514
Tuy	17 532	71 139	4 471	-	34 916	6 262	134 320
Cascades	**3 437**	**99 807**	**12 571**	**1 640**	**8 928**	**1 729**	**128 113**
Comoé	1 990	68 248	8 660	879	7 716	1 548	89 042
Léraba	1 447	31 560	3 911	761	1 212	181	39 071
Burkina Faso	**1 327 078**	**913 630**	**138 852**	**24 567**	**1 399 660**	**406 869**	**4 210 656**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

* : Y compris les plaines et les bas fonds aménagés

Tableau 29 : Superficie totale définitive des cultures de rente EPA 2013/2014

Rég/prov	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	RENTE
Centre	**-**	**8 039**	**473**	**-**	**8 513**
Kadiogo	-	8 039	473	-	8 513
Plateau Central	**818**	**15 962**	**7 836**	**22**	**24 638**
Ganzourgou	818	6 975	3 064	22	10 878
Oubritenga	-	6 273	4 255	-	10 528
Kourwéogo	-	2 714	518	-	3 232
Centre Nord	**-**	**24 397**	**1 250**	**-**	**25 647**
Bam	-	3 238	103	-	3 341
Namentenga	-	10 103	901	-	11 004
Sanmatenga	-	11 057	245	-	11 302
Centre Ouest	**30 675**	**64 146**	**15 873**	**2 905**	**113 599**
Boulkièmdé	-	30 062	1 567	-	31 629
Sanguié	976	10 630	1 938	16	13 560
Sissili	22 638	19 084	3 214	2 808	47 745
Ziro	7 061	4 370	9 153	81	20 666
Centre Sud	**27 341**	**36 995**	**7 313**	**1 107**	**72 757**
Bazèga	6 383	11 560	2 056	67	20 067
Nahouri	15 020	9 100	4 316	983	29 420
Zoundweogo	5 938	16 335	941	56	23 270
Sahel	**-**	**5 244**	**7 467**	**-**	**12 711**
Oudalan	-	7	425	-	432
Séno	-	1 294	102	-	1 396
Soum	-	878	6 434	-	7 312
Yagha	-	3 065	506	-	3 571
Boucle du Mouhoun	**183 102**	**49 004**	**72 481**	**342**	**304 929**
Kossi	12 921	8 054	35 926	-	56 901
Mouhoun	72 960	7 072	9 997	295	90 323
Sourou	-	6 676	3 553	-	10 229
Balé	46 207	12 517	2 571	-	61 294
Banwa	46 018	10 326	19 932	47	76 323
Nayala	4 997	4 359	502	-	9 858
Est	**55 418**	**63 373**	**33 857**	**5 820**	**158 469**
Gnagna	-	51 626	110	-	51 736
Gourma	13 171	4 815	20 362	1 231	39 580
Tapoa	30 543	4 785	7 042	3 633	46 003
Komandjoari	-	1 962	430	39	2 430
Kompienga	11 704	185	5 914	917	18 720
Centre Est	**43 520**	**46 224**	**3 553**	**3 145**	**96 442**
Boulgou	9 128	23 724	-	1 438	34 290
Kouritenga	3 153	14 405	3 146	92	20 795
Koulpélgo	31 239	8 095	408	1 615	41 357
Nord	**-**	**30 636**	**3 895**	**7**	**34 537**
Passoré	-	6 929	1 088	-	8 017
Yatenga	-	16 000	2 113	-	18 113
Loroum	-	3 501	345	7	3 853
Zondoma	-	4 205	349	-	4 554
Sud Ouest	**45 871**	**27 260**	**2 436**	**1 083**	**76 651**
Bougouriba	4 901	2 326	48	117	7 392
Poni	3 391	6 535	1 285	183	11 395
Ioba	37 579	15 711	1 103	730	55 123
Noumbiel	-	2 688	-	54	2 741
Hauts Bassins	**199 004**	**47 000**	**25 523**	**1 680**	**273 207**
Houet	68 349	24 776	13 905	275	107 305
Kénédougou	68 816	13 738	5 371	1 237	89 163
Tuy	61 839	8 486	6 247	168	76 739
Cascades	**43 710**	**30 485**	**21 492**	**3**	**95 690**
Comoé	24 408	24 733	13 780	3	62 924
Léraba	19 302	5 752	7 712	-	32 766
Burkina Faso	**629 460**	**448 767**	**203 449**	**16 114**	**1 297 790**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 30 : Superficie totale définitive des autres cultures vivrières EPA 2013/2014

Rég/prov	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	AUTRES CULTURES
Centre	**-**	**-**	**6 418**	**1 133**	**7 551**
Kadiogo	-	-	6 418	1 133	7 551
Plateau Central	**-**	**7**	**12 326**	**4 248**	**16 581**
Ganzourgou	-	-	7 032	183	7 215
Oubritenga	-	-	4 647	2 382	7 029
Kourwéogo	-	7	647	1 683	2 337
Centre Nord	**-**	**-**	**15 075**	**7 113**	**22 187**
Bam	-	-	2 075	1 919	3 994
Namentenga	-	-	2 960	1 053	4 013
Sanmatenga	-	-	10 040	4 140	14 180
Centre Ouest	**4 620**	**2 626**	**13 062**	**3 181**	**23 489**
Boulkièmdé	-	-	4 023	1 815	5 838
Sanguié	-	52	3 214	1 065	4 331
Sissili	4 620	2 573	4 193	159	11 545
Ziro	-	1	1 632	141	1 775
Centre Sud	**-**	**244**	**11 663**	**1 192**	**13 100**
Bazèga	-	6	4 908	1 049	5 963
Nahouri	-	238	2 088	-	2 326
Zoundweogo	-	-	4 667	143	4 811
Sahel	**-**	**-**	**3 486**	**1 165**	**4 651**
Oudalan	-	-	208	-	208
Séno	-	-	514	42	556
Soum	-	-	2 678	1 098	3 775
Yagha	-	-	86	25	111
Boucle du Mouh	**-**	**1 518**	**31 529**	**4 935**	**37 981**
Kossi	-	-	5 849	2 394	8 243
Mouhoun	-	-	9 033	447	9 480
Sourou	-	-	2 567	1 115	3 682
Balé	-	-	4 627	99	4 726
Banwa	-	1 518	6 495	635	8 648
Nayala	-	-	2 957	245	3 203
Est	**-**	**462**	**5 542**	**1 896**	**7 900**
Gnagna	-	-	753	1 309	2 062
Gourma	-	301	1 721	118	2 140
Tapoa	-	12	2 337	184	2 534
Komandjoari	-	-	86	11	97
Kompienga	-	148	646	274	1 068
Centre Est	**-**	**227**	**10 538**	**1 081**	**11 846**
Boulgou	-	24	2 935	380	3 339
Kouritenga	-	143	6 131	265	6 539
Koulpélgo	-	60	1 472	436	1 968
Nord	**-**	**5**	**6 739**	**4 386**	**11 130**
Passoré	-	-	1 168	711	1 879
Yatenga	-	-	3 186	1 478	4 664
Loroum	-	-	103	1 881	1 984
Zondoma	-	5	2 282	316	2 604
Sud Ouest	**7 493**	**103**	**9 587**	**1 560**	**18 744**
Bougouriba	308	18	2 984	423	3 733
Poni	1 479	47	1 891	1 057	4 473
Ioba	35	34	3 671	23	3 763
Noumbiel	5 671	5	1 041	57	6 774
Hauts Bassins	**1 863**	**5 420**	**30 537**	**11 545**	**49 365**
Houet	42	388	14 968	5 692	21 090
Kénédougou	1 822	5 032	8 320	5 481	20 654
Tuy	-	-	7 249	372	7 622
Cascades	**1 292**	**801**	**10 693**	**5 398**	**18 184**
Comoé	980	172	8 971	3 176	13 299
Léraba	312	630	1 722	2 222	4 886
Burkina Faso	**15 269**	**11 414**	**167 196**	**48 831**	**242 710**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 45 : Variation Superficie définitive de céréales EPA 2013/2014vsEPA 2012/2013 (y compris plaine et basfond)

DRASA/Province	MIL	MAÏS	RIZ	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	ENSEMBLE
CENTRE	-5,41%	13,31%	2,56%		-3,62%	-2,95%	-2,05%
Kadiogo	-5,41%	13,31%	2,56%		-3,62%	-2,95%	-2,05%
PLATEAU CENTRA	28,98%	-8,27%	7,52%		5,01%	-22,35%	1,86%
Ganzourgou	53,36%	-10,83%	-0,66%		6,73%	-30,07%	-7,83%
Oubritenga	14,99%	-0,11%	18,12%		4,44%	-6,92%	5,57%
Kourwéogo	37,78%	-19,93%	24,93%		3,34%	25,74%	18,43%
CENTRE-NORD	6,73%	-3,91%	9,49%		16,24%	19,67%	12,40%
Bam	4,92%	31,81%	15,13%		35,00%		24,21%
Namentenga	39,74%	-9,51%	7,96%		6,77%	5,69%	13,22%
Sanmatenga	-10,26%	-15,53%	6,77%		14,63%	20,65%	6,19%
CENTRE-OUEST	24,87%	-3,92%	28,54%		-12,39%	4,45%	-0,50%
Boulkièmdé	29,89%	-9,88%	21,82%		-11,00%	34,77%	5,32%
Sanguié	34,90%	6,41%	30,40%		-19,81%	-17,75%	-2,39%
Sissili	-26,16%	-6,60%	22,94%		11,99%	34,78%	0,22%
Ziro	10,66%	7,05%	61,25%		-17,75%	-26,99%	-8,89%
CENTRE-SUD	-6,59%	18,01%	-10,09%		-3,40%	38,01%	9,40%
Bazèga	12,89%	-5,28%	0,43%		-5,77%	-8,00%	-1,04%
Nahouri	-1,48%	35,44%	-0,57%		-17,67%	144,90%	46,54%
Zoundweogo	-21,20%	23,06%	-19,81%		0,25%	32,69%	2,59%
SAHEL	-11,70%	75,35%	56,58%	-17,94%	36,12%		-4,08%
Oudalan	-8,32%		139,39%		25,26%		-6,04%
Séno	23,61%	235,73%	99,05%		36,17%		28,05%
Soum	-24,19%	44,29%	20,08%	-17,94%	191,51%		-16,32%
Yagha	17,98%	59,54%	163,06%		6,43%		11,78%
BOUCLE DU MOUH	13,22%	13,52%	10,76%	-20,50%	-2,43%	-12,54%	5,75%
Kossi	15,10%	15,27%	25,61%	-20,53%	12,73%	6,26%	11,60%
Mouhoun	4,97%	11,93%	-30,76%		-21,46%	-83,98%	-10,10%
Sourou	10,82%	-6,64%	13,81%		19,04%	-96,84%	10,17%
Balé	10,31%	14,34%	42,34%		-2,44%	36,58%	10,40%
Banwa	16,96%	16,65%	9,90%	-19,92%	1,63%	-18,18%	10,53%
Nayala	20,34%	17,15%	17,91%		-7,93%	-61,53%	2,62%
EST	-1,86%	-4,58%	-34,63%		-17,98%	-17,64%	-13,55%
Gnagna	2,67%	16,44%	27,03%		-19,16%		-12,11%
Gourma	-21,20%	-6,12%	-23,79%		53,42%	-18,26%	-1,90%
Tapoa	2,03%	-17,09%	-54,10%		-37,78%	-32,43%	-31,86%
Komandjoari	49,21%	26,92%	48,80%		4,78%	2811,93%	15,13%
Kompienga	35,03%	14,96%	-17,01%		42,01%	-24,08%	9,83%
CENTRE-EST	4,98%	15,06%	-4,40%		-9,03%	14,18%	7,70%
Boulgou	3,18%	22,52%	8,59%		-18,48%	7,50%	7,84%
Kouritenga	-5,85%	10,40%	57,89%		-11,23%	29,64%	13,95%
Koulpélgo	24,88%	8,94%	-30,98%		5,06%	-3,22%	2,19%
NORD	13,16%	16,02%	20,82%	-42,74%	23,40%	13,43%	18,26%
Passoré	19,09%	-15,80%	73,44%		30,25%	5,73%	25,64%
Yatenga	15,63%	45,24%	0,83%		40,55%		25,28%
Loroum	6,75%	-27,53%	55,39%	-42,74%	11,14%		6,31%
Zondoma	2,55%	16,44%	17,40%		-8,93%	1507,04%	-2,80%
SUD-OUEST	-5,17%	5,08%	10,80%		5,45%	10,39%	4,51%
Bougouriba	-7,19%	-2,07%	12,47%		6,26%	36,68%	6,81%
Poni	-19,32%	-11,38%	-6,22%		8,66%	92,05%	2,34%
Ioba	1,19%	24,39%	13,65%		6,70%	-9,73%	3,20%
Noumbiel	12,91%	18,13%	16,23%		-0,27%	27,48%	11,90%
HAUTS-BASSINS	9,81%	14,53%	12,75%	20,51%	-1,57%	5,71%	9,53%
Houet	7,84%	12,35%	17,32%	25,40%	4,02%	-1,14%	8,92%
Kénédougou	24,45%	26,85%	41,52%	10,37%	-14,90%	124,87%	16,47%
Tuy	6,01%	1,68%	-17,67%		6,67%	9,10%	3,00%
CASCADES	16,39%	1,65%	1,96%	-20,06%	-23,05%	3,21%	-0,54%
Comoé	110,54%	1,55%	11,04%	-19,74%	-14,54%	6,57%	1,73%
Léraba	-27,94%	1,86%	-13,68%	-20,42%	-52,90%	-18,77%	-5,34%
BURKINA FASO	4,26%	7,93%	1,45%	-8,44%	0,35%	3,28%	3,41%

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 45 : Variation Superficie définitive de céréales EPA 2013/2014vsEPA 2012/2013 (y compris plaine et basfond)

DRASA/Province	MIL	MAÏS	RIZ	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	ENSEMBLE
CENTRE	**-5,41%**	**13,31%**	**2,56%**		**-3,62%**	**-2,95%**	**-2,05%**
Kadiogo	-5,41%	13,31%	2,56%		-3,62%	-2,95%	-2,05%
PLATEAU CENTRA	**28,98%**	**-8,27%**	**7,52%**		**5,01%**	**-22,35%**	**1,86%**
Ganzourgou	53,36%	-10,83%	-0,66%		6,73%	-30,07%	-7,83%
Oubritenga	14,99%	-0,11%	18,12%		4,44%	-6,92%	5,57%
Kourwéogo	37,78%	-19,93%	24,93%		3,34%	25,74%	18,43%
CENTRE-NORD	**6,73%**	**-3,91%**	**9,49%**		**16,24%**	**19,67%**	**12,40%**
Bam	4,92%	31,81%	15,13%		35,00%		24,21%
Namentenga	39,74%	-9,51%	7,96%		6,77%	5,69%	13,22%
Sanmatenga	-10,26%	-15,53%	6,77%		14,63%	20,65%	6,19%
CENTRE-OUEST	**24,87%**	**-3,92%**	**28,54%**		**-12,39%**	**4,45%**	**-0,50%**
Boulkièmdé	29,89%	-9,88%	21,82%		-11,00%	34,77%	5,32%
Sanguié	34,90%	6,41%	30,40%		-19,81%	-17,75%	-2,39%
Sissili	-26,16%	-6,60%	22,94%		11,99%	34,78%	0,22%
Ziro	10,66%	7,05%	61,25%		-17,75%	-26,99%	-8,89%
CENTRE-SUD	**-6,59%**	**18,01%**	**-10,09%**		**-3,40%**	**38,01%**	**9,40%**
Bazèga	12,89%	-5,28%	0,43%		-5,77%	-8,00%	-1,04%
Nahouri	-1,48%	35,44%	-0,57%		-17,67%	144,90%	46,54%
Zoundweogo	-21,20%	23,06%	-19,81%		0,25%	32,69%	2,59%
SAHEL	**-11,70%**	**75,35%**	**56,58%**	**-17,94%**	**36,12%**		**-4,08%**
Oudalan	-8,32%		139,39%		25,26%		-6,04%
Séno	23,61%	235,73%	99,05%		36,17%		28,05%
Soum	-24,19%	44,29%	20,08%	-17,94%	191,51%		-16,32%
Yagha	17,98%	59,54%	163,06%		6,43%		11,78%
BOUCLE DU MOUI	**13,22%**	**13,52%**	**10,76%**	**-20,50%**	**-2,43%**	**-12,54%**	**5,75%**
Kossi	15,10%	15,27%	25,61%	-20,53%	12,73%	6,26%	11,60%
Mouhoun	4,97%	11,93%	-30,76%		-21,46%	-83,98%	-10,10%
Sourou	10,82%	-6,64%	13,81%		19,04%	-96,84%	10,17%
Balé	10,31%	14,34%	42,34%		-2,44%	36,58%	10,40%
Banwa	16,96%	16,65%	9,90%	-19,92%	1,63%	-18,18%	10,53%
Nayala	20,34%	17,15%	17,91%		-7,93%	-61,53%	2,62%
EST	**-1,86%**	**-4,58%**	**-34,63%**		**-17,98%**	**-17,64%**	**-13,55%**
Gnagna	2,67%	16,44%	27,03%		-19,16%		-12,11%
Gourma	-21,20%	-6,12%	-23,79%		53,42%	-18,26%	-1,90%
Tapoa	2,03%	-17,09%	-54,10%		-37,78%	-32,43%	-31,86%
Komandjoari	49,21%	26,92%	48,80%		4,78%	2811,93%	15,13%
Kompienga	35,03%	14,96%	-17,01%		42,01%	-24,08%	9,83%
CENTRE-EST	**4,98%**	**15,06%**	**-4,40%**		**-9,03%**	**14,18%**	**7,70%**
Boulgou	3,18%	22,52%	8,59%		-18,48%	7,50%	7,84%
Kouritenga	-5,85%	10,40%	57,89%		-11,23%	29,64%	13,95%
Koulpélgo	24,88%	8,94%	-30,98%		5,06%	-3,22%	2,19%
NORD	**13,16%**	**16,02%**	**20,82%**	**-42,74%**	**23,40%**	**13,43%**	**18,26%**
Passoré	19,09%	-15,80%	73,44%		30,25%	5,73%	25,64%
Yatenga	15,63%	45,24%	0,83%		40,55%		25,28%
Loroum	6,75%	-27,53%	55,39%	-42,74%	11,14%		6,31%
Zondoma	2,55%	16,44%	17,40%		-8,93%	1507,04%	-2,80%
SUD-OUEST	**-5,17%**	**5,08%**	**10,80%**		**5,45%**	**10,39%**	**4,51%**
Bougouriba	-7,19%	-2,07%	12,47%		6,26%	36,68%	6,81%
Poni	-19,32%	-11,38%	-6,22%		8,66%	92,05%	2,34%
Ioba	1,19%	24,39%	13,65%		6,70%	-9,73%	3,20%
Noumbiel	12,91%	18,13%	16,23%		-0,27%	27,48%	11,90%
HAUTS-BASSINS	**9,81%**	**14,53%**	**12,75%**	**20,51%**	**-1,57%**	**5,71%**	**9,53%**
Houet	7,84%	12,35%	17,32%	25,40%	4,02%	-1,14%	8,92%
Kénédougou	24,45%	26,85%	41,52%	10,37%	-14,90%	124,87%	16,47%
Tuy	6,01%	1,68%	-17,67%		6,67%	9,10%	3,00%
CASCADES	**16,39%**	**1,65%**	**1,96%**	**-20,06%**	**-23,05%**	**3,21%**	**-0,54%**
Comoé	110,54%	1,55%	11,04%	-19,74%	-14,54%	6,57%	1,73%
Léraba	-27,94%	1,86%	-13,68%	-20,42%	-52,90%	-18,77%	-5,34%
BURKINA FASO	**4,26%**	**7,93%**	**1,45%**	**-8,44%**	**0,35%**	**3,28%**	**3,41%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 45 : Variation Superficie définitive de céréales EPA 2013/2014vsEPA 2012/2013 (y compris plaine et basfond)

DRASA/Province	MIL	MAÏS	RIZ	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	ENSEMBLE
CENTRE	**-5,41%**	**13,31%**	**2,56%**		**-3,62%**	**-2,95%**	**-2,05%**
Kadiogo	-5,41%	13,31%	2,56%		-3,62%	-2,95%	-2,05%
PLATEAU CENTRA	**28,98%**	**-8,27%**	**7,52%**		**5,01%**	**-22,35%**	**1,86%**
Ganzourgou	53,36%	-10,83%	-0,66%		6,73%	-30,07%	-7,83%
Oubritenga	14,99%	-0,11%	18,12%		4,44%	-6,92%	5,57%
Kourwéogo	37,78%	-19,93%	24,93%		3,34%	25,74%	18,43%
CENTRE-NORD	**6,73%**	**-3,91%**	**9,49%**		**16,24%**	**19,67%**	**12,40%**
Bam	4,92%	31,81%	15,13%		35,00%		24,21%
Namentenga	39,74%	-9,51%	7,96%		6,77%	5,69%	13,22%
Sanmatenga	-10,26%	-15,53%	6,77%		14,63%	20,65%	6,19%
CENTRE-OUEST	**24,87%**	**-3,92%**	**28,54%**		**-12,39%**	**4,45%**	**-0,50%**
Boulkièmdé	29,89%	-9,88%	21,82%		-11,00%	34,77%	5,32%
Sanguié	34,90%	6,41%	30,40%		-19,81%	-17,75%	-2,39%
Sissili	-26,16%	-6,60%	22,94%		11,99%	34,78%	0,22%
Ziro	10,66%	7,05%	61,25%		-17,75%	-26,99%	-8,89%
CENTRE-SUD	**-6,59%**	**18,01%**	**-10,09%**		**-3,40%**	**38,01%**	**9,40%**
Bazèga	12,89%	-5,28%	0,43%		-5,77%	-8,00%	-1,04%
Nahouri	-1,48%	35,44%	-0,57%		-17,67%	144,90%	46,54%
Zoundweogo	-21,20%	23,06%	-19,81%		0,25%	32,69%	2,59%
SAHEL	**-11,70%**	**75,35%**	**56,58%**	**-17,94%**	**36,12%**		**-4,08%**
Oudalan	-8,32%		139,39%		25,26%		-6,04%
Séno	23,61%	235,73%	99,05%		36,17%		28,05%
Soum	-24,19%	44,29%	20,08%	-17,94%	191,51%		-16,32%
Yagha	17,98%	59,54%	163,06%		6,43%		11,78%
BOUCLE DU MOUH	**13,22%**	**13,52%**	**10,76%**	**-20,50%**	**-2,43%**	**-12,54%**	**5,75%**
Kossi	15,10%	15,27%	25,61%	-20,53%	12,73%	6,26%	11,60%
Mouhoun	4,97%	11,93%	-30,76%		-21,46%	-83,98%	-10,10%
Sourou	10,82%	-6,64%	13,81%		19,04%	-96,84%	10,17%
Balé	10,31%	14,34%	42,34%		-2,44%	36,58%	10,40%
Banwa	16,96%	16,65%	9,90%	-19,92%	1,63%	-18,18%	10,53%
Nayala	20,34%	17,15%	17,91%		-7,93%	-61,53%	2,62%
EST	**-1,86%**	**-4,58%**	**-34,63%**		**-17,98%**	**-17,64%**	**-13,55%**
Gnagna	2,67%	16,44%	27,03%		-19,16%		-12,11%
Gourma	-21,20%	-6,12%	-23,79%		53,42%	-18,26%	-1,90%
Tapoa	2,03%	-17,09%	-54,10%		-37,78%	-32,43%	-31,86%
Komandjoari	49,21%	26,92%	48,80%		4,78%	2811,93%	15,13%
Kompienga	35,03%	14,96%	-17,01%		42,01%	-24,08%	9,83%
CENTRE-EST	**4,98%**	**15,06%**	**-4,40%**		**-9,03%**	**14,18%**	**7,70%**
Boulgou	3,18%	22,52%	8,59%		-18,48%	7,50%	7,84%
Kouritenga	-5,85%	10,40%	57,89%		-11,23%	29,64%	13,95%
Koulpélgo	24,88%	8,94%	-30,98%		5,06%	-3,22%	2,19%
NORD	**13,16%**	**16,02%**	**20,82%**	**-42,74%**	**23,40%**	**13,43%**	**18,26%**
Passoré	19,09%	-15,80%	73,44%		30,25%	5,73%	25,64%
Yatenga	15,63%	45,24%	0,83%		40,55%		25,28%
Loroum	6,75%	-27,53%	55,39%	-42,74%	11,14%		6,31%
Zondoma	2,55%	16,44%	17,40%		-8,93%	1507,04%	-2,80%
SUD-OUEST	**-5,17%**	**5,08%**	**10,80%**		**5,45%**	**10,39%**	**4,51%**
Bougouriba	-7,19%	-2,07%	12,47%		6,26%	36,68%	6,81%
Poni	-19,32%	-11,38%	-6,22%		8,66%	92,05%	2,34%
Ioba	1,19%	24,39%	13,65%		6,70%	-9,73%	3,20%
Noumbiel	12,91%	18,13%	16,23%		-0,27%	27,48%	11,90%
HAUTS-BASSINS	**9,81%**	**14,53%**	**12,75%**	**20,51%**	**-1,57%**	**5,71%**	**9,53%**
Houet	7,84%	12,35%	17,32%	25,40%	4,02%	-1,14%	8,92%
Kénédougou	24,45%	26,85%	41,52%	10,37%	-14,90%	124,87%	16,47%
Tuy	6,01%	1,68%	-17,67%		6,67%	9,10%	3,00%
CASCADES	**16,39%**	**1,65%**	**1,96%**	**-20,06%**	**-23,05%**	**3,21%**	**-0,54%**
Comoé	110,54%	1,55%	11,04%	-19,74%	-14,54%	6,57%	1,73%
Léraba	-27,94%	1,86%	-13,68%	-20,42%	-52,90%	-18,77%	-5,34%
BURKINA FASO	**4,26%**	**7,93%**	**1,45%**	**-8,44%**	**0,35%**	**3,28%**	**3,41%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 46: Variation Superficie définitive des cultures de rente EPA 2013/2014vsEPA 2012/2013

DRASA/Province	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	ENSEMBLE
CENTRE		**2,62%**	**-49,20%**		**-2,88%**
Kadiogo		2,62%	-49,20%		-2,88%
PLATEAU CENTR	**-67,20%**	**-4,93%**	**53,04%**		**0,02%**
Ganzourgou	-67,20%	-8,78%	80,68%		-8,09%
Oubritenga		-5,73%	47,55%		10,38%
Kourwéogo		9,05%	-4,28%		-0,87%
CENTRE-NORD		**3,40%**	**62,41%**		**5,26%**
Bam		18,00%			21,75%
Namentenga		-0,67%	61,43%		2,56%
Sanmatenga		3,53%	16,17%		3,77%
CENTRE-OUEST	**28,42%**	**-1,10%**	**60,03%**	**-24,72%**	**10,80%**
Boulkièmdé		-19,58%	-14,31%		-19,33%
Sanguié	47,13%	15,26%	-22,61%	-42,50%	9,19%
Sissili	27,16%	31,24%	54,13%	-25,10%	25,05%
Ziro	30,25%	17,63%	161,49%	-1,43%	62,48%
CENTRE-SUD	**183,42%**	**29,96%**	**139,54%**	**-13,66%**	**71,40%**
Bazèga	46,50%	28,53%	15,11%	153,32%	32,33%
Nahouri	188,48%	1,27%	365,57%	-20,24%	79,91%
Zoundweogo	7049,44%	55,78%	176,99%	150,01%	112,88%
SAHEL		**63,00%**	**-8,48%**		**11,73%**
Oudalan			52,49%		54,97%
Séno		304,45%			336,44%
Soum		-25,29%	-15,52%		-16,83%
Yagha		78,05%	91,33%		79,82%
BOUCLE DU MOU	**28,06%**	**30,89%**	**-4,83%**	**-80,49%**	**18,04%**
Kossi	73,30%	-17,91%	-23,77%		-11,64%
Mouhoun	50,88%	18,72%	9,77%	-81,37%	38,95%
Sourou		50,14%	-5,22%		24,82%
Balé	7,62%	67,82%	88,37%		18,42%
Banwa	14,30%	44,88%	34,62%	-72,27%	22,38%
Nayala	25,80%	65,29%			49,16%
EST	**0,33%**	**3,15%**	**25,19%**	**-16,44%**	**5,17%**
Gnagna		-0,46%	-84,00%		-1,56%
Gourma	58,44%	-4,21%	50,44%	-29,19%	38,32%
Tapoa	-17,21%	79,66%	-34,18%	-11,72%	-15,39%
Komandjoari		14,74%	123,49%	123,25%	26,62%
Kompienga	16,67%	9,69%	206,01%	-16,15%	41,53%
CENTRE-EST	**85,53%**	**52,25%**	**383,07%**	**-36,78%**	**62,01%**
Boulgou	266,48%	34,82%	-100,00%	-41,93%	51,50%
Kouritenga	68,23%	88,67%	494,01%		107,15%
Koulpélgo	63,62%	57,87%	201,13%	-35,36%	54,00%
NORD		**18,15%**	**78,56%**		**22,86%**
Passoré		2,27%	62,43%		7,68%
Yatenga		38,28%	188,25%		47,21%
Loroum		-16,14%	-49,04%		-20,59%
Zondoma		23,43%	244,31%		29,80%
SUD-OUEST	**33,72%**	**-3,29%**	**379,35%**	**-1,37%**	**19,59%**
Bougouriba	231,34%	5,71%	-90,08%	-44,69%	69,11%
Poni	118,75%	-23,45%	4313,31%	-15,98%	10,27%
Ioba	20,16%	0,83%		54,77%	16,47%
Noumbiel		43,95%		-72,86%	32,79%
HAUTS-BASSINS	**2,62%**	**11,89%**	**90,74%**	**-15,80%**	**8,72%**
Houet	-9,60%	10,36%	117,65%	591,54%	2,70%
Kénédougou	35,94%	9,04%	49,42%	-31,67%	29,92%
Tuy	-8,64%	21,95%	83,84%	15,77%	-1,85%
CASCADES	**-3,54%**	**10,28%**	**22,00%**		**5,60%**
Comoé	6,62%	10,99%	6,19%		8,21%
Léraba	-13,91%	7,31%	66,21%		0,94%
BURKINA FASO	**18,49%**	**12,82%**	**22,87%**	**-27,41%**	**16,21%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 47 : Variation Superficie définitive des autres cultures vivrières EPA 2013/2014vsEP

DRASA/Province	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	ENSEMBLE
CENTRE			**46,16%**	**84,08%**	**50,82%**
Kadiogo			46,16%	84,08%	50,82%
PLATEAU CENTRAL			**16,28%**	**-24,14%**	**2,32%**
Ganzourgou			16,00%	-37,17%	13,49%
Oubritenga			16,28%	-38,12%	-10,41%
Kourwéogo			19,42%	15,30%	16,75%
CENTRE-NORD			**29,90%**	**-27,27%**	**3,75%**
Bam			52,83%	-21,92%	4,68%
Namentenga			27,55%	-65,04%	-24,75%
Sanmatenga			26,66%	-3,93%	15,89%
CENTRE-OUEST	**-8,12%**	**-23,00%**	**25,35%**	**-24,08%**	**1,91%**
Boulkièmdé			75,26%	-30,62%	18,86%
Sanguié			62,09%	-27,28%	25,62%
Sissili	-8,12%	-24,56%	9,77%	70,27%	-6,53%
Ziro			-29,71%	864,64%	-24,06%
CENTRE-SUD		**-77,70%**	**66,47%**	**-8,70%**	**39,24%**
Bazèga			130,78%	17,27%	97,38%
Nahouri		-78,27%	-13,38%		-34,41%
Zoundweogo			89,01%	-61,40%	69,35%
SAHEL			**52,54%**	**-10,01%**	**29,93%**
Oudalan					
Séno			-14,29%		-7,26%
Soum			158,99%	-15,17%	62,18%
Yagha			-86,79%		-83,01%
BOUCLE DU MO		**798,99%**	**12,98%**	**6,35%**	**16,10%**
Kossi			17,01%	-6,18%	9,17%
Mouhoun			1,14%	-53,02%	-4,07%
Sourou			67,62%	102,52%	75,29%
Balé			6,37%		8,64%
Banwa		910,23%	17,88%	17,67%	39,49%
Nayala			14,46%	412,76%	21,70%
EST		**-28,47%**	**-27,56%**	**54,67%**	**-17,04%**
Gnagna			56,62%	67,36%	63,27%
Gourma		-2,37%	-36,43%	-36,60%	-33,16%
Tapoa		19,13%	-16,80%	68,15%	-13,50%
Komandjoari			-37,09%	-82,64%	-51,53%
Kompienga		-54,63%	-57,46%	223,23%	-44,65%
CENTRE-EST		**-70,80%**	**103,12%**	**-43,32%**	**50,48%**
Boulgou			72,01%	109,34%	76,88%
Kouritenga		-81,27%	115,78%	-47,47%	59,19%
Koulpélgo		285,40%	129,88%	-64,30%	4,86%
NORD			**64,18%**	**20,23%**	**43,57%**
Passoré			28,60%	-12,98%	8,92%
Yatenga			107,29%	41,36%	80,59%
Loroum			-62,84%	26,13%	12,18%
Zondoma			65,10%	7,36%	55,28%
SUD-OUEST	**45,69%**	**264,17%**	**8,87%**	**-24,03%**	**16,92%**
Bougouriba	85,24%	119,51%	101,23%	-11,97%	74,62%
Poni	93,51%	197,62%	-11,48%	-3,91%	11,39%
Ioba	219,97%		-17,38%	-91,82%	-20,58%
Noumbiel	34,98%	1,86%	39,97%	-69,85%	31,81%
HAUTS-BASSIN	**22,33%**	**24,72%**	**23,93%**	**-23,16%**	**8,41%**
Houet	7,69%	582,87%	29,02%	-30,18%	6,25%
Kénédougou	22,71%	17,33%	3,97%	-14,05%	2,49%
Tuy			43,91%	-24,89%	37,74%
CASCADES	**64,48%**	**14,42%**	**19,91%**	**-12,39%**	**9,78%**
Comoé	68,78%	218,79%	26,23%	-1,37%	21,32%
Léraba	52,32%	-2,59%	-4,88%	-24,46%	-12,80%
BURKINA FASO	**22,30%**	**2,16%**	**25,22%**	**-14,99%**	**13,09%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 04 : Rendement définitif de céréales en pure (hors plaines et bas-fonds aménagés) EPA 2013/20

Rég/prov	MIL	MAÏS	RIZ HORS AMENAGEMENT	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE
Centre						
Kadiogo	871	2 173	2 060		1 263	1 362
Plateau Central						
Ganzourgou	927	1 865	1 169		1 399	1 221
Oubritenga	855	1 241	470		1 182	1 144
Kourwéogo	472	723	417		833	472
Centre Nord						
Bam	440	592	983		859	
Namentenga	931	889	2 109		862	
Sanmatenga	686	997	362		785	
Centre Ouest						
Boulkièmdé	712	591	831		839	859
Sanguié	665	978	585		803	1 070
Sissili	740	1 759	1 425		1 040	1 064
Ziro	862	1 354	712		1 074	1 055
Centre Sud						
Bazèga	591	1 293	888		1 214	1 266
Nahouri	941	1 720	986		1 086	1 267
Zoundweogo	1 317	1 706	1 054		1 178	1 491
Sahel						
Oudalan	535	122			467	200
Séno	418	802			643	
Soum	484	1 276		916	765	
Yagha	715	1 023			806	
Boucle du Mouhoun						
Kossi	846	1 254	456	715	1 203	885
Mouhoun	1 004	2 106	993		1 042	934
Sourou	958	1 649	1 837		1 117	923
Balé	1 367	2 311	1 704		1 460	1 476
Banwa	920	1 660	1 643	316	1 191	731
Nayala	978	1 389	827		1 235	1 600
Est						
Gnagna	641	599	651		1 066	
Gourma	754	1 451	1 449		834	650
Tapoa	977	1 515	1 730		1 137	1 236
Komandjoari	754	784			945	633
Kompienga	1 035	2 174	2 805		908	880
Centre Est						
Boulgou	1 022	1 371	1 053		1 036	1 205
Kouritenga	1 200	1 501	964		1 314	1 266
Koulpélgo	734	1 285	1 215		1 196	981
Nord						
Passoré	1 041	899	360		1 121	1 211
Yatenga	843	833	921		877	
Loroum	932	850		283	971	
Zondoma	855	1 171			1 064	825
Sud Ouest						
Bougouriba	717	1 150	795		921	923
Poni	485	1 088	876		1 084	1 103
Ioba	752	1 338	1 348		1 021	1 058
Noumbiel	261	340	322		479	439
Hauts Bassins						
Houet	898	1 920	1 733	924	1 171	1 099
Kénédougou	840	1 977	1 061	840	775	805
Tuy	1 020	2 302	2 324		1 217	1 146
Cascades						
Comoé	1 940	1 709	1 248	1 162	880	1 266
Léraba	1 206	2 204	1 246	1 268	1 467	
Burkina Faso	**848**	**1 332**	**1 148**	**803**	**1 018**	**1 021**

Tableau 05 : Rendement définitif des cultures de rente en pure EPA 2013/2014

Rég/prov	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA
Centre				
Kadiogo		1 177	841	
Plateau Central				
Ganzourgou	1 011	859	600	1 120
Oubritenga		748	666	
Kourwéogo		665	428	
Centre Nord				
Bam		370	131	
Namentenga		729	380	
Sanmatenga		566	800	
Centre Ouest				
Boulkièmdé		627	115	
Sanguié	720	706	372	714
Sissili	1 114	989	647	958
Ziro	623	792	624	767
Centre Sud				
Bazèga	980	732	523	400
Nahouri	1 134	849	556	1 002
Zoundweogo	1 855	842	129	742
Sahel				
Oudalan		-	175	
Séno		1 014	423	
Soum		372	343	
Yagha		673	178	
Boucle du Mouhoun				
Kossi	695	714	617	
Mouhoun	1 345	905	616	560
Sourou		1 006	818	
Balé	1 453	1 071	835	
Banwa	1 069	819	664	480
Nayala	1 241	917	728	
Est				
Gnagna		580	478	
Gourma	937	560	614	522
Tapoa	1 180	569	492	1 046
Komandjoari		369	448	147
Kompienga	1 134	848	812	752
Centre Est				
Boulgou	965	577		1 113
Kouritenga		615	185	1 085
Koulpélgo	1 439	510	760	1 035
Nord				
Passoré		774	681	
Yatenga		728	490	
Loroum		654	619	960
Zondoma		772	624	
Sud Ouest				
Bougouriba	794	564	560	1 107
Poni	1 409	723	810	355
Ioba	1 048	528	680	215
Noumbiel		324		424
Hauts Bassins				
Houet	1 273	1 061	744	1 048
Kénédougou	1 320	696	440	566
Tuy	1 155	923	708	502
Cascades				
Comoé	1 232	780	450	-
Léraba	1 452	1 008	773	
Burkina Faso	**1 143**	**718**	**548**	**705**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 06 : Rendement définitif des autres cultures vivrières en pure EPA 2013/20

Rég/prov	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU
Centre				
Kadiogo			1 202	843
Plateau Central				
Ganzourgou			600	970
Oubritenga			771	684
Kourwéogo		1 600	1 036	762
Centre Nord				
Bam			420	569
Namentenga			468	749
Sanmatenga			787	666
Centre Ouest				
Boulkièmdé			742	417
Sanguié		4 480	755	906
Sissili	6 377	6 006	803	419
Ziro		6 000	404	1 010
Centre Sud				
Bazèga		3 120	733	897
Nahouri		7 325	658	
Zoundweogo			1 573	400
Sahel				
Oudalan			741	
Séno			517	309
Soum			508	588
Yagha			817	496
Boucle du Mouhoun				
Kossi			942	803
Mouhoun			1 027	658
Sourou			620	1 102
Balé			1 027	1 500
Banwa		24 774	732	799
Nayala			927	
Est				
Gnagna			252	673
Gourma		4 549	527	1 107
Tapoa		11 400	760	246
Komandjoari			195	446
Kompienga		7 736	817	710
Centre Est				
Boulgou		4 081	676	791
Kouritenga		18 779	738	1 219
Koulpélgo		3 600	1 040	1 187
Nord				
Passoré			719	842
Yatenga			752	865
Loroum			1 561	618
Zondoma		704	763	782
Sud Ouest				
Bougouriba	4 981	2 312	435	450
Poni	5 325	2 151	454	908
Ioba	1 051	2 413	543	231
Noumbiel	7 360		443	375
Hauts Bassins				
Houet	2 332	8 696	792	1 091
Kénédougou	6 844	19 444	474	757
Tuy			693	858
Cascades				
Comoé	3 849	3 129	657	948
Léraba	4 970	4 847	838	1 114
Burkina Faso	**4 788**	**7 007**	**732**	**756**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 38 : Production définitive totale (en tonne) totale de céréales - EPA 2013/2014

Rég/prov	MIL	MAÏS*	RIZ*	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	CEREALES
Centre	**13 900**	**14 520**	**5 115**	**-**	**23 120**	**14 376**	**71 030**
Kadiogo	13 900	14 520	5 115	-	23 120	14 376	71 030
Plateau Central	**43 600**	**34 565**	**13 567**	**-**	**78 162**	**45 161**	**215 055**
Ganzourgou	11 631	25 971	7 427	-	37 545	30 703	113 276
Oubritenga	20 202	7 979	3 283	-	26 582	13 011	71 056
Kourwéogo	11 767	615	2 858	-	14 035	1 448	30 723
Centre Nord	**65 742**	**11 723**	**9 022**	**-**	**164 694**	**1 620**	**252 801**
Bam	15 371	2 191	1 825	-	36 617	-	56 004
Namentenga	24 111	4 233	3 741	-	53 621	158	85 864
Sanmatenga	26 260	5 299	3 457	-	74 455	1 462	110 933
Centre Ouest	**94 771**	**131 974**	**14 614**	**-**	**159 530**	**46 230**	**447 119**
Boulkièmdé	26 622	2 893	3 924	-	40 207	15 867	89 513
Sanguié	53 460	3 244	2 985	-	67 932	6 927	134 548
Sissili	4 773	104 877	6 087	-	31 942	11 441	159 119
Ziro	9 916	20 960	1 617	-	19 450	11 995	63 938
Centre Sud	**41 655**	**66 885**	**14 034**	**-**	**42 305**	**69 070**	**233 948**
Bazèga	14 313	15 221	2 118	-	16 846	13 704	62 202
Nahouri	4 362	27 665	5 001	-	2 474	24 868	64 370
Zoundweogo	22 979	23 999	6 915	-	22 985	30 498	107 376
Sahel	**179 154**	**5 101**	**3 447**	**110**	**64 192**	**1 061**	**253 066**
Oudalan	51 419	18	148	-	5 635	1 049	58 269
Séno	21 196	890	861	-	13 311	-	36 258
Soum	82 781	2 519	1 851	110	12 445	12	99 719
Yagha	23 759	1 673	587	-	32 801	-	58 820
Boucle du Mouhoun	**314 621**	**296 962**	**60 411**	**8 540**	**317 360**	**39 339**	**1 037 233**
Kossi	139 810	16 117	488	8 375	33 656	18 175	216 621
Mouhoun	53 164	63 627	3 939	-	60 401	974	182 105
Sourou	41 766	21 311	9 903	-	71 740	132	144 851
Balé	22 638	88 881	11 357	-	49 579	18 241	190 696
Banwa	21 326	104 050	31 418	165	47 453	1 481	205 892
Nayala	35 918	2 977	3 307	-	54 531	336	97 068
Est	**54 034**	**111 735**	**23 944**	**-**	**190 581**	**24 275**	**404 569**
Gnagna	19 018	5 786	3 319	-	77 016	296	105 435
Gourma	14 737	29 886	4 985	-	22 664	15 833	88 104
Tapoa	8 572	42 592	7 697	-	69 222	2 866	130 950
Komandjoari	3 174	1 601	1 768	-	18 299	659	25 501
Kompienga	8 533	31 870	6 176	-	3 380	4 620	54 580
Centre Est	**63 079**	**93 492**	**52 429**	**-**	**32 541**	**114 820**	**356 361**
Boulgou	31 598	44 962	34 507	-	8 682	29 183	148 931
Kouritenga	12 939	6 820	7 425	-	14 449	60 784	102 417
Koulpélgo	18 542	41 710	10 498	-	9 410	24 853	105 012
Nord	**122 631**	**8 220**	**8 012**	**117**	**189 096**	**4 790**	**332 865**
Passoré	13 597	902	1 877	-	54 906	3 181	74 463
Yatenga	75 540	4 824	3 388	-	89 122	-	172 875
Loroum	27 748	1 002	981	117	11 583	-	41 431
Zondoma	5 745	1 491	1 767	-	33 484	1 609	44 096
Sud Ouest	**29 013**	**79 167**	**11 269**	**-**	**31 364**	**51 927**	**202 740**
Bougouriba	3 769	11 925	1 293	-	4 283	8 192	29 462
Poni	8 141	26 839	2 284	-	9 383	15 097	61 744
Ioba	14 393	34 684	5 773	-	13 285	27 485	95 620
Noumbiel	2 709	5 719	1 920	-	4 413	1 154	15 914
Hauts Bassins	**47 162**	**551 780**	**62 080**	**9 134**	**120 993**	**37 432**	**828 582**
Houet	22 016	170 597	33 942	6 594	53 298	28 315	314 762
Kénédougou	7 255	217 680	16 796	2 539	25 092	2 022	271 384
Tuy	17 891	163 504	11 343	-	42 603	7 095	242 436
Cascades	**9 208**	**179 296**	**27 438**	**1 987**	**13 810**	**2 617**	**234 355**
Comoé	4 893	111 796	16 882	1 022	10 666	2 270	147 530
Léraba	4 315	67 500	10 555	964	3 144	347	86 826
Burkina Faso	**1 078 570**	**1 585 418**	**305 382**	**19 887**	**1 427 747**	**452 718**	**4 869 723**

Tableau 32 : Production totale définitive (en tonne) des cultures de rente EPA 2013/20

Rég/prov	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA
Centre	**-**	**9 423**	**519**	**-**
Kadiogo	-	9 423	519	-
Plateau Central	**827**	**12 506**	**5 663**	**24**
Ganzourgou	827	5 983	2 320	24
Oubritenga	-	4 690	3 116	-
Kourwéogo	-	1 832	227	-
Centre Nord	**-**	**15 209**	**1 852**	**-**
Bam	-	1 341	25	-
Namentenga	-	7 507	1 217	-
Sanmatenga	-	6 361	609	-
Centre Ouest	**30 320**	**49 586**	**8 948**	**2 732**
Boulkièmdé	-	18 658	180	-
Sanguié	703	7 279	807	12
Sissili	25 216	20 037	2 361	2 658
Ziro	4 402	3 612	5 601	62
Centre Sud	**34 506**	**28 649**	**4 107**	**1 531**
Bazèga	6 463	8 476	1 257	52
Nahouri	17 026	6 307	2 729	950
Zoundweogo	11 017	13 865	121	528
Sahel	**-**	**3 863**	**6 548**	**-**
Oudalan	-	-	84	-
Séno	-	1 239	294	-
Soum	-	329	6 000	-
Yagha	-	2 295	170	-
Boucle du Mouhoun	**229 274**	**44 145**	**46 945**	**200**
Kossi	8 981	5 377	21 923	-
Mouhoun	97 042	6 434	6 156	165
Sourou	-	6 530	3 112	-
Balé	68 487	13 529	2 152	-
Banwa	48 650	8 190	13 237	34
Nayala	6 115	4 083	365	-
Est	**60 732**	**45 496**	**26 538**	**5 782**
Gnagna	-	38 988	4 755	-
Gourma	11 544	2 908	12 120	742
Tapoa	35 911	2 687	4 509	4 289
Komandjoari	-	758	206	6
Kompienga	13 277	154	4 948	745
Centre Est	**55 818**	**30 837**	**1 744**	**9 943**
Boulgou	9 990	14 193	5	4 599
Kouritenga	1 650	8 862	1 425	353
Koulpélgo	44 178	7 783	313	4 992
Nord	**0**	**23 437**	**2 943**	**6**
Passoré	0	5 330	857	-
Yatenga	-	12 623	1 480	-
Loroum	-	2 237	280	6
Zondoma	-	3 248	326	-
Sud Ouest	**47 229**	**17 169**	**1 855**	**520**
Bougouriba	3 875	1 384	26	143
Poni	4 777	5 605	1 066	78
Ioba	38 577	8 495	750	257
Noumbiel	-	1 685	13	43
Hauts Bassins	**248 947**	**43 918**	**17 340**	**1 036**
Houet	86 979	25 816	10 345	288
Kénédougou	90 556	10 405	2 539	663
Tuy	71 411	7 696	4 456	84
Cascades	**58 567**	**25 450**	**12 345**	**-**
Comoé	30 334	19 580	6 256	-
Léraba	28 233	5 870	6 089	-
Burkina Faso	**766 221**	**349 688**	**137 347**	**21 773**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 33 : Production totale définitive (en tonne) des autres cultures vivrières EPA 201

Rég/prov	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU
Centre	**-**	**-**	**20 050**	**1 008**
Kadiogo	-	-	20 050	1 008
Plateau Central	**-**	**11**	**50 076**	**3 077**
Ganzourgou	-	-	18 436	177
Oubritenga	-	-	17 703	1 629
Kourwéogo	-	11	13 937	1 270
Centre Nord	**-**	**-**	**75 450**	**4 732**
Bam	-	-	11 196	1 092
Namentenga	-	-	19 689	789
Sanmatenga	-	-	44 566	2 851
Centre Ouest	**29 927**	**16 570**	**56 611**	**3 123**
Boulkièmdé	-	-	20 284	1 472
Sanguié	-	233	25 196	1 272
Sissili	29 927	16 313	8 189	236
Ziro	-	24	2 942	142
Centre Sud	**-**	**1 764**	**28 920**	**2 472**
Bazèga	-	20	15 697	937
Nahouri	-	1 744	1 647	1 314
Zoundweogo	-	-	11 576	221
Sahel	**-**	**-**	**8 740**	**690**
Oudalan	-	-	1 584	-
Séno	-	-	3 385	23
Soum	-	-	3 231	655
Yagha	-	-	539	12
Boucle du Mouhoun	**-**	**38 638**	**88 925**	**5 090**
Kossi	-	-	11 147	2 111
Mouhoun	-	-	11 092	335
Sourou	-	-	40 160	1 277
Balé	-	-	7 092	157
Banwa	-	38 638	7 659	939
Nayala	-	-	11 775	271
Est	**-**	**2 874**	**58 979**	**1 351**
Gnagna	-	-	21 768	975
Gourma	-	1 371	19 498	131
Tapoa	-	141	12 039	45
Komandjoari	-	-	3 551	5
Kompienga	-	1 362	2 122	195
Centre Est	**-**	**3 153**	**50 254**	**5 131**
Boulgou	-	251	11 590	4 125
Kouritenga	-	2 686	27 838	175
Koulpélgo	-	216	10 826	832
Nord	**-**	**4**	**94 298**	**4 312**
Passoré	-	-	17 769	741
Yatenga	-	-	53 221	2 132
Loroum	-	-	2 574	1 168
Zondoma	-	4	20 733	270
Sud Ouest	**44 014**	**258**	**20 387**	**4 511**
Bougouriba	2 739	41	3 713	283
Poni	8 256	126	7 566	974
Ioba	36	83	7 323	3 010
Noumbiel	32 983	8	1 784	244
Hauts Bassins	**12 227**	**100 700**	**35 458**	**13 732**
Houet	94	3 373	23 235	8 277
Kénédougou	12 119	97 327	6 161	4 452
Tuy	15	-	6 062	1 003
Cascades	**5 408**	**3 578**	**11 657**	**7 326**
Comoé	3 788	557	8 189	4 368
Léraba	1 620	3 021	3 468	2 958
Burkina Faso	**91 577**	**167 550**	**599 804**	**56 555**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 48: Variation Production définitive des céréales EPA 2013/2014vsEPA 2012/2013

DRASA/Province	MIL	MAÏS*	RIZ*	FONIO	SORGHO BLANC	SORGHO ROUGE	ENSEMBLE
CENTRE	**-14,26%**	**-6,69%**	**0,14%**		**-18,76%**	**-12,81%**	**-13,20%**
Kadiogo	-14,26%	-6,69%	0,14%		-18,76%	-12,81%	-13,20%
PLATEAU CENTRAL	**20,11%**	**-0,13%**	**6,83%**		**9,07%**	**-18,42%**	**2,10%**
Ganzourgou	109,45%	1,46%	-1,93%		29,91%	-23,74%	5,00%
Oubritenga	23,72%	-1,14%	44,83%		7,25%	-2,19%	9,73%
Kourwéogo	-18,38%	-34,85%	-0,07%		-21,91%	-19,36%	-19,13%
CENTRE-NORD	**-9,26%**	**-38,57%**	**17,79%**		**-5,86%**	**-24,99%**	**-8,50%**
Bam	-19,39%	-1,20%	38,63%		17,18%		3,87%
Namentenga	57,68%	-33,62%	15,02%		10,35%	-69,04%	16,00%
Sanmatenga	-31,06%	-49,48%	11,84%		-21,71%	-7,63%	-25,22%
CENTRE-OUEST	**19,35%**	**-40,43%**	**-15,89%**		**-17,48%**	**-6,32%**	**-20,30%**
Boulkièmdé	20,86%	-18,87%	-1,99%		-16,59%	28,68%	-0,69%
Sanguié	30,83%	4,31%	-0,17%		-26,56%	-31,54%	-10,05%
Sissili	-48,58%	-45,80%	-30,50%		-4,21%	4,56%	-37,80%
Ziro	37,04%	-1,90%	-0,29%		0,92%	-24,83%	-2,31%
CENTRE-SUD	**-1,67%**	**45,75%**	**-15,74%**		**-5,46%**	**60,30%**	**21,38%**
Bazèga	11,86%	6,26%	-27,93%		-11,34%	-1,76%	-1,28%
Nahouri	13,66%	83,91%	-11,20%		-21,27%	133,07%	67,96%
Zoundweogo	-10,68%	45,24%	-14,47%		1,68%	65,12%	17,47%
SAHEL	**-14,66%**	**44,79%**	**50,92%**	**17,47%**	**23,86%**	**7134,21%**	**-5,46%**
Oudalan	1,14%		586,46%		33,78%	7051,57%	5,78%
Séno	-42,96%	676,50%	147,82%		41,37%		-22,91%
Soum	-19,51%	43,03%	9,41%	17,47%	53,33%		-12,92%
Yagha	24,44%	1,60%	163,05%		9,04%		15,23%
BOUCLE DU MOUHO	**5,89%**	**36,09%**	**8,34%**	**-6,86%**	**-0,56%**	**-10,84%**	**9,93%**
Kossi	8,55%	60,65%	-26,97%	-4,29%	45,65%	17,30%	15,93%
Mouhoun	-8,46%	20,84%	-18,02%		-32,01%	-89,52%	-14,77%
Sourou	-9,16%	-6,69%	2,45%		2,71%	-96,85%	-5,03%
Balé	28,47%	51,41%	82,73%		12,85%	42,49%	36,92%
Banwa	27,09%	45,48%	-0,41%	-60,49%	12,03%	-24,56%	25,09%
Nayala	20,30%	21,03%	15,56%		6,81%	-10,31%	12,08%
EST	**-7,36%**	**-32,47%**	**-40,46%**		**-13,12%**	**-35,95%**	**-22,42%**
Gnagna	-10,38%	-18,34%	-3,93%		2,36%		-1,46%
Gourma	-28,19%	-12,68%	-30,16%		20,81%	-34,04%	-15,81%
Tapoa	2,74%	-55,67%	-66,75%		-32,78%	-58,48%	-44,90%
Komandjoari	-1,66%	-35,90%	84,81%		-7,22%	2206,50%	-3,53%
Kompienga	70,22%	24,64%	11,87%		26,32%	-33,66%	19,32%
CENTRE-EST	**7,45%**	**0,18%**	**1,07%**		**-4,84%**	**16,65%**	**5,89%**
Boulgou	17,27%	14,96%	10,72%		-22,00%	5,27%	9,45%
Kouritenga	-14,65%	-47,95%	56,37%		13,48%	40,35%	15,01%
Koulpélgo	11,70%	1,45%	-34,23%		-8,91%	-9,29%	-5,74%
NORD	**6,21%**	**9,08%**	**-2,13%**	**-78,78%**	**18,20%**	**-31,67%**	**11,43%**
Passoré	4,33%	-38,08%	45,49%		0,88%	-44,36%	-1,93%
Yatenga	16,28%	54,53%	-15,00%		66,75%		36,45%
Loroum	-13,79%	-34,50%	-25,29%	-78,78%	-9,02%		-14,24%
Zondoma	8,85%	4,53%	10,57%		-14,96%	1275,77%	-7,73%
SUD-OUEST	**-28,02%**	**-3,45%**	**-4,14%**		**-14,69%**	**5,06%**	**-7,98%**
Bougouriba	-22,37%	-11,64%	-9,34%		-10,66%	37,37%	-3,69%
Poni	-42,46%	-25,67%	0,91%		-27,68%	63,82%	-17,36%
Ioba	-10,54%	57,98%	15,59%		9,37%	-12,64%	10,36%
Noumbiel	-48,04%	-45,19%	-37,51%		-35,56%	-58,62%	-43,88%
HAUTS-BASSINS	**12,77%**	**16,51%**	**1,96%**	**14,50%**	**-5,81%**	**14,60%**	**11,16%**
Houet	-1,45%	15,94%	11,62%	3,17%	-3,61%	14,56%	9,94%
Kénédougou	63,85%	18,41%	35,74%	60,20%	-18,72%	73,00%	15,84%
Tuy	18,85%	14,66%	-37,36%		0,73%	4,70%	7,83%
CASCADES	**-7,63%**	**1,86%**	**-5,15%**	**-22,99%**	**-24,22%**	**-61,07%**	**-3,33%**
Comoé	93,18%	0,00%	7,29%	-27,67%	-23,86%	-57,88%	-2,22%
Léraba	-41,97%	5,10%	-19,98%	-17,32%	-25,41%	-73,98%	-5,18%
BURKINA FASO	**0,02%**	**1,87%**	**-4,39%**	**-3,74%**	**-3,60%**	**2,26%**	**-0,59%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 49:Variation Production définitive des cultures de rente EPA 2013/2014vsEPA 2012

DRASA/Province	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA
CENTRE		**43,17%**	**-23,69%**	
Kadiogo		43,17%	-23,69%	
PLATEAU CENTRAL	**-58,53%**	**-11,69%**	**47,14%**	**-89,35%**
Ganzourgou	-58,53%	-14,54%	56,78%	
Oubritenga		-15,05%	85,04%	
Kourwéogo		11,75%	-66,80%	
CENTRE-NORD		**0,90%**	**-25,06%**	
Bam		-25,10%	26,01%	
Namentenga		50,48%	-25,46%	
Sanmatenga		-23,30%	-25,51%	
CENTRE-OUEST	**42,78%**	**17,70%**	**74,01%**	**-36,66%**
Boulkièmdé		-3,63%	-63,13%	
Sanguié	26,11%	-3,21%	-39,24%	19,28%
Sissili	32,71%	57,58%	82,58%	-37,46%
Ziro	78,78%	42,74%	175,42%	17,05%
CENTRE-SUD	**320,10%**	**13,12%**	**29,62%**	**-35,74%**
Bazèga	76,15%	21,29%	-2,67%	203,64%
Nahouri	274,62%	-28,39%	87,74%	-32,39%
Zoundweogo		45,49%	-71,42%	-44,97%
SAHEL		**90,54%**	**22,57%**	
Oudalan			50,50%	
Séno		617,10%		
Soum		-49,51%	18,47%	
Yagha		90,80%	-23,41%	
BOUCLE DU MOUHOU	**57,64%**	**36,49%**	**24,88%**	**-79,81%**
Kossi	165,74%	-38,26%	0,88%	
Mouhoun	70,04%	34,41%	31,89%	-82,61%
Sourou		39,75%	11,63%	
Balé	33,91%	85,08%	169,07%	
Banwa	64,46%	67,99%	74,06%	-8,84%
Nayala	43,30%	105,52%		
EST	**-9,64%**	**12,38%**	**33,12%**	**-2,73%**
Gnagna		12,77%	206,81%	
Gourma	55,99%	2,12%	66,28%	-43,52%
Tapoa	-26,29%	43,23%	-48,23%	15,43%
Komandjoari		-27,26%	-80,40%	-61,05%
Kompienga	19,69%	6,32%	270,73%	-17,27%
CENTRE-EST	**105,49%**	**4,19%**	**42,86%**	**20,94%**
Boulgou	278,66%	-15,90%	-98,66%	-8,97%
Kouritenga	-25,39%	37,41%	121,56%	339,13%
Koulpélgo	97,99%	24,12%	77,36%	61,56%
NORD		**6,70%**	**28,91%**	
Passoré		-19,23%	75,06%	
Yatenga		41,33%	115,59%	
Loroum		-35,28%	-72,48%	
Zondoma		8,98%	268,38%	
SUD-OUEST	**54,94%**	**-11,24%**	**309,73%**	**-42,29%**
Bougouriba	300,46%	3,98%	-94,12%	-25,44%
Poni	103,19%	-25,69%	8216,73%	-43,29%
Ioba	42,01%	-12,65%		-40,61%
Noumbiel		33,80%		-76,51%
HAUTS-BASSINS	**-0,09%**	**30,34%**	**135,08%**	**-21,00%**
Houet	-7,84%	47,78%	151,50%	998,00%
Kénédougou	35,82%	6,14%	229,24%	-43,26%
Tuy	-18,95%	19,85%	78,81%	-27,36%
CASCADES	**5,90%**	**-9,21%**	**12,47%**	
Comoé	14,38%	-13,99%	-17,51%	
Léraba	-1,91%	11,42%	79,51%	
BURKINA FASO	**26,23%**	**12,53%**	**36,68%**	**-10,42%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

Tableau 50 :Variation Production définitive des autres cultures vivrières EPA 2013/2014vsEPA 2

DRASA/Province	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU
CENTRE			**39,01%**	**118,92%**
Kadiogo			39,01%	118,92%
PLATEAU CENTRAL			**2,92%**	**-31,43%**
Ganzourgou			2,10%	-39,53%
Oubritenga			3,02%	-46,89%
Kourwéogo			3,89%	12,79%
CENTRE-NORD			**-12,18%**	**-39,06%**
Bam			-18,77%	-34,97%
Namentenga			-17,53%	-55,21%
Sanmatenga			-7,65%	-34,07%
CENTRE-OUEST	**-57,14%**	**-55,36%**	**11,18%**	**-24,50%**
Boulkièmdé			39,23%	-31,78%
Sanguié			3,85%	-26,61%
Sissili	-57,14%	-56,05%	-7,58%	1,79%
Ziro			-8,87%	1006,96%
CENTRE-SUD		**-86,10%**	**79,03%**	**-37,04%**
Bazèga			47,56%	41,35%
Nahouri		-86,26%	-21,78%	-38,32%
Zoundweogo			239,49%	-80,49%
SAHEL			**-50,65%**	**-62,65%**
Oudalan			59,18%	
Séno			9,13%	
Soum			-70,77%	-62,19%
Yagha			-78,94%	-89,32%
BOUCLE DU MOUHOUN		**5094,70%**	**-14,37%**	**22,69%**
Kossi			-6,07%	0,60%
Mouhoun			26,49%	-66,14%
Sourou			-33,03%	179,34%
Balé			22,46%	583,58%
Banwa		17436,30%	-18,75%	61,95%
Nayala			46,65%	
EST		**-8,19%**	**-8,91%**	**3,00%**
Gnagna			75,38%	10,55%
Gourma		36,23%	2,89%	-43,43%
Tapoa		1635,94%	-51,24%	-32,20%
Komandjoari			-44,54%	-93,04%
Kompienga		-35,63%	-7,31%	219,30%
CENTRE-EST		**45,83%**	**15,90%**	**-3,01%**
Boulgou			-1,26%	5,89%
Kouritenga		24,24%	21,24%	-67,92%
Koulpélgo			24,99%	-2,17%
NORD		**20,80%**	**26,67%**	**18,96%**
Passoré			-9,66%	3,11%
Yatenga			56,42%	58,44%
Loroum			-40,76%	-10,44%
Zondoma			26,38%	5,61%
SUD-OUEST	**61,24%**	**402,51%**	**-34,81%**	**-15,17%**
Bougouriba	158,91%	10259,65%	-25,05%	-32,76%
Poni	54,67%	178,82%	-31,21%	-37,99%
Ioba	-63,83%		-41,46%	2,72%
Noumbiel	58,55%	44,57%	-36,55%	-38,31%
HAUTS-BASSINS	**2,17%**	**206,42%**	**-1,00%**	**-13,78%**
Houet	-56,74%	1140,60%	10,28%	-12,41%
Kénédougou	3,13%	198,63%	-22,06%	-18,92%
Tuy			-11,42%	1,77%
CASCADES	**30,65%**	**-11,69%**	**3,59%**	**6,52%**
Comoé	25,18%	172,98%	-1,54%	18,26%
Léraba	45,52%	-21,49%	18,15%	-7,10%
BURKINA FASO	**-19,21%**	**80,52%**	**0,21%**	**-13,15%**

Source : Direction des Statistiques Sectorielles/DGESS/MASA

TABLEAU 51 : SUPERFICIE DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	Mil	Maïs*	Riz*	Fonio	Sorgho blanc	Sorgho rouge	Ensemble
2008-2009	1 577 220	608 368	79 112	23 869	1 510 200	391 576	4 190 344
2009-2010	1 255 085	585 230	92 243	33 583	1 286 587	366 528	3 619 257
2010-2011	1 361 835	790 321	133 737	22 481	1 507 714	475 408	4 291 496
2011-2012	1 143 410	701 196	135 479	21 691	1 274 953	406 928	3 683 656
2012-2013	1 272 901	846 488	136 864	26 833	1 394 750	393 945	4 071 782
Moyenne	**1 322 090**	**706 321**	**115 487**	**25 691**	**1 394 841**	**406 877**	**3 971 307**
2013/2014	**1 327 078**	**913 630**	**138 852**	**24 567**	**1 399 660**	**406 869**	**4 210 656**
Variation 2013/201	**4,26%**	**7,93%**	**1,45%**	**-8,44%**	**0,35%**	**3,28%**	**3,41%**
moyenne quinquenal	**0,38%**	**29,35%**	**20,23%**	**-4,38%**	**0,35%**	**0,00%**	**6,03%**

Tableau 52: SUPERFICIE DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	RENTE
2008-2009	535 325	369 125	91 997	10 703	1 007 150
2009-2010	406 278	458 222	93 384	10 787	968 671
2010-2011	462 807	409 922	125 471	17 827	1 016 161
2011-2012	395 089	388 704	120 750	25 984	930 527
2012-2013	531 242	397 762	165 575	22 198	1 116 777
Moyenne	**466 148**	**404 747**	**119 435**	**17 500**	**1 007 857**
2013/2014	**629 460**	**448 767**	**203 449**	**16 114**	**1 297 790**
Variation 2013/201	**18,49%**	**12,82%**	**22,87%**	**-27,41%**	**16,21%**
Variation moyenne quinquenal	**35,03%**	**10,88%**	**70,34%**	**-7,92%**	**28,77%**

Tableau 53: SUPERFICIE DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	AUTRES CULTURES VIVRIERES
2008-2009	119 492	50 457	6 022	6 602	182 573
2009-2010	8 586	6 419	114 013	41 032	170 049
2010-2011	14 677	9 005	121 404	45 947	191 033
2011-2012	13 327	7 359	99 368	43 412	163 466
2012-2013	12 485	11 173	133 522	57 445	214 625
Moyenne	**33 713**	**16 883**	**94 866**	**38 887**	**184 349**
2013/2014	**15 269**	**11 414**	**167 196**	**48 831**	**242 710**
Variation 2013/201	**22,30%**	**2,16%**	**25,22%**	**-14,99%**	**13,09%**
Variation moyenne quinquenal	**-54,71%**	**-32,39%**	**76,24%**	**25,57%**	**31,66%**

Tableau 54: PRODUCTION DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	Mil	Maïs*	Riz*	Fonio	Sorgho blanc	Sorgho rouge
2008-2009	1 255 189	1 013 634	195 102	19 547	1 434 503	440 543
2009-2010	970 927	894 558	213 584	26 101	1 139 937	381 531
2010-2011	1 147 894	1 133 480	270 658	18 315	1 459 199	531 029
2011-2012	828 741	1 076 754	240 865	14 502	1 051 923	453 620
2012-2013	1 078 374	1 556 316	319 390	20 659	1 481 072	442 733
Moyenne	**1 056 225**	**1 134 948**	**247 920**	**19 825**	**1 313 327**	**449 891**
2013/2014	**1 078 570**	**1 585 418**	**305 382**	**19 887**	**1 427 747**	**452 718**
Variation 2013/2012	**0,02%**	**1,87%**	**-4,39%**	**-3,74%**	**-3,60%**	**2,26%**
Variation moyenne quinquenal	**2,12%**	**39,69%**	**23,18%**	**0,32%**	**8,71%**	**0,63%**

Tableau 55: PRODUCTION DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	COTON	ARACHIDE	SESAME	SOJA	RENTE
2008-2009	720 675	346 292	51 924	29 209	1 148 100
2009-2010	483 865	330 624	56 252	15 686	886 427
2010-2011	529 620	340 166	90 649	22 394	982 830
2011-2012	441 057	265 322	84 759	23 056	814 194
2012-2013	606 992	310 759	100 488	24 305	1 043 164
Moyenne	**556 442**	**318 632**	**76 814**	**22 930**	**974 943**
2013/2014	**766 221**	**349 688**	**137 347**	**21 773**	**1 275 029**
Variation 2013/2012	**26,23%**	**12,53%**	**36,68%**	**-10,42%**	**22,23%**
Variation moyenne quinquenal	**37,70%**	**9,75%**	**78,80%**	**-5,05%**	**30,78%**

Tableau 56: PRODUCTION DES CINQ DERNIERES ANNEES

Année	IGNAME	PATATE	NIEBE	VOANDZOU	AUTRES CULTURES VIVRIERES
2008-2009	43 295	73 221	537 680	55 572	709 768
2009-2010	80 868	81 499	453 629	44 712	660 709
2010-2011	97 630	92 520	626 113	59 483	875 747
2011-2012	99 730	140 061	441 015	48 751	729 557
2012-2013	113 345	92 817	598 525	65 119	869 806
Moyenne	**86 974**	**96 024**	**531 392**	**54 728**	**769 117**
2013/2014	**91 577**	**167 550**	**599 804**	**56 555**	**915 485**
Variation 2011/2010	**-19,21%**	**80,52%**	**0,21%**	**-13,15%**	**5,25%**
Variation moyenne quinquenal	**5,29%**	**74,49%**	**12,87%**	**3,34%**	**19,03%**

NOTE METHODOLOGIQUE

INTRODUCTION

Le gouvernement Burkinabè dans le souci permanent d'assurer un mieux-être de sa population et par ricochet réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire a besoin d'information fiable afin d'orienté sa politique. C'est donc dans ce sens que l'Enquête Permanente Agricole (EPA) a été instituée afin de fournir les informations essentielles au gouvernement sur la production agricole, les performances et les potentialités de son agriculture. Cette opération d'envergure nationale et menée chaque année est exécutée par le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire à travers la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles. Ainsi à la fin de chaque campagne agricole, les informations sur les principaux agrégats tels que la production, les rendements et les superficies emblavées sont fournies par culture et par province.

Le présent rapport fait donc l'économie de sa méthodologie de mise en œuvre, de son dispositif organisationnel et des résultats des principaux agrégats.

1. OBJECTIF DE L'EPA

La vocation première du dispositif est l'évaluation des superficies, des rendements et des productions des principales cultures en saison pluvieuse. Cette évaluation est faite en deux temps : août et septembre, pour les prévisions saisonnières, et à la fin des récoltes pour les résultats définitifs.

Les objectifs spécifiques visés par l'enquête sont :

- évaluer les superficies, les rendements et les productions agricoles définitives par province et du pays pour chaque culture.
- réaliser des prévisions de récoltes céréalières courant septembre de chaque année afin d'informer très tôt le gouvernement et ses partenaires au développement de façon objective sur la situation de la campagne. Ces prévisions permettent d'établir un bilan céréalier prévisionnel ;
- faire des estimations de stocks résiduels paysans courant septembre.

Outre ces données, le dispositif permet de collecter des informations sur le crédit, l'utilisation des intrants, la commercialisation, la population agricole, l'occupation de la population agricole, les sources de revenus monétaires, le cheptel rattaché aux ménages agricoles, la démographie des ménages agricoles, etc. Les données étant collectées avec un niveau suffisamment détaillé, des analyses plus approfondies peuvent être faites, notamment sur la sécurité alimentaire des ménages, les analyses différenciées par sexe,…

Les données de l'enquête permanente agricole sont obtenues à partir de deux sources de données :

- l'enquête par sondage sur les ménages agricoles dont la vocation première est l'estimation des superficies, des rendements et des productions des principales cultures pluviales. Pour que le système permanent soit soutenable au plan financier et logistique, l'échantillon du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) a été réduit pour obtenir un échantillon pour l'EPA;
- l'enquête administrative sur les bas-fonds aménagés et les périmètres irrigués pour l'évaluation des superficies, des rendements et des productions de saison pluvieuse et de contre-saison du riz, du maïs et du blé réalisés sur ces aménagements.

2. PLAN DE SONDAGE

Le plan de sondage est validé par le Conseil National de la Statistique conformément à la loi sur les activités statistiques nationales sous le visa statistique N° AP2008002CNSCS4 du 7 octobre 2008.

2.1 Champ d'application

- Unité d'observation

Les unités d'observations de l'enquête permanente agricole sont les exploitations agricoles de type ménages agricoles.

- Champ géographique

Ensemble des ménages agricoles du Burkina excepté ceux des communes urbaines des villes suivantes : Ouaga, Bobo, Banfora, Koudougou, Tenkodogo, Kaya, Fada N'gourma, Pô, Gaoua, Dori, Dédougou et Ouahigouya

- Champ de l'enquête

C'est le champ géographique excepté les ménages vivant dans les communes urbaines (chefs lieu de province et communes de plein exercice). Cependant ils sont pris en compte dans le calcul des poids de sondage.

- Domaine d'étude

C'est la province qui constitue le domaine d'étude. Autrement dit, l'enquête est conçue pour produire des statistiques significatives au niveau de la province avec une précision de 10%.

2.2. Echantillonnage

- Type de sondage

Sondage à deux degrés avec stratification au premier (village) et au second degré (ménage agricole). La stratification au premier degré est induite par celle du second degré.

3. Au premier degré

Les unités primaires sont les villages administratifs. Elles sont sélectionnées suivant le mode de tirage à probabilités inégales et sans remise. La probabilité d'apparition d'une unité primaire est proportionnelle à sa taille en nombre de ménages.

4. Au second degré

Les unités secondaires sont les ménages agricoles; ils sont sélectionnés par tirage aléatoire simple.

- Base de sondage

Avec l'arrimage de 1ère phase du RGA et du RGPH, la base de sondage qui est la liste exhaustive des villages et des ménages agricoles est issue du module agricole du recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (volet dénombrement des ménages agricoles de la phase 1 du RGA).

2.3. Stratification des ménages agricoles

Dans chaque village, les ménages agricoles sont regroupés en deux catégories homogènes (strates) selon leurs capacités de production agricole.

Nous avons :

- La strate de gros producteurs.
- La strate de petits producteurs

2.4. Stratification au premier degré

Les ménages d'un village appartenant à la même sous-strate sont regroupés pour former une unité primaire. Ainsi un village sera éclaté en 1 ou 2 unités primaires correspondant au nombre de strates présentes dans le village. Il s'agit donc d'une stratification au premier degré induite par celle du second degré (stratification hiérarchique).

2.5. Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon par province a été obtenue en se fixant un niveau de précision de 10% pour l'estimation de la production végétale pluviale.
Cela a aboutit à un échantillon de 4130 unités secondaires (ménages agricoles).
Le nombre de ménages échantillons par strate a été déterminé selon une répartition optimale (Budget disponible/fiabilité souhaitée) connu sous le nom d'allocation optimale de NEYMANN.
Un nombre fixe de cinq (05) ménages agricoles (US) est tiré par unité primaire « village », ce qui a donné un échantillon de 826 unités primaires (UP).

2.6. Estimateurs des agrégats

2.6.1. Les superficies

Les superficies (prévisionnelles et définitives) sont obtenues par la mesure objective, à l'aide de matériel topographique (boussole, ruban métrique, jalons), de l'ensemble des parcelles de tous les ménages échantillons. Ces observations sont pondérées selon les formules statistiques appropriées pour obtenir la superficie totale pour chaque spéculation par province et par type d'association. Les superficies publiées sont des superficies physiques, c'est-à-dire la somme des superficies en pur et en principale.

2.6.2. Les rendements

Le rendement définitif par culture de la présente campagne est obtenu à l'aide des pesées des carrés de rendement sur l'ensemble des parcelles de tous les ménages échantillons. Pour le cas du riz, du maïs et du blé des bas fonds aménagés et des périmètres, les rendements prévisionnels sont obtenus par enregistrement administratif avec les agents d'encadrement agricole de ces sites.

2.6.3. Les productions

La production en culture pure, principale, secondaire de chaque culture est obtenue en multipliant les superficies par les rendements moyens (par province) de chaque type d'association. La production totale d'une culture est obtenue en additionnant les trois types de productions.
Les productions définitives sont obtenues à l'aide des superficies effectivement emblavées et les rendements sont obtenus par les pesées effectives des carrées de rendement à l'issue des récoltes effectives des cultures.
La qualité des données à cette étape dépend exclusivement du plan de sondage statistique et de la qualité de la collecte (voir méthodologie en annexe).

3. DISPOSITIF DE COLLECTE DE L'ENQUETE

3.1.Formations

Au début de la campagne agricole, deux niveaux de sessions de formations sont organisés à l'intention de l'ensemble du personnel impliqué dans le dispositif de collecte des données.

- Au niveau Central

Cette session de formation concerne les formateurs. Elle regroupe les cadres de la DGESS les superviseurs et statisticiens régionaux qui se penchent sur les instructions des manuels et les différentes variables contenues dans les questionnaires (leur agencement, leur codification, leur interprétation,…). La formation des superviseurs à cette session ouvre la voie à une réelle implication de ces derniers dans le processus. Ainsi, les superviseurs sont mieux outillés pour le suivi des opérations sur le terrain.

- Au niveau régional

Une session de formation des enquêteurs et des contrôleurs est organisée dans chacune des régions. La formation est assurée conjointement par une équipe centrale composée de des

cadres de la DGESS et les superviseurs et statisticiens régionaux. C'est une session au cours de laquelle l'implication des directeurs régionaux à travers l'ouverture et clôture officielles constitue un atout.

3.2.Le matériel

Le dispositif de l'enquête compte 13 superviseurs régionaux doté chacun d'une moto (type Yamaha), d'une calculatrice HP programmable et d'un GPS. Chaque contrôleur est doté d'une moto, d'une calculatrice HP programmable (pour le calcul des superficies) et d'un GPS (pour la mesure des superficies).

Les auxiliaires, résidant chacun dans son village à priori, sont dotés d'une boussole, d'un ruban métrique, de quatre demi-jalons, d'une corde, d'une balance, d'un manuel d'enquêteur et de toutes les fiches à administrer.

3.3.L'organisation de la collecte

La collecte de données dans le cadre d'une enquête statistique est un travail d'équipe. Cette équipe est hiérarchisée en trois niveaux : superviseur, contrôleur de terrain, enquêteur.

3.3.1.Les auxiliaires d'enquête

Selon le niveau de collecte de l'information, ces derniers sont chargés de recueillir les informations pour chaque membre du ménage, pour le ménage, pour chaque parcelle, pour toutes les parcelles, pour chacun des équipements, pour chaque espèce végétale ou animal, pour chaque grenier, pour chaque intrant acquis ou utilisé.

3.3.2. Les contrôleurs

Le contrôleur est le maillon de la chaîne qui est en contact permanent avec l'enquêteur et qui garantit (aux superviseurs) l'exécution correcte des opérations de collecte. Il est de sa responsabilité que l'enquêteur fasse la collecte dans les délais et selon les procédures statistiques telles que consignées dans le manuel de l'enquêteur. Il est également responsable du suivi et du contrôle technique du travail et doit informer le superviseur du niveau d'exécution de l'enquête. Les fonctions du contrôleur sont définies de sorte à garantir une plus grande efficacité du contrôle et donc d'une fiabilité des données collectées. Il a, à charge l'administration des fiches F3B, F8, F8B, F11.

3.3.3. Les superviseurs provinciaux

Situé au troisième niveau de la pyramide du dispositif, le superviseur provincial coordonne les opérations dans la province et supervise techniquement les contrôleurs et les enquêteurs relevant de la province dont il a la responsabilité. Il est chargé de la surveillance, du contrôle et de la correction du travail des enquêteurs et contrôleurs ainsi que de la gestion du matériel mise à la disposition du personnel. Il participe à quelques interviews (pour contrôler la performance des enquêteurs et examine les questionnaires pour éventuellement déceler des incohérences et faire des contre enquêtes. Le superviseur provincial est tenu de faire le point des problèmes rencontrés au Directeur provincial avec une copie au superviseur régional. La détermination du superviseur provincial, sa rigueur et sa fermeté envers les agents de collecte sont requis pour une bonne qualité de la collecte au niveau provincial

3.3.4. Les superviseurs et statisticiens régionaux

Situé au quatrième niveau de la pyramide du dispositif, le superviseur régional coordonne les opérations dans la région et supervise techniquement les superviseurs provinciaux, les contrôleurs et les enquêteurs relevant de la région dont il a la responsabilité. Il est chargé de la surveillance, du contrôle et de la correction du travail des enquêteurs et contrôleurs ainsi que de la gestion du matériel mise à la disposition du personnel. Il participe à quelques interviews (pour contrôler la performance des enquêteurs et examine les questionnaires pour

éventuellement déceler des incohérences et faire des contre enquêtes. Le superviseur est tenu de faire le point des problèmes rencontré au Directeur Régional avec une copie à l'équipe centrale (DSS). La détermination du superviseur, sa rigueur et sa fermeté envers les agents de collecte sont requis pour une bonne qualité d la collecte au niveau régional.

3.3.5. La supervision nationale

Lors des missions de supervisions, chaque équipe centrale, composée des cadres de la DGESS doit faire la synthèse de toutes les décisions prises face à certaines questions et consigner également toutes les difficultés pour lesquelles elle n'a pas pu trouver des solutions. La mission centrale doit examiner les fiches de contre-enquêtes dûment remplies par les contrôleurs.

Lors des séances de travail après les missions de supervisions, les équipes du niveau central sont ensuite tenues d'apporter les solutions aux questions restées en suspens.

4. LE TRAITEMENT DES DONNEES

4.1.Saisie et apurement

La DGESS est chargée de la conception des programmes de saisie, de la formation des agents et des contrôleurs de saisie.

Le contrôle de la saisie des fiches de chaque régional est assuré par le superviseur régional, appuyé par l'équipe centrale.

Les cadres de la DGESS éditent les incohérences constatées dans les fiches. Chaque superviseur régional, appuyé par l'équipe centrale, est chargé de vérifier et éventuellement corriger les incohérences sur les fiches déjà saisies.

4.2.Calcul des agrégats

Compte tenu de la nature des données effectivement collectées, de l'échantillon effectivement réalisé, les paramètres de pondération sont calculés afin de permettre une extrapolation des données au niveau provincial, régional et national. Il s'agit essentiellement de l'opérationnalisation des formules d'estimation élaborées dans le plan de sondage.

4.3.Edition des résultats

En appliquant les pondérations aux données collectées, les tableaux préliminaires sont édités. Ils sont soumis pour examen de vraisemblance à chaque région, appuyée par l'équipe centrale. La correction des invraisemblances permet l'édition des tableaux définitifs. Les résultats définitifs sont ensuite discutés suivant une chaine que nous décrirons.

4.4.Validation interne : DGESS/DR

Lors des séances de travail, les résultats sont présentés par l'équipe de traitement. A ce stade, les discussions portent toujours sur les vraisemblances et les résultats des travaux, conjointement adopté par la DGESS et les DR, sont soumis à l'ensemble des services techniques centraux du Ministère.

Les résultats des travaux avec les directeurs régionaux sont partagés au cours de la réunion interne avec les directions centrale du ministère. C'est au cours de cette séance que l'ensemble du ministère prend connaissance des résultats.

4.5.Les données et résultats publiés

Les superficies, les rendements et les productions des principales cultures en saison pluvieuse et en saison sèche sont les premières données publiées pour chaque province (lors des ateliers de présentations des résultats prévisionnels et définitifs). Cette partie des données sont soumis avec les données des autres structures nationales pour l'établissement des bilans céréaliers par le Comité de Prévision de la Situation Alimentaire.

ANNEXE II

Tableau 1 : Bilan alimentaire de la campagne agricole 2013/2014

Population au 30/04/2013 = **17 787 965** Habitants

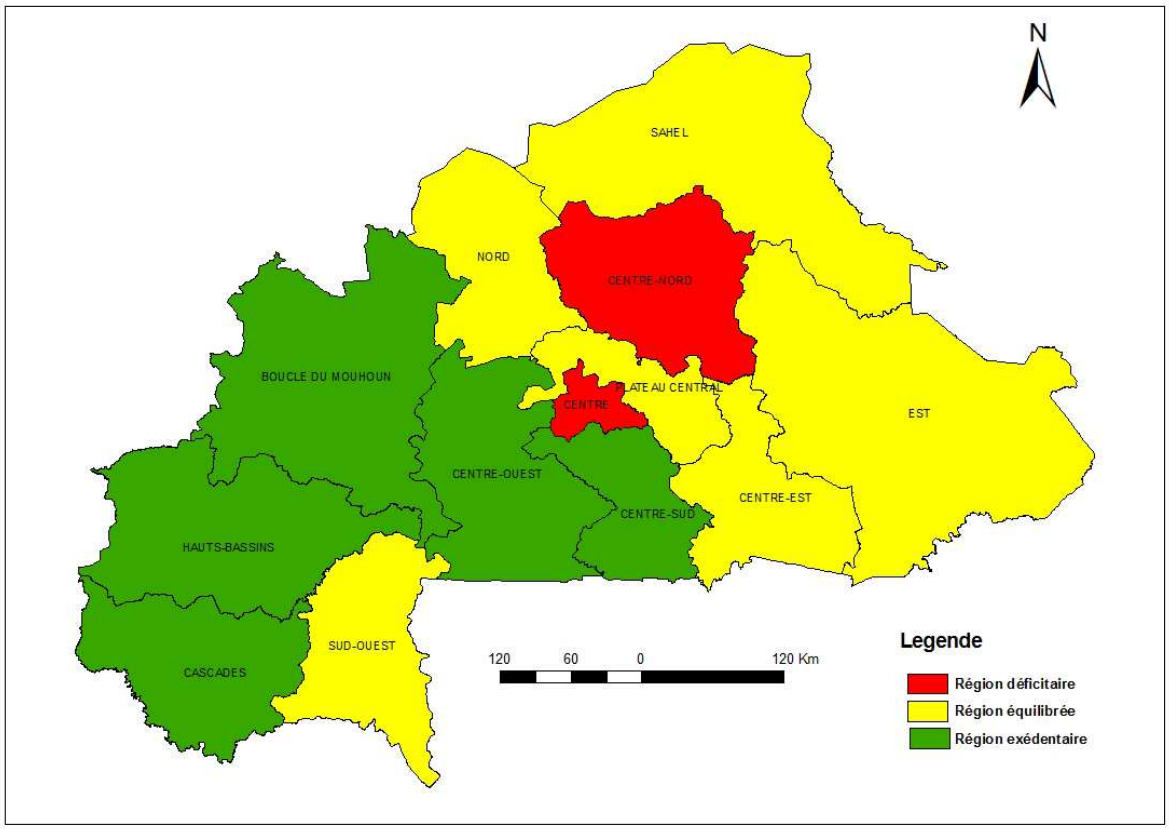
Produit	Consommation Humaine (tonne)	Consom Mation /hbt/an	Norme de Consom mation	Taux de couverture	Apport Calorifique /j(kcal)	Apport en Protéine (g)	Apport en lipide (g)	Apport en glucide
1-céréales traditionnelles	4 753 111,8	267,2	203,0	131,6	2 568,2	67,2	17,2	542,8
2-Tubercules	233 214,3	13,1	6,0	218,5	34,2	0,3	0,1	9,8
3- oléagineux	257 311,7	14,5	14,0	103,3	222,1	9,8	19,2	9,1
4-legumineuses	607 773,2	34,2	7,0	488,1	321,1	20,3	2,0	57,0
5-legumes	1 713 281,8	96,3	20,0	481,6	101,3	4,5	2,0	26,2
6-fruits	459 846,5	25,9	6,0	430,9	47,8	0,9	1,6	10,7
7-sucre	311 977,7	17,5	4,0	438,5	146,7	0,1	-	40,2
8-Viande	580 896,7	32,7	12,0	272,1	207,6	11,2	17,7	-
9-produits laitiers	390 047,1	21,9	18,0	121,8	28,8	2,0	0,9	3,2
10-œufs	3 195,3	0,2	1,0	18,0	0,7	0,1	0,0	0,0
11-poissons	74 692,2	4,2	2,0	210,0	7,9	1,3	0,3	-
12-Boissons	3 442 782,0	193,5	54,0	358,4	1 493,4	97,7	60,1	24,8
Produits végétaux	11 779 299,1	662,2	314,0	210,9	4 934,7	200,8	102,1	720,7
Produits animaux	1 048 831,4	59,0	33,0	178,7	245,1	14,5	18,9	3,2
Ensemble des produits	12 828 130,5	721,2	347,0	207,8	5 179,8	215,2	121,0	724,0

Tableau 2 : Proxys calorique disponibles par province

	Province	Proxys caloriques	Tx couvert		Province	Proxys caloriques	Tx couvert		Province	Proxys caloriques	Tx couvert
1	Kadiogo	332	15%	16	Noumbiel	2 255	104%	31	Nahouri	3 234	150%
2	Séno	984	45%	17	Yagha	2 423	112%	32	Zoundweogo	3 500	162%
3	Bam	1 593	74%	18	Bazèga	2 516	116%	33	Sanguié	3 720	172%
4	Boulkièmdé	1 672	77%	19	Houet	2 525	117%	34	Ioba	3 977	184%
5	Sanmatenga	1 742	81%	20	Zondoma	2 580	119%	35	Nayala	4 516	209%
6	Oudalan	1 883	87%	21	Gourma	2 708	124%	36	Mouhoun	4 701	217%
7	Poni	1 981	92%	22	Kouritenga	2 684	124%	37	Kompienga	4 940	228%
8	Passoré	2 005	93%	23	Gnagna	2 708	125%	38	Banwa	5 483	254%
9	Soum	2 041	94%	24	Oubritenga	2 710	125%	39	Léraba	5 656	261%
10	Boulgou	2 049	95%	25	Comoé	2 767	128%	40	Sourou	5 852	271%
11	Loroum	2 131	99%	26	Yatenga	2 809	130%	41	Sissili	6 249	289%
12	Namentenga	2 215	102%	27	Ziro	2 817	130%	42	Kossi	6 448	298%
13	Kourwéogo	2 225	103%	28	Tapoa	2 827	131%	43	Balé	6 960	322%
14	Komandjoari	2 228	103%	29	Ganzourgou	2 848	132%	44	Kénédougou	6 976	323%
15	Bougouriba	2 232	103%	30	Koulpélgo	3 114	144%	45	Tuy	7 357	340%

Source : MASA/DGESS, Mars 2014

Tableau 3 : Taux de couverture des besoins céréaliers par région

Régions	Population au 30/04/2014	Besoins en tonne (190 Kg/tête/an)	Mil, sorgho, mais et fonio	Riz	Production Disponible	Taux Couverture
Centre	2417011	459232	65915	5115	58841	13%
Centre Nord	1495294	284106	243779	9022	212174	75%
Sahel	1227111	233151	249618	3447	214072	92%
Nord	1453969	276254	324853	8012	280532	102%
Centre est	1420001	269800	303932	52429	287178	106%
Plateau central	848182	161155	201487	13567	178726	111%
Est	1556019	295644	380625	23944	336700	114%
Sud-ouest	768983	146107	191471	11269	168948	116%
Centre sud	779411	148088	219914	14034	194645	131%
Centre ouest	1461490	277683	432505	14614	375667	135%
Cascades	709364	134779	206918	27438	190971	142%
Hauts-bassins	1888467	358809	766502	62080	685671	191%
Boucle du mouhoun	1762663	334906	976822	60411	863525	258%

Carte du taux de couverture des besoins céréaliers par région